

Nabil Wakim

L'ARABE POUR TOUS

Pourquoi ma langue est taboue
en France



Seuil

NABIL WAKIM

L'ARABE POUR TOUS

Pourquoi ma langue
est taboue en France

ÉDITIONS DU SEUIL

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-143450-7

© Éditions du Seuil, avril 2020

www.seuil.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À Mona.

TABLE DES MATIÈRES

Titre

Copyright

Dédicace

Le passager

1 - La hchouma

2 - Comment j'ai perdu ma langue

3 - Le téléphone arabe ne répond plus

4 - Comment transmettre une langue que je ne parle pas ?

5 - Comment j'ai essayé de reconquérir l'arabe

6 - Peut-on perdre sa langue maternelle ?

7 - L'école publique contre l'arabe

8 - Comment l'islam enseigne l'arabe

9 - L'arabe est-il la langue du Coran ?

10 - Le bon arabe et le sale arabe

11 - Mais pourquoi détestent-ils l'arabe ?

12 - Une langue qui fait peur

L'arabe, notre langue de France

Bibliographie et filmographie

Remerciements

Le passager

Si ce n'est pas la preuve du grand complot arabe contre moi, je ne crois plus en rien. Je vais à Brive-la-Gaillarde. BRIVE-LA-GAILLARDE. Il n'y a pas plus français comme endroit : c'est la terre de Hollande, Chirac et des pommes du Limousin soigneusement vaporisées de pesticides. Et il faut que mes voisins de train soient un couple de vieux Libanais. Voici ce que ferait un Libanais normal : il leur tomberait dans les bras, d'où tu viens, et ta famille, ton nom surtout, oui ma mère vient de Jbeil (Byblos), mon père du sud du Liban. Une conversation remplie d'indices invisibles pour le non-Libanais, mais qui donne à comprendre rapidement à quel culte microscopique on appartient, au moins en théorie, et où on se trouve dans l'échelle sociale tordue de ce pays.

Mais moi, je ne sais pas faire tout ça. J'ai trop honte. Honte de mon arabe haché, de mon accent ridicule, de mon vocabulaire qui ne dépasse pas la liste de courses. Le pire pour moi : je comprends presque tout ce qu'ils disent, et je suis sûr qu'ils ont compris qui j'étais. Enfin, qui ils pensent que je suis : un Libanais malpoli qui ne daigne pas leur adresser la parole. Peut-être que ce sont des Libanais très français et qu'ils s'en foutent, qu'ils ne pensent pas que, dès qu'on croise l'un des « nôtres », on doit mélanger nos sangs et nos histoires familiales pendant toute la durée du voyage ? Dans la série télévisée *Highlander* que diffusait M6 quand j'étais collégien, les immortels se reconnaissent de loin, en sentant un changement dans l'atmosphère. Ils savent d'instinct que l'un des leurs vient de pénétrer dans leur espace vital. Je ressens toujours la même chose en présence d'un Libanais. Sauf que moi, je ne sais pas quoi faire. Je bloque. Pourquoi je suis

incapable de leur dire bonjour, au lieu de taper ces lignes, recroquevillé derrière mon ordinateur ? J'ai l'air bizarre, avec mon écran tourné vers le couloir, pour éviter qu'ils voient ce que j'écris. J'ai eu l'idée de ce livre la semaine dernière et voilà ce qui me tombe dessus ! C'est plus qu'un coup du sort, c'est un complot sataniste mené par l'algorithme qui distribue les sièges de la SNCF. J'ai plein de raisons de ne pas leur parler. J'ai autre chose à faire, j'ai faim, j'ai du boulot, je suis en vacances, je dois regarder la deuxième saison de cette série norvégienne sous-titrée en anglais. Je dois réfléchir à mon travail certainement très important. Penser aux cadeaux de Noël de ma fille. Décompresser. Je suis en vacances, je ne peux pas toujours faire des efforts. Je décomprime vachement, là.

C'est idiot d'avoir peur de parler sa langue maternelle, pendant quinze secondes, à des inconnus, juste pour leur dire bonjour. « *Marhaba*. » C'est si difficile ? J'ai mal au ventre, je regarde le sol, et je ne touche pas à la salade que j'ai préparée pour cet interminable voyage en train Corail. Maintenant, on dit « Intercités ». Je connais mieux la langue de la SNCF que l'arabe libanais. Franchement, qu'est-ce qu'ils vont faire au centre de la France, d'abord ? Lui, il parle trop bas pour que je puisse entendre ce qu'il dit. Il a le visage fermé des Libanais qui n'ont pas de moustache, il ressemble un peu à mon oncle Hicham, mais en version chrétien maronite. Il garde sa veste et son écharpe dans le train, ça aussi c'est un truc de vieil Oriental : dès qu'il n'est pas au bord de la Méditerranée, il trouve qu'il fait froid. Elle, elle a l'air de souffrir de la situation, elle passe son temps à enlever et à remettre ses lunettes de soleil. Je souffle. Je prends mon téléphone. Je regarde Twitter. C'est décevant, comme souvent. Je scrolle, et je tombe au hasard sur une polémique idiote

relative à une phrase incompréhensible prononcée par l'historien autoproclamé Lorant Deutsch lors d'une émission de télé : « Je ne vois aucun intérêt à apprendre l'arabe à l'école. Sachez que dans la langue française il y a plus de 600 mots arabes. » Je souffle de nouveau. Je me dis que moi-même je ne dois pas connaître autant de mots en arabe. Je commence à en réciter dans ma tête : pays, *balad* ; chambre, *ouda* ; légumes, *khoudra* ; langue, *ligha* ; électricité, *kahraba*. Mes voisins ont l'air perdus et tentent de demander dans un français qu'ils croient mal assuré (mais qui est parfait) au *barista* – contractuellement contraint de faire de l'humour – où on se trouve. Et dans combien de temps on arrive à La Souterraine. Mais qu'est-ce qu'ils peuvent bien aller faire à La Souterraine ? Elle presse son mari, en arabe, de poser la question au prochain passage du contrôleur. « Nabil, demande-lui, dans combien de temps on arrive à La Souterraine ? » Il se tortille sur son siège et me regarde. J'écarquille les yeux. Il porte le même prénom que moi. La thèse du complot est validée.

Je me lance, en français : Vous êtes libanais ?

Elle : Ah oui, vous aussi.

Je me justifie immédiatement avec ma phrase fétiche en arabe : *Ana bifham arabé bass ma bihki mnih* (« Je comprends l'arabe, mais je ne le parle pas bien »).

Si on m'avait appris un mot d'arabe chaque fois que j'ai dit cette phrase, je serais aujourd'hui présentateur sur Al-Jazeera.

Lui, en arabe : J'ai vu que tu étais libanais parce que tu as amené ta propre salade.

Elle, toujours en arabe : Moi aussi j'ai pensé ça, mais je ne suis pas curieuse. J'ai simplement vu que tu avais mis du

sumac².

Je n'ose pas leur dire que je viens de prendre la résolution de ne plus acheter d'emballages en plastique et que j'ai fait ma propre salade par conversion écologique plutôt que par réflexe identitaire. Je sors de moi-même et parviens à déstructurer mon français pour intégrer quelques mots d'arabe, pour ne pas trop passer pour un benêt. Pour celles et ceux qui souhaiteraient avoir l'air faussement bien intégrés dans une conversation, la recette est très simple : il suffit de ponctuer des phrases très appuyées en français par des interjections arabes (pour les Libanais, on dit *sahih*, c'est bien vrai, ou encore *ya'ni*, c'est-à-dire). Ils vont voir le frère de Nabil à Guéret. Je pense : Il ne doit pas y avoir beaucoup d'Arabes à Guéret. Elle lit dans mes pensées : « Ils sont deux Libanais, médecins, et un Syrien. » Et encore, ils ne vivent pas à Guéret, mais dans un bled à côté de Guéret. Le scénario est bien huilé : oui, ils connaissent mon nom de famille (on fait pas plus libanais), le plus étonnant est que je connais le leur. Ils sont de la famille du fondateur d'une agence de voyages très connue au Liban. Il y a quelques années, ma petite amie de l'époque – une Iséroise pur jus – m'avait accompagné, ravie, dans un éprouvant voyage au Liban et ma famille avait tenu à ce qu'on passe par cette agence pour visiter le pays. La honte : je me débrouille tout seul dans n'importe quel pays du monde et au Liban, « mon pays », je devrais prendre un bus rempli de touristes qataris et allemands pour aller visiter les ruines de Baalbek³ ? J'avais fini par transiger sur la plus mauvaise idée qui soit : prendre un taxi hors de prix pour éviter l'humiliation de voyager avec ce tour-opérateur. Et voilà que ce Corail Intercités me place à côté du cousin du fondateur de cette agence de voyages ! Lui et sa femme me parlent comme si j'étais leur lointain petit-neveu : ils regardent *Le Monde* pour y

trouver mon nom – je suis journaliste à la rubrique Énergie –, ils me félicitent. Ça me fait plaisir d’être félicité en arabe, un peu comme si ma grand-mère me complimentait. Pour laver la culpabilité qui fait battre mon pouls, je lâche : « Je vais reprendre des cours d’arabe, j’en ai déjà pris avant, mais je n’étais pas assez assidu, mais là je vais en reprendre. Promis. Je recommence bientôt. » Je les aide à porter leurs bagages, revigoré par cette promesse d’un jour nouveau : je vais réapprendre l’arabe, mais oui, c’est sur le point d’arriver, cette fois c’est la bonne.

Une heure plus tard, arrivé à Brive, ma motivation est descendue d’un cran. Dans ma tête, le débat fait rage. Le délégué du parti de la langue arabe en appelle à l’histoire, l’identité, mes grands-mères, la fierté retrouvée. Il m’invite à faire partie du club des 4 millions d’arabophones en France – la deuxième langue de l’Hexagone. Mais, une nouvelle fois, le représentant du parti de la flemme et de la procrastination l’emporte : « Pourquoi s’astreindre à réapprendre l’arabe maintenant, tu es en vacances, tu as des tas de choses à faire, autant y réfléchir de nouveau en début d’année prochaine. Ce n’est pas raisonnable de tout faire en même temps. » Je grommelle en descendant du train. Heureusement, en Corrèze, personne ne me demande si je parle l’arabe.

1. « Bonjour » en arabe libanais.

2. Épice de couleur rouge très utilisée dans la cuisine libanaise.

3. Ville de l’est du Liban où se trouvent trois temples géants parmi les mieux conservés du monde gréco-romain.

La *hchouma*

Je suis né à Beyrouth, au Liban, en 1981, pendant la guerre¹, puis j'ai déménagé en France, à l'âge de quatre ans. Je suis devenu journaliste au *Monde*, j'écris et je parle un français châtié. Par contre, je suis nul en arabe. Pourtant, j'ai grandi avec. Plus encore : l'arabe est ma langue maternelle. Celle que m'a parlée ma mère à la naissance, celle de mes premiers jeux d'enfant, celle de mes plats préférés. Quelque part entre mes quatre ans et mes presque quarante ans, j'ai perdu l'arabe en cours de route. Sans vraiment y faire attention, sans vraiment savoir pourquoi. Pendant toute mon adolescence, j'ai chassé l'arabe de ma vie : j'étais français, je parlais français, j'avais des bonnes notes en français, les choses étaient très simples. Rien ne m'ennuyait plus que les vacances estivales au Liban, où je devais supporter l'ingrat rituel familial, heureusement atténué par les quantités de *houmous* et de *knéfé*² que cela permettait d'ingurgiter. J'ai refusé bêtement d'apprendre l'arabe, j'ai écouté les sermons de ma grand-mère avec une moue amusée et frondeuse. Et me voilà, à trente-huit ans, incapable de soutenir une conversation décente. Oh, bien sûr, je sais commander un *chich taouk*³ dans un restaurant ou échanger une ou deux politesses avec un chauffeur de taxi. Mais je ne comprends pas combien je dois payer s'il ne bascule pas vers l'anglais ou le français – autant dire que, dans un pays comme le Liban, c'est une bonne technique pour se

faire souvent arnaquer. Je ne peux pas écouter les infos à la radio ou à la télévision – ce qui est quand même ridicule quand on est journaliste. Alors mener une interview ou faire un reportage en arabe ? Impossible. Je parle pourtant un anglais teinté d’accent yankee et un espagnol andalou aux sonorités chantantes. Mais je suis analphabète dans ma langue maternelle.

Et depuis dix ans, je suis paralysé : impossible de parler l’arabe, impossible de ne pas le parler.

Le même sentiment me submerge, avant même de savoir que je vais aller au Liban. Je pense des mois à l’avance à la scène qui va immanquablement se produire à l’aéroport. L’avion atterrit à l’aéroport Rafic-Hariri, les passagers applaudissent. Le soleil et la chaleur humide nous saisissent en sortant. Jusqu’ici tout va bien. Et puis je me dirige vers le contrôle de police. Mon angoisse monte d’un premier cran. Je tends mon passeport au type dans sa guérite. Mon passeport français, mais bon. Je m’appelle Nabil et je suis né à Beyrouth, pas besoin de travailler à la CIA pour comprendre que je suis libanais. D’autant plus que je donne aussi un mystérieux papier froissé, un extrait d’acte de naissance en arabe agrémenté d’une photo absolument flippante de mes quatorze ans, époque bénie où mes week-ends insouciantes étaient consacrés à jouer à *Warcraft 2*⁴. Il me regarde. Il plisse les yeux. Dit un truc en arabe que je ne comprends pas à son collègue. Je transpire encore plus que d’habitude. J’observe que mon frère et ma sœur sont déjà passés sans encombre. Ma tête s’emballe : « ils » ne vont pas me laisser rentrer et je ne saurais pas quoi répondre. Je ne sais pas expliquer que je viens voir ma grand-mère, me baigner, manger du *mloukhiés* et acheter des pâtisseries à la pistache. Le type est en général un peu empoté et me pose toujours la même question molle :

« C'est quoi le nom du village, là ? » « Karkha », je réponds. Le village d'origine de mon père, perdu quelque part au sud du Liban. Souvent, il me demande aussi : « Où est-ce que ça se trouve, précisément ? » J'ai retenu l'expression « *Bil jnoub* » (« Dans le Sud »), pour avoir un vague truc à répondre. Ça se corse. S'il me demande autre chose, je suis mort. Ma seule technique, c'est de coller un sourire idiot à mes lèvres et de hocher la tête, comme si j'étais un raélien prêt à être dépouillé sur-le-champ de tous mes biens avec dévotion. Pendant des années, chaque voyage au Liban commençait par ce grand moment de honte. Je ne sais même pas comment on dit « honte » en arabe. Les Français qui font semblant de parler arabe disent la *hchouma*. Moi, j'ai jamais entendu ce mot. Le Larousse arabe (oui, ça existe) m'apprend que la *hchouma* est plutôt une « inconduite qui suscite la honte ». « Avoir un comportement que la communauté qualifie de *hchouma* consiste à se déconsidérer et à entraîner la désapprobation, le discrédit sur soi », explique l'anthropologue Marie-Luce Gélard⁶. C'est peut-être un mot qu'on n'emploie qu'au Maghreb, mais ça correspond assez bien à ce que je ressens. Surtout dans l'étape suivante du parcours, qui consiste à aller voir ma grand-mère, dans l'immeuble de la banlieue est de Beyrouth où elle a passé la majeure partie de sa vie.

Ce jour de juillet, c'est un peu différent. On va rendre visite à *Teta*⁷ Zeïné dans sa chambre d'hôpital du très chic « Hôtel-Dieu de France ». Teta Zeïné (en arabe) : « Pourquoi tu ne parles pas l'arabe ? C'est ta langue, il faut en être fier. L'arabe est une langue difficile, le français ou l'anglais, c'est de la rigolade, mais l'arabe c'est différent. C'est une langue importante. » J'ai tellement entendu ce refrain dans ma vie – à chacun de mes voyages au Liban – que j'en comprends chaque mot. Le vocabulaire que je comprends le mieux en arabe, c'est

celui qui consiste à m'expliquer que je devrais avoir honte de ne pas parler l'arabe.

Tassés sur la banquette de la chambre d'hôpital, on était venus en famille voir Teta Zeïné, restée toute sa vie au Liban, même pendant les pires années de la guerre. Manque de bol pour moi : être affaibli physiquement ne l'empêche pas d'être ma mauvaise conscience. Alimentée en oxygène, les bras recouverts de tuyaux, elle ne peut pas se déplacer. Quand j'étais gamin, j'avais essayé d'apprendre par cœur la phrase « C'est la faute de mon père », pour avoir une blague à répondre à mon insistante grand-mère. Cette fois-ci encore, je n'ai réussi qu'à sortir du fond de ma gorge un petit « Baba » (« Papa »), pour expliquer que mes parents n'avaient qu'à s'en occuper quand j'étais petit. Ce n'est pas de ma faute si je suis devenu tellement français que je sais mieux prononcer Cornillon-Confoux et La Roque-Alric que Gemmayzé et Ras Beirut⁸.

La maladie n'a pas empêché Teta Zeïné de reprendre son sermon et de répéter : « C'est votre langue, c'est une langue difficile. » Les souvenirs me remontent de la sonnerie du téléphone, à Lyon, quand mon frère et moi nous passions le combiné comme un cerceau enflammé pour ne pas avoir à répondre à Teta, pour ne pas avoir à ânonner nos quelques mots d'arabe, pour ne pas entendre au bout de la ligne instable et crachoteuse la même rengaine humiliante de cette mauvaise conscience familiale. Des années plus tard, mon frère Ziad, qui a toujours été plus prévoyant, m'a avoué qu'il avait appris par cœur un script pour pouvoir faire face à cette conversation et la mettre de côté. « Je me suis entraîné à dire quelques mots de plus que *kifik Teta* (comment ça va ?). Des trucs du style *anakamen* (moi aussi), *kiloun mneh hone* (tout le monde va bien ici), des choses comme ça. Je me suis outillé pour cette

conversation ritualisée. Bizarrement je ne me suis pas dit : “C’est une opportunité pour apprendre l’arabe ou pour me rapprocher de ma grand-mère.” Je me suis plutôt dit : “C’est un truc terrifiant, qu’est-ce que j’ai comme munition pour me prémunir contre ça” ? » Le dessinateur Cyril Pedrosa raconte exactement la même scène de conversation téléphonique paralysée dans sa BD *Portugal*⁹ : « J’ai fini par vraiment redouter ces appels. L’amour et la honte, cela pourrait être la devise des familles de migrants. »

Dans mes plus anciens souvenirs d’enfance, il y a cette scène où ma grand-mère ne parvient pas à ouvrir la porte de la salle de bains. J’ai peut-être huit ou dix ans, et nous sommes revenus passer un été au Liban pour les vacances. Je l’entends batailler avec la porte, je suis juste derrière, et je suis bien incapable de lui dire en arabe : « Il faut tourner la poignée vers la droite. » Je me rappelle me battre avec moi-même, sentir les larmes me monter aux yeux, l’impuissance me gagner, jusqu’à ce que j’entende quelqu’un – peut-être mon père – crier à travers les murs « tourne la poignée ». Et le pire pour moi, c’est que « *bremé* », « tourner », en arabe libanais, c’est un mot que je connais, et quand je l’ai entendu prononcer, j’ai senti la double honte de celui qui ne peut ni aider sa propre grand-mère ni se rappeler sa propre langue. Elle m’a souvent dit, plus tard : « Moi qui te gardais quand tu étais petit, qui te chantais des chansons en arabe, je sais que tu dois parler l’arabe. Toi qui étais le plus beau, le plus *tabbouche*¹⁰ de tous » – il faut dire que mon frère et ma sœur ont eu le malheur d’être gauchers et sont donc soupçonnés d’avoir le mauvais œil.

Après, on s’étonne que les gens aient des troubles de l’identité. Moi, c’est clairement diagnostiqué comme une

maladie de la langue. Elle est là, quelque part, mais elle ne sort pas.

Ma grand-mère, elle, n'en saura jamais rien. Je n'ai jamais pu parler d'autre chose avec elle. Teta Zeïné est morte pendant que j'écrivais ce livre. Elle n'aurait pas pu le lire – ni en français ni en arabe. Mais elle aurait au moins su que sa voix continue de résonner en moi. Que je l'entends comme si elle était à côté de moi, en train de m'engueuler. On se demande souvent ce qu'on veut transmettre à ses enfants, ce qu'on leur transmet finalement. Mes parents ne m'ont pas vraiment transmis l'arabe. Ma grand-mère m'a transmis la honte de ne pas le parler. C'est déjà quelque chose, non ? Il faut dire que c'est une honte spéciale, avec des superpouvoirs. Pas une honte de second rang, comme celle qui me titille après avoir jeté mes déchets alimentaires dans la poubelle de recyclage ou après avoir mélangé trois boîtes de conserve pour nourrir ma fille un soir où la vie allait trop vite – tout en présentant ça comme une « salade magique ». C'est une honte version « boss de fin de niveau », celle qui attaque sur plusieurs fronts, lance un mal de ventre carabiné tout en activant la fonction transpiration maximale, déploie l'option « bouche pâteuse » et fait piquer les yeux. Celle qui me pousse à faire semblant de ne pas parler l'arabe au resto libanais à côté de mon boulot pour éviter d'avoir à me justifier auprès du sympathique Égyptien qui y vend des falafels gras. Celle qui fait que, quand mes collègues me demandent de traduire un article de presse en arabe, je me drape dans des airs indignés et enchaîne les blagues lourdingues au lieu d'avouer que j'en suis incapable. Celle qui fait que, quand je monte dans un taxi au Liban, je peux donner une direction approximative, mais je me sens incapable de faire la conversation que ma tête d'Arabe et mon accent laissent imaginer.

C'est comme si cette langue était là, en moi, mais que, par paresse, bêtise, incompetence, j'étais incapable de l'attraper, de la saisir, de la domestiquer, alors qu'elle est à deux pas. Comme une oasis qui s'éloigne à chaque pas dans le désert. Dans *Un roman russe*¹¹, Emmanuel Carrère ne décortique pas seulement son maladif désespoir amoureux pour Sophie, il raconte aussi son rapport à la langue russe, langue de sa mère qu'il maîtrise mal mais comprend confusément. « Dire que j'ai parlé russe enfant serait excessif, mais je l'ai entendu, j'ai baigné dans cette langue et il m'en est resté un accent que mes interlocuteurs s'accordent à trouver excellent. À la première phrase on croit que je parle couramment. Cette première phrase est souvent "*Ia otchen plokho gavarjou pas rousski*" – "Je parle très mal russe" –, et comme je la prononce bien, elle passe pour une coquetterie. Dès la seconde, force est de me donner raison. » Je me sens aussi arrogant sur mon accent arabe que lui sur son russe aux sonorités parfaites. Je sais parfaitement répéter en arabe libanais : *Ana ma bihki 'arabi, bas bifham mnih* (« Je ne parle pas l'arabe, mais je le comprends bien »). Je suis profondément convaincu que cette phrase floue mes interlocuteurs... jusqu'au moment où mon incapacité à parler sème chez eux le doute et la déception. Carrère a raison de parler de coquetterie : il serait plus simple de dire en français directement « Je ne parle pas l'arabe », ou mieux en anglais « *I don't speak arabic* », et on me laisserait tranquille, le doute serait levé. Mais moi, je veux y rester, dans le doute. Je devrais être capable de dire la deuxième phrase, puis la troisième, mais elles ne sortent jamais. Le pire, c'est que je comprends rarement la réponse qui m'est faite, démentant immédiatement ma propre vantardise. Pourtant je saurais dire « *ma bifham kil chi* » en arabe libanais, « je ne comprends pas tout », ce serait plus honnête de ma part et ça m'éviterait de m'humilier de manière systématique. C'est ça la

honte : je ne peux pas assumer que je suis un Arabe qui ne parle pas l'arabe. Mon père dit qu'on s'en fiche, que des millions de Libanais expatriés ne parlent pas l'arabe et n'en font pas une salade – ou un livre, au demeurant. « C'est bien pour ça que je l'écris, banane », je lui réponds. « Banane » en arabe, c'est *maouzé*. Un peu comme Mickey Mouse, prononcé par des Italiens de Brooklyn. Même ça, je suis obligé de regarder dans un dictionnaire que la traduction est correcte. Vérifier le mot « banane ». Ma grand-mère avait raison. Quelle honte. Banane.

J'ai gardé cette honte pour moi longtemps, comme si c'était avouer une trahison, un mensonge. En écrivant ce livre, je me suis rendu compte que je n'étais pas seul dans cette situation, que cette honte était une denrée bien partagée parmi les enfants d'immigrés. « Réapprendre l'arabe, ça fait vingt ans que c'est en haut de ma *to-do list* et je ne le fais pas », m'a raconté Myriam El Khomri. L'ancienne ministre du Travail, de mère française et de père marocain, a grandi à Tanger jusqu'à ses neuf ans, elle a appris l'arabe à l'école et l'a parlé pendant son enfance marocaine. « J'ai un vrai blocage pour parler. J'arrive à comprendre des choses, mais ça ne sort pas. Rien. Il n'y a rien qui sort. C'est un vrai manque pour moi », dit-elle dans sa tour de verre dans un nouveau quartier du 17^e arrondissement de Paris où elle s'est reconvertie dans le conseil en entreprises. J'avais écrit à l'ancienne ministre, que je ne connaissais pas, pour lui expliquer que j'écrivais un livre sur l'apprentissage de l'arabe, mais aussi sur mon incapacité à le parler. Elle m'a répondu tout de suite. « Quand j'ai vu votre texto, ça m'a fait réfléchir. On n'ose pas le dire entre gens d'origine arabe, qu'on ne sait pas parler. Moi je suis née d'un couple mixte et donc j'ai longtemps cru que ceux qui étaient cent pour cent, ils parlaient tous arabe à la maison, alors que

moi je suis *niss-niss*, moitié-moitié. La réalité n'est pas du tout celle-là : beaucoup de gens sont en difficulté avec la langue arabe. » Dans sa vie de femme publique, elle s'est parfois sentie honteuse. Éluë du 18^e arrondissement de Paris, qui compte une forte population immigrée originaire du Maghreb, elle a souvent été interpellée en arabe. « La scène m'est arrivée fréquemment : on me parle en arabe, je réponds en français, on me reparle en arabe, je réponds de nouveau en français. Je comprends la question, mais je ne parle pas. Je me retrouve dans des situations étranges ; ils doivent se dire : pourquoi elle ne veut pas me dire un mot en arabe alors qu'elle le comprend ? » Le journaliste Karim Rissouli, qui présente l'émission *C Politique* sur France 5 le dimanche soir, m'a lui aussi confié une histoire assez proche. Je connais bien Karim, nous avons fait nos études de journalisme ensemble. Par le miracle d'une volonté de « diversité », on s'est retrouvés être les deux Arabes de notre promo d'école de journalisme. On avait les mêmes centres d'intérêt : la politique et le monde arabe. On passait des heures à parler de la situation en Palestine, de la guerre en Irak, des dissensions au sein de la gauche française. Pourtant, il m'a fallu des années pour oser aborder avec lui la question de son rapport à l'arabe... et pour que je comprenne qu'il était presque aussi nul que moi. « J'ai mis longtemps à assumer le fait de mal parler l'arabe. Il m'est arrivé, ado, de mentir. J'ai parfois répondu "Oui bien sûr" à des gens qui me demandaient : "Est-ce que tu parles l'arabe ?" Je fantasmais un peu ce "moi" qui maîtrisais la langue. » Je me moque gentiment de Karim quand il me raconte cette anecdote, mais je n'ose pas lui raconter que j'ai moi-même menti, quelquefois, pour justifier mon incapacité à parler l'arabe. Je me souviens de deux jeunes Libanais, à Paris, qui me parlaient tellement vite que je ne comprenais rien. J'avais répondu que j'étais d'une famille mixte, que j'étais né en

France, étouffé par une double honte qui me saisit encore quand je parle de cette histoire. « Dans mon enfance et mon adolescence, je ne maîtrisais que quelques rudiments d'arabe : j'étais le seul Arabe dans ma petite ville-dortoir à dix bornes d'Angers, m'a expliqué Karim. Mais dès l'adolescence, j'ai eu honte de ne pas savoir parler. » Et pourtant, comme moi, il n'a pas fait grand-chose pour que cela change : « Quand j'avais vingt ans je me disais : c'est évident, avant trente ans je parlerai l'arabe couramment. Puis j'ai eu trente ans et je me suis promis de le faire avant d'avoir quarante ans. Maintenant j'ai trente-sept ans et le temps presse un peu. Tu n'as pas besoin de parler l'arabe pour te sentir arabe, c'est mon cas. En revanche, je trouverais ça dingue de traverser ma vie en n'étant pas allé au bout de cette histoire ! C'est une question qui m'obsède. »

Dans un des nombreux cours d'arabe que j'ai fréquentés, j'ai rencontré Hasna Marzak, une Franco-Marocaine de Bourgogne, qui semblait bien mieux maîtriser l'arabe que moi. Elle raconte qu'elle a voulu réapprendre l'arabe pour cesser d'« être un imposteur ». « Je me suis inscrite en me disant : c'est la honte, tu te prétends arabe, mais tu ne l'es que quand ça t'arrange ? Par exemple, quand j'ai une "date", si je sens que le mec aime bien ce côté-là, je vais en faire un pataquès. Pourtant est-ce que c'est totalement moi ? » Je pense aux chansons de Fairuz que j'ai envoyées à mes flirts d'adolescent, sans en comprendre un traître mot, parce que ce côté oriental avait l'air de plaire. Hasna m'a expliqué qu'elle aussi, elle en a marre d'aller au Maroc et d'être dans un entre-deux linguistique bizarre. « J'ai appris avec ma mère, donc je ne parle qu'au féminin, alors mes cousins se moquent de moi. Et puis j'ai envie d'apprendre pour qu'on arrête de me la faire à l'envers : quand ta tante commence à parler très vite en arabe

dans la voiture pour dire aux autres des choses qu'elle ne veut pas que tu comprennes. » Moi aussi, j'ai souvent été animé par ce sentiment de revanche. « Au fond, je prends des cours pour ne plus me faire douiller, je ne veux plus être dans une position de faiblesse. Je veux apprendre pour leur clouer le bec », dit-elle.

-
1. La guerre civile libanaise a duré de 1975 à 1990.
 2. Délicieuse pâtisserie trempée dans un sirop de sucre, et faite de fromage, de beurre et de pistaches.
 3. Plat de poulet mariné servi avec de la crème d'ail.
 4. Jeu de stratégie en temps réel qui connut un grand succès dans les années 1990.
 5. Plat libanais préparé avec de la corète (oui, c'est un truc qui existe), du poulet, de l'agneau, du riz, du pain libanais grillé et des oignons vinaigrés.
 6. Marie-Luce Gélard, *Le Pilier de la tente*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2003.
 7. *Teta*, au Liban, c'est le diminutif affectueux de « grand-mère ». Pour « grand-père » c'est *jeddo*.
 8. Les deux sont des quartiers de Beyrouth et se prononcent « Jemaïzé » et « Rasse Baïroute ».
 9. Cyril Pedrosa, *Portugal*, Dupuis, 2011.
 10. Je crois que la traduction qui s'impose ici, à mon grand regret, est « Bouboule ».
 11. Emmanuel Carrère, *Un roman russe*, P.O.L, mars 2007.

Comment j'ai perdu ma langue

Pour comprendre mon rapport tordu à ma langue maternelle, je n'ai pas eu peur d'enquêter en terrain dangereux : je suis allé interroger ma mère, Fadia. Pour elle, les choses sont assez claires : « Bien sûr que tu parlais l'arabe quand tu étais petit ! me répond-elle, quand je l'interroge. Quand tu es né, à la maternité, je te parlais en arabe. Peu après, on est allés se réfugier dans un village dans la montagne, et on parlait arabe avec toi, tu as appris les chansons des Schtroumpfs en arabe, les *Sanafers*. » Dans ses souvenirs, je parlais même mieux l'arabe que le français, dans mes premières années au Liban : « Je travaillais à la fac, tu étais gardé par ta grand-mère, Teta Zeïné, tous les matins, elle te chantait des chansons en arabe que tu connaissais par cœur. Et puis en grandissant, avec ton frère, vous avez eu des amis de votre âge, vous jouiez en parlant l'arabe, vous avez parlé l'arabe. Tu disais tout ce que disent les enfants, je veux boire, manger, jouer, j'aime, j'aime pas, *bheb, ma bheb al houmous*. » Ça, je sais toujours le dire, que j'aime le houmous. Mais jouer en arabe ? Regarder des dessins animés ? Une enquête poussée sur YouTube me fait regarder pendant des heures des versions arabes des Schtroumpfs. Quelle humiliation : non seulement je n'en ai aucun souvenir, mais en plus je ne comprends rien, pas un traître mot. Ironie de l'algorithme : probablement conscient de ma nullité en arabe,

même après plusieurs vidéos des *Sanafers* en arabe, YouTube me conseille de regarder *Los Pitufos*, la version espagnole, dont le double est encore plus nasillard. Et là, en castillan, je comprends absolument tout.

De mes quatre premières années dans un Liban en guerre, je ne garde aucun souvenir précis. Quelques images d'une cour d'école, de l'immeuble où mes parents s'étaient installés après avoir dû quitter Beyrouth. Bien plus tard, j'ai fait des études d'histoire, lu tout ce qui était publié sur la guerre du Liban, regardé les dix-huit heures du documentaire superpénible qu'Al-Jazeera a consacré au conflit, je me suis intéressé aux différentes confessions du pays, à ses dix-sept religions officielles, au communautarisme à la libanaise. Enfant, la guerre n'existait pas pour moi. On m'a raconté mille fois que ma mère a dû quitter l'hôpital dans la précipitation après ma naissance – la maternité risquait d'être bombardée. Qu'on a dû partir du pays par bateau vers Chypre, pour prendre un avion pour la France, puisque l'aéroport de Beyrouth était fermé. De tout ça, ma mémoire d'adulte n'a rien gardé. Il ne reste que quelques impressions d'enfance, probablement reconstituées à partir de photos : le Goldorak géant que mon frère ne voulait pas me prêter, des jeux dans un chantier abandonné derrière l'immeuble, les œufs qu'on récupérait chez la voisine. Il m'a fallu écrire ce livre pour que mes parents m'expliquent ce qui s'est passé à notre arrivée en France – du moins dans mon rapport à la langue. « Quand tu es arrivé, tu parlais un français un peu cassé, tu conjuguais les verbes arabes en français, par exemple tu disais nous *talla'ons* l'escalier, au lieu de nous montons l'escalier, et puis tu ne parlais pas avec l'intonation des Français, m'explique ma mère. On a acheté une télé pour que vous regardiez des dessins animés en français. » Alors ça : moi qui surveille, montre en

main, le temps d'écran auquel ma fille a droit, j'ai été vissé devant le poste avec obligation de regarder ? « Tu parlais bien français, mais on voulait que tu comprennes aussi les codes de la société française », ajoute mon père, qui assure que non, non il n'était pas du tout inquiet sur notre intégration à mon frère et moi.

D'ailleurs, mon frère, cet intello de Ziad, a tout de suite été premier de sa classe en arrivant en CE1, preuve que les dessins animés sont plus pédagogiques qu'un cours d'éducation civique. Ma mère se souvient qu'on regardait une série diffusée sur TF1, *Rody le petit Cid*. Je n'ai gardé aucun souvenir des *Sanafers*, mais peut-être de ce mystérieux *Rody* ? Je me plonge dans YouTube pour y rechercher mes premières émotions en français, avec l'espoir de réveiller non seulement l'enfance, mais aussi la découverte d'une langue, la confrontation avec le français, et peut-être débloquer cet arabe caché au fond de moi.

Le premier épisode me laisse pantois. Le narrateur commence : « Loin de la cour, dans le village de Vivare, le peuple coule des jours paisibles, la frontière avec les Arabes est encore loin et les relations avec la Navarre sont pacifiques. »

Quoi ?

J'ai appris le français avec un dessin animé sur la Reconquista ? Une histoire dans laquelle les Arabes sont les ennemis ? Dès la première seconde de l'épisode, on comprend que le sujet ici, c'est bien celui de reconquérir l'Espagne catholique. Et après on s'étonne que je ne parle pas l'arabe ?

Béchara, mon père – qui fut un temps prof de maths –, présente la chose comme un calcul assez simple : ce qui

compte, c'est d'abord de bien maîtriser le français, puis l'anglais et l'espagnol, et ensuite éventuellement l'arabe.

– Tu nous saoulais pour avoir les meilleures notes en tout, mais par contre l'arabe, tu t'en fichais ?

– Non, mais pour moi c'était pas important comme langue. Même appliqué à moi-même, c'était pas important. En valeur ajoutée, qu'est-ce que ça peut apporter ? Vous aviez tellement d'autres choses à apprendre ! Mes parents me posaient toujours la question. Combien de fois ma mère m'a demandé pourquoi mes enfants n'apprenaient pas l'arabe !

– C'est la seule conversation que j'aie jamais eue avec elle...

– Pour ma mère, c'est clair que c'est de ma faute. Mais c'était un sujet global : le fait de vous baptiser, de se marier à l'église. Moi, tout ça, ça ne m'intéressait pas.

– Mais ça n'a rien à voir ! La religion et la langue, c'est deux choses différentes !

– Pour elle, ce ne sont pas des sujets différents. La question c'est surtout : « Comment tu élèves tes enfants. » La discussion avec eux portait sur tous ces sujets-là à la fois.

Je comprends en discutant avec mon père qu'il s'agit aussi de son propre rapport à l'arabe. Il me raconte son enfance dans un milieu populaire chrétien de Beyrouth. « Avec mes copains d'école, dans les magasins, dans la rue, on parlait en arabe. D'ailleurs, mes parents ne parlaient pas le français, ils n'ont jamais été à l'école, ils ne parlaient qu'arabe. On n'avait pas un livre à la maison. J'ai appris le français à l'école catholique.

Quand j'étais en CE1, j'ai été premier de la classe et j'ai gagné le grand bouquin d'*Alice au pays des merveilles*, en français. Ça a été le premier livre dans notre maison. À partir du moment où j'ai commencé à lire, je n'ai lu que des bouquins en français. D'ailleurs, je lisais avec une lampe de poche dans mon lit en secret, ma mère trouvait que je lisais trop, et que ce n'était pas bon. » En fait, le français a permis à mon père de changer de milieu social, même s'il n'est pas d'accord avec cette analyse : c'est grâce à sa maîtrise de la langue française qu'il a fait des études scientifiques et plus tard une thèse en informatique, une rareté dans sa famille. Au Liban, à l'époque, les cursus de maths n'existaient qu'en français ou en anglais. Il me raconte que, pendant ses études, il a même donné des cours de littérature française classique à des classes de seconde au Liban pour se faire un peu de sous et payer ses études. Il a en revanche attendu d'avoir quarante ans pour lire son premier bouquin en arabe. « Quand Naguib Mahfouz a eu le prix Nobel de littérature en 1988, je me suis poussé pour lire sa trilogie, mais j'ai eu énormément de difficultés. Je voulais la lire parce qu'il a eu le prix Nobel. » J'entends chez mon père ce que j'ai entendu ensuite chez beaucoup de gens que j'ai interrogés pour ce livre : l'arabe de la rue, de l'enfance, est une langue qui ne vaut pas grand-chose. Mais quand l'arabe est reconnu au niveau international, là c'est valide, c'est une langue intéressante. Dans la vie de mon père, l'apprentissage du français a été une porte ouverte sur le monde, la littérature, la politique, le voyage. Tandis qu'il avait peur que l'arabe ne l'enferme dans le conservatisme, la religion, la famille.

La comédienne Hyam Zaytoun a mis en scène, dans une série de fiction pour France Culture¹, sa difficulté à apprendre l'arabe. Elle m'a raconté l'histoire de sa famille franco-égyptienne : « L'arabe, c'est le souvenir d'entendre mon père

parler au téléphone, très fort, parce qu'on parle à quelqu'un qui est loin. Je comprends beaucoup de choses, je sais reconnaître l'égyptien immédiatement, mais je ne peux pas le parler. On a souvent reproché à mon père de ne pas nous avoir transmis cette langue, mais lui ne nous a jamais dit pourquoi. » Hyam Zaytoun a tenté de prendre des cours à plusieurs reprises et ne progresse pas vraiment, elle qui sait pourtant apprendre des textes par cœur par dizaines dans sa vie de comédienne. « Je vois bien que j'arrive à apprendre mille autres choses très vite, mais là il y a quelque chose à l'intérieur de moi qui ne veut pas. Je comprends que mon échec à apprendre vient de loin, d'un endroit de résistance assez profond. » Elle a beaucoup réfléchi à ce que son père a voulu – ou pas – lui transmettre : « Mon père a réussi à avoir une relation avec sa fille en français, il ne pouvait pas l'avoir en arabe. Cela aurait voulu dire ramener des choses anciennes, être dans la reproduction familiale, ce qu'il ne voulait pas. Il a reconstruit autre chose, une autre façon d'être père, une autre façon d'avoir un enfant : il fallait qu'il le fasse en français. »

Est-ce que cette formule s'applique aussi à mon père ? En ne nous parlant pas l'arabe, en nous élevant en français, il ne s'est pas uniquement conformé au mythe du creuset français de l'intégration par la langue. Il a aussi construit autre chose, libéré de sa propre histoire, de sa propre famille. En nous aimant et en nous élevant en français, il a pris ses distances, non pas seulement avec la langue arabe, mais avec un mode de vie dont il voulait se libérer. Évidemment, dans cette description, rien ne lui convient : lui, esprit mathématique et plus cartésien que Descartes lui-même, estime qu'il a fait une série de choix rationnels compte tenu des paramètres existants.

En bon fils d'immigrés, je vis évidemment tout l'inverse : je me sens comme un Arabe de France au milieu de millions

d'autres, et la langue arabe est pour moi une chance inaccessible, un outil auquel je n'ai pas eu accès. La sociologue Kaoutar Harchi, qui a écrit un livre remarquable sur les auteurs algériens francophones², m'a expliqué qu'elle se serait plus investie dans la langue arabe si elle avait su que cela aurait pu lui être utile. « Je n'ai jamais pris de cours d'arabe : ils étaient en même temps que le rattrapage des cours de maths, le samedi matin. Pour mes parents il était évident que ce qui devait être suivi, c'était le cours de maths. Au final, je n'ai réussi dans aucune des deux matières. Plus tard, je me suis rendu compte que ça m'a retiré des points sociaux : si j'avais pu me prévaloir d'une maîtrise de la langue arabe, ça aurait été positif dans un cadre académique, j'aurais pu prétendre à des bourses, des programmes universitaires, etc. » En l'écoutant, je revois mon père passer une partie de ses week-ends à me faire avaler des manuels de maths auxquels je ne comprenais pas grand-chose en m'expliquant : « Si, si, tu dois faire les exercices du chapitre 72 que le prof n'a pas encore abordé. » À aucun moment il n'a songé faire la même chose avec la langue arabe.

Mon frère Ziad me dit : « Béchara [notre père] a toujours eu une sorte de distance ou de défiance vis-à-vis de notre volonté d'apprendre ou de réapprendre l'arabe quand on a grandi. » Je me souviens de mes tentatives pour formuler quelques phrases en arabe et entendre mon père railler : « Ah, tu parles arabe, toi maintenant ? » « Je déteste quand Béchara se moque de moi pour ça », se renfrogne ma sœur Diane, qui est allée à Beyrouth reprendre des cours d'arabe à l'âge adulte, mais qui n'en avait aucune envie pendant l'adolescence. « Lorsque j'étais au lycée, quand maman me parlait en arabe, ça m'énervait. Je lui disais : "Mais tu vois bien que je ne comprends pas !" En fait, je comprenais un peu, mais ça me

saoulait. D'autres fois, ils décrétaient que je devais parler l'arabe et se mettaient à me parler comme si j'allais apprendre du jour au lendemain ! Alors je me braquais. »

Je dois avouer que je trouve que le rapport qu'entretient mon père avec la langue arabe est un peu étrange : il ne le parle jamais au quotidien, mais il a fait sa thèse d'informatique sur les débuts de l'intelligence artificielle... en arabe. Sur des cartes perforées et sur un gigantesque ordinateur du centre de calcul de l'université de La Doua à Lyon, il a construit un programme capable de répondre à des questions sophistiquées posées en arabe sur des textes de la Constitution libanaise. Plus bizarre encore, des années plus tard, il a créé une fondation au Liban, du nom de son père, pour récompenser des auteurs arabes. Un genre de Goncourt des lycéens en arabe, qui a eu du succès dans certains établissements scolaires du pays. Tout en rappelant qu'il ne lit pas en arabe et que l'arabe n'est pas une langue prioritaire. Quand je lui demande s'il a fait tout ça pour se rattraper de ne pas avoir continué à maintenir le flambeau de la langue arabe, il m'assure : « Absolument pas. Je n'ai rien à rattraper ! Les livres en arabe, c'était le seul moyen de faire une action sociale à destination de tous les enfants. » Je ricane, mais il me fait ses gros yeux de parent outré : « Il n'y a aucune contradiction. »

Pourtant, je me rappelle très bien avoir eu des cours d'arabe quand j'étais enfant. Mais c'était le choix de ma mère. Fadia, elle, vient d'une famille où l'arabe était valorisé. Mon grand-père maternel était menuisier, travaillait tôt le matin, et consacrait une bonne partie de ses après-midi à lire. La maison de mes grands-parents, à Jbeil, au nord de Beyrouth, a toujours été pour moi comme une malle à trésors de livres en arabe et en français, dans une magnifique bibliothèque qui donnait sur une terrasse recouverte de jasmin fleuri, dont on faisait des

colliers pendant les longs étés libanais d'après la guerre. Encore aujourd'hui, ma mère adore lire en arabe, des romans, de la poésie. Elle parle d'ailleurs bien mieux que mon père. Ils ne s'en rendent pas toujours compte mais, très souvent, ma mère lui parle en arabe, et mon père répond en français. Quand ma mère parle en français, j'ai l'impression que certaines expressions sont en fait des traductions littérales de l'arabe. Mais comme mon niveau d'arabe est proche de celui d'un enfant de quatre ans, mon analyse s'arrête souvent en chemin.

Je pensais interviewer ma mère, mais c'est elle qui pose les questions :

– Pourquoi la langue n'est pas restée pour toi ? C'est ta langue maternelle !

– Moi, je ne me souviens de rien du tout...

– Mais tes anniversaires, tu ne te rappelles pas ? Une fois on avait fait un gâteau en forme de cactus ! C'étaient des fêtes en arabe, *kanou iéjou killoun* (« Ils venaient tous »).

– Mais est-ce que j'étais un enfant différent en parlant arabe ?

– Pareil. Un enfant pareil. Tu chantais, tu parlais beaucoup, mais tu as fait un blocage ici, je crois. Pourquoi tu as fait un blocage ?

– Enfin, c'est pas moi qui ai fait un blocage, c'est vous qui ne m'avez pas appris !

– C'était pas notre problème principal, on avait beaucoup de soucis matériels et surtout on voulait s'adapter.

En fouillant les archives familiales, mon frère Ziad a retrouvé une lettre en arabe que notre amie d'enfance Rima lui

avait envoyée depuis le Liban, en novembre 1986, illustrée de Donald Duck faisant du skateboard. La famille de Rima, très proche de la nôtre, est restée au Liban quelques années de plus que nous, avant de finalement immigrer en France en 1989. Dans cette carte écrite dans un arabe parfait, elle lui précise : « Je t'écris cette lettre en arabe pour que tu n'oublies pas cette langue. » Je peux parier qu'à cette époque ni mon frère ni moi n'étions capables de déchiffrer cette lettre tout seuls. Cela ne faisait pourtant qu'un an que nous étions en France.

En CP, à Lyon, j'étais fier d'être à la table de ceux qui savent lire, dans la classe de Mme Jullien. Pendant des années, ma mère a continué à nous acheter des manuels scolaires libanais pour nous donner des cours le soir après l'école. Mais elle ne les a jamais sortis de leur carton : pas le temps, pas l'énergie, de faire ça après les devoirs du jour. Mes parents ont mis en place – sans s'en rendre compte – un système dans lequel la langue arabe était utilisée dans un contexte précis. À la maison, ma mère nous parlait en arabe pour les tâches domestiques : range ta chambre, prends ta douche, finis ton assiette. Mais l'école, le travail, le monde extérieur, la politique : tous ces sujets-là étaient abordés en français. « On a commencé à vous parler en français plus souvent, me raconte ma mère. C'était aussi parce qu'on passait toujours à l'arabe pour parler des événements de la guerre au Liban. C'est notre erreur. » Aujourd'hui encore, ma mère s'en veut de ne pas nous avoir transmis sa langue : je me rends compte que ma honte de ne pas parler l'arabe est aussi la honte de ma mère. « Je me disais : et si on revient au Liban après la guerre ? Il ne faut pas qu'ils aient perdu la langue. Mais quand on s'est installés pour de bon [dès 1987], j'ai tenu à vous expliquer les choses importantes en arabe, mais je n'ai jamais pu tenir un programme. En même temps j'avais devant moi l'exemple de

mon amie Violette, qui continuait tous les jours à donner des cours d'arabe à ses enfants. Eux, ils ont retenu l'hymne national, et moi j'avais honte, je me disais : je ne parle jamais de l'hymne national. Alors je l'ai photocopié pour vous le montrer. » Elle reprend : « Je me disais : vous avez un atout, vous avez deux pays, il faut en profiter, ce n'est pas une honte, un truc à cacher ! C'est votre langue. Quand on a commencé à retourner au Liban les étés après la guerre³, tout le monde nous blâmait parce que vous ne parliez pas l'arabe. » Aujourd'hui, elle dit :

– J'ai le regret de ne pas avoir insisté. Mais est-ce qu'on peut insister avec un enfant qui ne veut pas et qu'on a transporté dans un autre environnement, est-ce que j'avais le droit de vous imposer ça ?

– Mais nous, est-ce que ça nous intéressait ?

– Vous vous en fichiez ! Toute la journée vous ne parliez que le français avec les enfants de votre âge. Le mercredi après-midi j'invitais vos copains à la maison, je ne voulais pas vous parler en arabe devant eux, je me disais que ce n'était pas un bon moment. Mais c'était quand, le moment ? La journée était déjà remplie. Tout ce qui concernait l'école, c'était en français, les copains, c'était en français, les chansons, c'est aussi passé au français... Petit à petit, on a arrêté de vous faire écouter des chansons libanaises alors que Ziad et toi vous aviez retenu les chansons les plus difficiles en arabe. À l'époque, c'était pas important pour nous.

Et c'est bien vrai : dans mes souvenirs d'enfant et surtout d'adolescent, je n'ai aucune envie d'apprendre l'arabe. Mais alors aucune. À cet âge-là, la langue n'a rien d'une ouverture :

ce n'est qu'un poids qui me plombe et qui m'angoisse. Je fais tout pour éviter l'arabe.

Y compris en prenant des chemins bizarres. Je suis ainsi devenu obsédé par Émile Zola à l'âge de quinze ans. Enfin, pas de toute son œuvre : plus précisément des *Rougon-Macquart*, sa fresque en vingt livres qui raconte un morceau de l'histoire de France mieux que n'importe qui. Et plus précisément encore : j'ai été obsédé par Émile Zola les deux mois de l'été 1996. À cette époque, rien n'est plus ennuyeux pour moi que les vacances au Liban. Je voulais être en France, jouer aux jeux vidéo avec mes copains. Pas subir les conversations en arabe de lointains membres de ma famille qui tenaient absolument à me faire boire de grandes quantités de sirop de rose. Cette année-là, j'ai rempli ma valise de livres, pour bien faire comprendre que mon projet n'était pas de communiquer avec le reste de ma famille. La situation était, quand j'y repense, assez ridicule : allongé sur mon lit alors qu'il faisait 40 degrés dehors, je découvrais la vie des mineurs de fond du XIX^e siècle, la locomotive de Jacques Lantier et les amours du délicat abbé Mouret. Je me rends compte maintenant que c'était pour moi une plongée dans les entrailles de la France – moi qui ai grandi en ville, loin des bourgeois coincés du village de Plassans. Pour être honnête, j'étais plus intéressé par l'idée de finir l'intégralité de la série que par le contenu de certains des livres. Je regardais tous les jours la liste qui figurait au dos de *La Fortune des Rougon* pour savoir où j'en étais de mon voyage au Zolastan. À l'époque, cela me semblait être la meilleure manière de tuer le temps et d'éviter de répondre à la sempiternelle question : « Est-ce que tu préfères le Liban ou la France ? » À la fin de cet été, j'avais bien fini tous *Les Rougon-Macquart*. Mais je ne parlais toujours pas l'arabe.

En rentrant de vacances, je découvre qu'un dénommé Jean-Louis Debré, alors ministre de l'Intérieur d'Alain Juppé et de Jacques Chirac, durcit les lois sur l'immigration. Avec mes amies du lycée – à l'époque, la politique n'intéresse que les filles autour de moi –, on s'insurge, on manifeste, comme des milliers de lycéens et d'étudiants. On est en seconde et on est fiers de voir que la pétition des lycéens lyonnais qu'on a rassemblés autour de nous est publiée dans *Libération*. Pour mes amies et moi, c'est le moment où on devient soudainement citoyens. On passe des heures à discuter du racisme, à contacter d'autres collectifs, on apporte les journaux de nos parents au lycée, on fait la leçon avec arrogance à celles et ceux qui ne s'intéressent pas au sujet, avec la morgue des ados qui ont tout compris plus vite que tout le monde. À l'époque, les choses m'apparaissent assez simplement : les immigrés sont victimes de campagnes racistes injustes et ils ont besoin de notre soutien. « Notre ? » Pour l'ado que je suis, la question de mon identité ne se pose jamais, je suis un citoyen français dans un lycée de centre-ville qui milite comme ses copines contre l'extrême droite et ses fantasmes xénophobes. À aucun moment, je me dis que je le fais parce que je suis moi-même un immigré. Ça n'existe pas. Dans les associations antiracistes dans lesquelles je ne tarde pas à m'engager, je suis le seul Arabe... et je ne suis même pas au courant que j'en suis un. Le Front national a remporté quatre mairies dans le sud de la France. Je m'engage à fond dans un collectif de lycéens, nous passons nos week-ends à écrire des tracts et nos semaines à les distribuer devant les lycées. Quand le président de la région Rhône-Alpes, Charles Millon, est réélu avec le soutien des élus du Front national en 1998, on met nos lycées en grève, on manifeste contre Millon – il finira par quitter la présidence du conseil régional. Je dois souvent parler en public, dans des réunions ou des

manifestations. Est-ce que les gens se rendent compte que je suis un Arabe ? Est-ce que les autres militants m'encouragent à prendre la parole parce que je suis l'un des rares spécimens immigrés mobilisés dans ces collectifs ? Je ne me rappelle pas m'être posé la question. Je parle du racisme comme quelque chose qui arrive aux autres, de l'immigration comme d'une chance théorique, des apports de la culture et de la langue arabes à la culture française comme si j'étais né dans la Sarthe et que j'avais été biberonné aux rillettes de canard. La journaliste Nadia Daam – qui officie sur Arte et France inter – a un souvenir relativement similaire de son engagement antiraciste : « J'étais la seule Arabe au milieu de rastas blancs et de gosses de riches. Je n'ai pas envie de savoir si j'ai été un alibi : je ne suis pas sûre que les réponses seraient très agréables », dit-elle aujourd'hui calmement.

Quelques années plus tard, je me retrouve porte-parole d'un groupe de sept sans-papiers grévistes de la faim, qui occupent le Centre culturel œcuménique (CCO) de Villeurbanne pour réclamer leur régularisation. Ils me demandent de porter leur parole, en français, pour négocier avec la préfecture et les autorités. La plupart d'entre eux viennent du Maghreb : Saïd et Adil sont marocains, Mohammed et Maïssa sont algériens, tous ont des liens forts avec la France, souvent de la famille française. Il ne me vient jamais à l'esprit – mais alors jamais – qu'on pourrait se parler en arabe. Après quarante-sept jours d'une grève de la faim courageuse et déterminée, ils obtiennent des titres de séjour – et Mohammed peut enfin manger le couscous dont il rêvait et retrouver sa fille française.

Je me dis aujourd'hui que cet engagement antiraciste aurait dû me faire réfléchir à mon identité arabe, à ma langue. Il n'en a rien été. Je m'empresse de retourner à ma vie d'étudiant centrée sur les soirées déguisées et les expérimentations de

différentes sauces de kebabs. Je pars étudier en Espagne, dans le cadre du programme Erasmus. J'ai vingt ans. J'ai totalement perdu l'arabe. Et je ne suis même pas au courant.

-
1. *J'apprends l'arabe*, feuilleton radiophonique en cinq épisodes, France Culture, 2017.
 2. Kaoutar Harchi, *Je n'ai qu'une langue et ce n'est pas la mienne*, Pauvert, 2016.
 3. La guerre civile libanaise s'est officiellement terminée en 1990.

Le téléphone arabe ne répond plus

J'ai un temps pensé que cette volonté d'intégration était liée au fait que j'étais d'origine libanaise. Après tout, les chrétiens libanais se rêvent différents des autres immigrés arabes, plus proches de la France, souvent plus fortunés. Je pensais que la transmission limitée de la langue arabe était liée à cette histoire particulière, et qu'elle était différente dans les familles venues du Maghreb. J'ai rapidement découvert que c'était faux. Les familles arabophones sont parmi celles qui transmettent le moins bien leur langue – toutes immigrations confondues. Dans l'enquête collective *Trajectoires et origines*¹ – une véritable mine d'informations sur l'immigration en France –, la sociologue Stéphanie Condon dresse un tableau de la transmission des langues par origines d'immigration. On y apprend notamment que les immigrés maghrébins transmettent trois à quatre fois moins leur langue d'origine que les Turcs ou les immigrés originaires d'Asie du Sud-Est. Et deux fois moins que les immigrés venus d'Espagne, du Portugal ou d'Italie.

Les parents arabes auraient moins envie de transmettre leur langue que les autres ? L'une des premières raisons de cette friture sur la ligne du téléphone arabe est que l'arabe est souvent cantonné à seul champ lexical : celui de la maison, des recettes de cuisine et des injonctions à ranger sa chambre. La cinéaste Houda Benyamina, Franco-Marocaine qui a grandi en

région parisienne, a réalisé le film *Divines*, caméra d'or au festival de Cannes en 2016. Elle raconte : « À la maison, notre père nous parlait en arabe la plupart du temps, et quand il nous parlait en français, il nous vouvoyait ! L'arabe, c'était la langue des courses, de la cuisine, mais aussi des blagues, des cris, etc. On me parlait en arabe, mais je répondais en français. » La journaliste Nadia Daam raconte aussi cet arabe « domestique » : « Dès qu'on parlait nourriture, maison, ménage, c'était en arabe. Et dès qu'on parlait d'école, d'administratif, c'était en français. » Elle explique aussi que l'arabe est la langue des sentiments : « Je n'ai jamais entendu ma mère m'engueuler en français, même encore maintenant. C'était aussi la langue du bonheur, quand il y avait des choses à fêter, la langue qui vient des tripes. » En l'écoutant, je revois ma mère qui passe à l'arabe dès qu'il s'agit de dire quelque chose de difficile, de personnel, une histoire de famille douloureuse. « Si je me mets en colère, je passe à l'arabe, c'est plus imagé et ça me permet de dire mes émotions en peu de mots », explique ma mère. Elle ne se rappelle plus comment ce mécanisme s'est mis en place, mais pour les « choses de la maison », elle me parle encore en arabe aujourd'hui, et moi je réponds en français.

Hasna Marzak raconte aussi ce méli-mélo linguistique : « Dès que je suis allée à l'école, je me suis mise à parler français et de moins en moins en arabe. Aujourd'hui, avec mes frères et sœurs, on parle français entre nous et arabe avec nos parents. Pendant les repas de famille, ça crée pas mal de malentendus ! » Des années plus tard, elle est devenue salariée d'une association qui accueille des réfugiés à Créteil, dans le Val-de-Marne. « Beaucoup d'entre eux me parlent en arabe et je ne sais pas bien leur répondre. Ils me disent : “Tu comprends l'arabe, tu es la seule qui peut nous aider, c'est ta

langue !” Et moi je leur dis “ce n’est pas ma langue maternelle”, alors qu’en fait ça l’est... c’est compliqué. » Elle raconte aussi cette inversion des rôles que connaissent beaucoup d’enfants d’immigrés : « En France, ma mère est complexée pour parler, elle va se faire plus petite. Elle doit tout le temps me demander d’expliquer. Et moi, quand je vais au Maroc, je me sens comme mes parents ici. Là-bas, ils ont la confiance. Pas ici. »

Cette dynamique à l’œuvre dans certaines familles immigrées me rappelle ce qui s’est passé pour les langues régionales en France. L’historienne Mona Ozouf raconte ainsi qu’elle a été élevée par sa grand-mère, qui parlait un breton parfait mais l’interdisait à la maison : « Pour elle, comme pour les ruraux, le français est la langue de l’ascension sociale, celle avec laquelle “les enfants auront moins de mal”². » Pendant longtemps, pousser ses enfants à apprendre le breton ne semblait pas la meilleure manière de leur donner une chance de réussir dans la vie. Je me souviens avoir vu les panneaux « Interdit de parler breton et de cracher par terre » dans mes manuels d’histoire, qui racontaient avec des décennies de retard comment la France avait érabouillé les langues régionales pour donner toute la place au français, la langue commune.

On ne trouve nulle part de panneau « Interdit de parler arabe », mais l’avertissement existe dans la tête de beaucoup de parents immigrés qui veulent que leurs enfants réussissent.

Mon père n’a jamais considéré qu’apprendre l’arabe pouvait être un atout pour nous dans la société française, dans nos parcours scolaires ou professionnels. « Vous aviez tellement d’autres choses à apprendre ! Ce n’était pas prioritaire pour nous », m’a-t-il expliqué simplement. De nos voyages de famille en voiture étant enfant, j’ai retenu

l'intégralité des paroles des chansons de Bobby Lapointe et de Georges Brassens, mais jamais le moindre mot des refrains de Fairuz, la grande chanteuse libanaise que pourtant mes parents adorent. Dans ma famille, on peut jouer au Scrabble en français pendant des heures – sur Internet ou avec un plateau – et débattre à l'infini de la définition d'un mot. Mais je n'ai jamais joué au moindre jeu en arabe depuis mon arrivée en France. Mes parents n'ont jamais cherché à m'inscrire dans un collège ou un lycée qui proposait l'arabe comme langue vivante.

Deux exemples parmi tant d'autres : Myriam El Khomri, née au Maroc et arrivée en France à l'âge de neuf ans, a fait... allemand première langue, anglais deuxième langue, et latin. Tout comme l'ancienne ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem. Les parents immigrés ne sont pas différents des autres : ils souhaitent que leurs enfants s'accomplissent à l'école. Et ils ont compris que choisir l'arabe n'était pas perçu en France comme un chemin de la réussite scolaire et sociale. Samia³, une enseignante d'arabe en lycée, résume le tableau : « Si on disait aux parents que c'est un élément de réussite professionnelle, un élément d'intégration, ce serait super, mais ce n'est pas ce qu'on leur dit ! On ne leur propose que des établissements en zone d'éducation prioritaire. Les parents ne sont pas idiots : ils veulent que leurs enfants aillent dans les bons établissements. » Cela se traduit de manière assez concrète : l'enseignement de l'arabe est vécu comme une voie de garage. Dans son ouvrage⁴ sur la famille Belhoumi, dans lequel il raconte de manière incroyablement détaillée le parcours en France d'une famille immigrée, le sociologue Stéphane Beaud s'arrête ainsi sur l'histoire de Mounir, le troisième garçon de la fratrie. Il avait été bon élève en primaire et sa famille, parce

qu'il est considéré comme doué scolairement, décide de lui faire prendre l'allemand en première langue en sixième, puis le latin en option en cinquième. « Ce choix allemand/latin est, on le sait, courant chez les très bons élèves des collèges de quartier (ex-ZEP, aujourd'hui REP ou REP+ dans le jargon de l'Éducation nationale) ; il semble la meilleure solution pour éviter les mauvaises classes et les "perturbateurs" qui, pourrait-on dire, ne se risquent pas dans ce type de classes, dites péjorativement d'"intellos" », explique le sociologue. Cette stratégie visait à éviter ce qui s'était produit pour les autres enfants de la famille : au début des années 1990, « le rectorat avait décidé de créer une section "arabe seconde langue" dans leur collège de secteur – par lequel tous les enfants Belhoumi sont passés –, ce qui a produit mécaniquement la fabrication de "classes d'Arabes" » – l'expression est employée volontairement par Leïla, l'une des filles de la famille Belhoumi. Ensuite, lorsque Mounir, le plus jeune fils de la famille, entre au collège, les parents font tout pour lui éviter de se retrouver dans une telle classe. L'exemple reste assez juste, confirme l'enseignante Samia : « L'allemand continue d'être vu comme la langue de l'élite, alors que l'arabe est la langue de l'échec. Il est perçu – même par certaines familles immigrées – comme la langue du passé. »

À tel point qu'il faut parfois déployer des talents de conviction pour que les parents immigrés envisagent d'inscrire leurs enfants en cours d'arabe. C'est l'histoire que m'a racontée Wilfried Serisier, un républicain comme on n'en fait plus. Il vit à Aubervilliers et est vice-président de la FCPE⁵ en Seine-Saint-Denis. Il n'est pas arabe, ne parle pas l'arabe (du tout), mais il a décidé de militer pour que sa ville, qui a une longue histoire d'immigration, ouvre des classes d'arabe. Et il a réussi ! En quelques années, il a obtenu l'ouverture de sept

classes dans la ville, en allant chercher le soutien de l'académie, de la mairie, et des chefs d'établissement. L'histoire pourrait s'arrêter là : il suffit d'un peu d'huile de coude pour convaincre les uns et les autres. Mais non. La bataille administrative gagnée, ce sont les parents qu'il a dû convaincre. « Il a fallu expliquer la démarche, on a organisé des conférences, on a fait venir une inspectrice d'arabe, on a mis des annonces dans les journaux, j'ai mis mon numéro de portable pour que les gens qui avaient des questions puissent m'appeler, m'a-t-il expliqué. Mais bon, c'était pas le "grand remplacement"⁶, hein, on a eu une quarantaine de personnes, il a fallu convaincre ! C'est pas parce qu'on ouvre une section langue arabe que tout le monde vient. C'est absolument faux. Il y a des parents qui pensent que c'est une langue pas très valorisée, ils préfèrent que leur enfant apprenne l'allemand. D'autres se disent "mes enfants sont déjà dans des cours privés depuis trois ans" et ils préfèrent la stabilité. C'est aussi ce qui se joue : la concurrence entre le public et le privé : si on ouvre des classes dans le public, certains enseignements privés vont fermer. » Je demande à Wilfried Serisier s'il pense que l'histoire se serait déroulée de la même manière s'il s'était appelé Mahmoud ou Nassira. Il me répond qu'il a conscience que le fait qu'il ne soit pas arabe joue un rôle vis-à-vis de l'institution, mais aussi auprès des parents. Je me rends compte qu'ils doivent trouver ça plus crédible, le fait que justement ça ne vient pas d'un Arabe.

L'ancienne ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a longuement réfléchi au sujet. « Le problème de l'enseignement de l'arabe ne vient pas seulement des fachos ou des identitaires qui le combattent. Cette hostilité-là existe, bien sûr, mais il y a aussi, du côté des populations qui pourraient être tentées de faire apprendre

l'arabe à leurs enfants, une sorte de profil bas lié au fait qu'on leur a si souvent expliqué qu'il fallait s'intégrer », soupire-t-elle dans la cafétéria aux airs de Resto U de l'institut IPSOS, où elle travaillait alors. « Pour que l'arabe se développe, il faut aussi que les parents se mobilisent. Malheureusement, les fédérations de parents d'élèves pèsent peu sur le débat public. Or les parents ne vont pas se mobiliser tout seuls », note l'ancienne ministre.

Je me mets à imaginer la scène : une manif dans les rues d'une grande ville, prenez Orléans, par exemple. Mettez-y quelques dizaines de personnes scandant en arabe des slogans demandant l'ouverture de classes. Parmi elles, des hommes barbus et des femmes voilées. Hum. Vous pensez vraiment que la conséquence serait le lancement d'un débat raisonnable sur la place de la langue arabe dans le secondaire, le nombre de places au CAPES et la question des classes bilingues⁷ au collège Jeanne d'Arc ? En réfléchissant à cette scène, je me dis qu'il y a une raison simple pour laquelle les parents arabes ne se mobilisent pas collectivement : ils voient bien que cette démarche conduirait à l'effet exactement inverse. Un nouveau débat sur l'islam, sur le voile, la taille des barbes : pas un débat sur la langue arabe et le fait de maîtriser des langues vivantes. Par ailleurs, les parents de familles immigrées sont souvent ceux qui sont le moins à l'aise avec l'institution scolaire. Comment faire valoir ses droits, en réclamer de nouveaux, si on ne comprend pas bien comment cela fonctionne ? Tout ça ne serait pas grave si cette situation ne fournissait pas un formidable argument au statu quo : pas besoin d'ouvrir plus de classes, puisqu'il n'y a pas de demande des parents ! « Je me souviens d'un recteur d'Aix-Marseille qui m'a dit : "On a réglé le problème. Personne n'en veut, donc on n'a pas de classes d'arabe !" » m'a rapporté l'ancien

inspecteur général d'arabe Bruno Levallois, qui fut aussi président de l'Institut du monde arabe. L'institution scolaire ne fait rien pour encourager les parents, loin de là. Mohand, enseignant d'arabe, m'a ainsi raconté qu'il avait été un très bon élève dans son lycée de ZEP des Yvelines : « Quand j'ai voulu faire arabe en deuxième langue – je savais déjà que je voulais être prof d'arabe –, la principale a convoqué mes parents pour les dissuader, et eux-mêmes ne comprenaient pas pourquoi je voulais faire ça. Les parents intègrent les représentations, forcément. »

Dans l'imaginaire de beaucoup de familles immigrées, non seulement l'arabe ne sert pas à garantir un bon parcours scolaire, mais il n'a pas forcément d'intérêt d'un point de vue professionnel. « Mon père s'en veut de ne pas nous avoir parlé l'arabe, aujourd'hui il se rattrape avec mes filles, il leur apprend à compter, etc., raconte l'ancienne ministre du Travail Myriam El Khomri. Pour lui, le français était très valorisé, c'était considéré comme une clé de l'ascension sociale. » Elle n'y voyait pas vraiment de problème en étant ado. Elle était – tout comme moi – plus concentrée à lire les œuvres complètes de Zola plutôt qu'à écouter Oum Kalsoum ou lire Mahmoud Darwich. « J'en ai d'ailleurs longtemps voulu à mon père, et je lui fais souvent ce reproche, encore maintenant ! Mais je comprends qu'à l'époque on ne se rendait pas compte de la richesse de l'arabe, y compris d'un point de vue économique. D'ailleurs, on voit aujourd'hui que beaucoup de jeunes de quartiers populaires qui subissent des discriminations vont chercher du travail au Qatar ou à Abu Dhabi, et se remettent à l'arabe, m'a expliqué l'ancienne élue du 18^e arrondissement de Paris. C'est d'ailleurs paradoxal : ces pays valorisent justement la qualité de l'enseignement français. »

Le dessinateur Rachid Sguini, qui rencontre un certain succès sur les réseaux sociaux sous le nom de Rakidd, m'a ainsi raconté avoir plusieurs amis qui se sont remis à apprendre l'arabe pour trouver du travail dans le Golfe : « Notre génération, on se rend compte que ça ne sert à rien d'avoir cette excellence de la langue française : il y a des opportunités ailleurs, à Dubai, en Jordanie, dans le milieu culturel, puisque de toute façon, en France, on n'aime pas spécialement qu'on soit là », explique ce Franco-Marocain natif du Puy-en-Velay. L'argument économique est d'ailleurs souvent absent du débat, y compris au sein des familles : on pourrait penser que, pour une famille immigrée, savoir qu'on a un enfant qui parle plusieurs langues, dont l'arabe, pourrait être un avantage conséquent. « C'est rarement perçu comme ça », explique l'essayiste et consultant Hakim El Karoui, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, qui s'intéresse de près au sujet. « Il y a l'idée que le monde arabe, ce n'est pas si grand, que les gens parlent anglais ou français dans beaucoup de pays. » Sans compter le fait que l'arabe est composé de quantité de dialectes, qui peuvent être différents d'un pays à l'autre⁸. « On se dit souvent qu'on ne parlera jamais le bon arabe, que le dialecte marocain ne marchera pas en Égypte, etc. »

Même s'ils n'ont pas forcément transmis la langue, les parents venus du monde arabe ont souvent donné à leurs enfants un prénom arabe. La France compte désormais des milliers de Mohammed, de Karim, de Leyla et de Nadia, parfaitement français, héritiers de ces deux cultures. « J'aurais pu m'appeler Julien ou Laurent, raconte le journaliste Karim Rissouli. Si je m'appelais Julien Rissouli, personne ne considérerait que je dois parler l'arabe. Julien Rissouli, il n'est pas obligé. Je suis heureux d'être un Arabe dans le regard des

autres. Mais ça crée une forme de pression sociale, parce que, quand tu t'appelles Karim, on attend de toi que tu maîtrises la langue de tes origines. » Encore plus quand le prénom se prononce avec des lettres arabes qui n'existent pas dans l'alphabet français. La comédienne Hyam Zaytoun, dont le père égyptien lui a très peu parlé l'arabe, raconte qu'elle passe son temps à traduire son prénom, que ça suscite immédiatement une discussion. « C'est une subversion de la langue française de faire rentrer un prénom arabe dedans ! » dit-elle. Une sédition sémantique parfois un peu lourde à porter. Je pense à ce Farid devenu Frédéric, cette Amel devenue Armelle, pour chercher à se libérer du poids de cette encombrante subversion. Mes parents ont choisi de nous appeler Nabil et Ziad parce que ce sont des prénoms qui ne sont ni chrétiens ni musulmans, un acte de résistance à bas bruit dans un Liban déchiré par la guerre civile. Mais en France, Nabil est un prénom arabe comme un autre. Ma sœur, née en France bien plus tard, a hérité d'un prénom de déesse romaine, Diane.

Officiellement pourtant, Nabil n'est pas mon premier prénom : sous la pression familiale, mes parents ont consenti à nous faire baptiser au Liban. Résultat : sur mes papiers d'identité, je m'appelle Élie⁹ Nabil et mon frère Jean Ziad. Je vois très bien ce que veulent dire Karim et Hyam, parce que je sais très bien que s'appeler Nabil ou Élie n'est pas perçu de la même manière. Le simple fait de m'appeler Nabil a toujours été un rappel que l'arabe est ma langue maternelle – *nabil* signifie noble, comme ça, vous le saurez. Quand je rencontre quelqu'un, il finit toujours par découvrir que Nabil, mon prénom, s'écrit Liban à l'envers et me pose inmanquablement la même question : « Est-ce que tes parents ont fait exprès ? » J'essaye péniblement d'expliquer que Liban en arabe se dit

Loubnan, et donc que ça ne marche pas vraiment. Mais, au fond, je ne sais même pas si le verlan existe en arabe, donc je finis par dire gentiment que je le leur demanderai. Peut-être que si j'utilisais le prénom Élie, je ne me poserais pas toutes ces questions, et je ne me mettrais pas la pression pour apprendre l'arabe.

Même les familles qui ont voulu consciemment maintenir l'arabe ont fait face à des difficultés. Les enfants qui ont réussi le doivent d'ailleurs souvent à un double mix : une famille qui a essayé bon gré mal gré de continuer à maintenir l'usage de l'arabe et une volonté de fer pour reconquérir cette langue après l'adolescence. C'est par exemple le cas de Rima Abdul-Malak, qui est désormais conseillère culture d'Emmanuel Macron à l'Élysée, après avoir été conseillère de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris et attachée culturelle à l'ambassade de France à New York. Rima est comme moi d'origine libanaise et nos familles sont très proches depuis toujours – elle est un peu comme ma grande sœur. Arrivée du Liban à l'âge de neuf ans, elle a continué à suivre des cours d'arabe avec sa mère pendant une partie de son enfance, les mercredis après-midi, les week-ends, les soirs après l'école. « Assez vite, j'en ai eu marre, je voulais aller à la patinoire avec mes copains, et je devais faire des dictées en arabe ! » m'a-t-elle raconté. Le sujet est d'autant plus important pour sa mère qu'elle imagine toujours possible un retour au Liban. Elle s'efforce aussi d'apprendre l'arabe à Maya et Kamal, les deux autres enfants de la famille, arrivés plus jeunes en France, et pour qui apprendre l'arabe est plus difficile. Rima ne suit pas que des cours d'arabe : elle suit des cours d'histoire et de maths en arabe, pour pouvoir reprendre le programme scolaire en cas de retour au pays. Dans la banlieue lyonnaise où elle a grandi, l'arabe disparaît peu à peu de son quotidien,

remplacé par une passion pour l'anglais et la culture américaine. Des années plus tard, alors étudiante à Sciences Po à Lyon, elle décide de se remettre à l'arabe dans le but de devenir journaliste. « Soudainement, je me dis que ça peut être un atout. » Elle finit par partir en stage pour une ONG en Palestine et se retrouve entourée de gens qui ne parlent qu'arabe. « Pour eux j'étais une Libanaise, donc c'était normal que je parle l'arabe. En Palestine, ce qui m'a libérée, c'est que je n'avais pas le poids de ma famille, personne ne me regardait faire ! » En revenant en France, elle se replonge dans la culture arabe, écoute des chansons, lit, regarde des films, et me donne même quelques cours d'arabe, dont je n'ai pas retenu grand-chose. J'ai souvent envié la capacité de Rima à avoir réappris l'arabe par elle-même. Sa sœur Maya a suivi un chemin un peu similaire, mais en France. Elle est tombée amoureuse, dans un café parisien, d'un réalisateur libanais qui vit entre Paris et Beyrouth et elle a tiré de leur histoire un beau film¹⁰, dans lequel elle retrouve progressivement son arabe chaotique au contact de sa grand-mère et de son compagnon en découpant des courgettes. C'est notre rubrique cuisine linguistique : prenez ce que vous ont appris vos parents, rajoutez beaucoup de bonne volonté et d'amour, et vous retrouverez l'arabe. Parfois, pourtant, tout cela ne suffit pas, raconte le Franco-Tunisien Hakim El Karoui. « Mon père ne nous a jamais parlé en arabe, mais il a eu un moment *born again* dans les années 1970. Il nous envoyait les mercredis après-midi prendre des cours avec un Tunisien blédard. Je crois que c'était la meilleure manière de me faire détester l'arabe. » Après ses études au lycée Henri-IV et à l'École normale supérieure (ENS), il s'inscrit à des cours d'arabe à l'Inalco¹¹ pour apprendre l'arabe, puis part en Égypte avec sa femme, française. « Eh bien aujourd'hui, elle parle bien mieux que moi ! rigole-t-il. Ça reste une frustration pour moi, c'est

certain, il faudrait que j'aïlle vivre dans un pays arabe pour réapprendre vraiment », explique-t-il un peu déçu.

Les temps changent, comme dirait Bob Dylan ; les enfants des parents immigrés sont devenus grands et, eux, ils ont envie de transmettre l'arabe, m'a expliqué Karim, un éditeur de manuels en arabe. « Les anciens venaient pour travailler, ce sont maintenant leurs enfants qui sont devenus parents et qui regrettent de ne pas parler l'arabe. Ce sont eux qui ont aujourd'hui envie d'inscrire leurs enfants à des cours, alors qu'ils ne parlent même pas l'arabe ! »

1. *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France*, coordonné par Patrick Simon, Christelle Hamel et Chris Beauchemin, INED, 2016.

2. Entretien au *Monde*, 22 mars 2019.

3. Les prénoms des enseignants d'arabe dans le secondaire ont été changés, à leur demande.

4. Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi*, La Découverte, 2018.

5. Première fédération de parents d'élèves en France.

6. Le « grand remplacement » est une théorie complotiste et raciste selon laquelle il existerait un processus délibéré de substitution de la population européenne par une population originaire d'Afrique.

7. Les classes bilangues permettent aux élèves volontaires d'étudier deux langues vivantes dès la sixième. Ils ont alors six heures de langues par semaine contre quatre dans le système classique.

8. Voir [ici](#).

9. Élie est un prénom populaire chez les chrétiens libanais, comme beaucoup de prénoms de l'Ancien Testament.

10. Maya Abdul-Malak, *Au pays qui te ressemble*, 2009, 52 minutes, Kazak Productions.

11. L'Institut national des langues et civilisations orientales, souvent appelé Langues O, est un lieu privilégié d'apprentissage des langues et civilisations non européennes.

Comment transmettre une langue que je ne parle pas ?

Elle a quatre ans et demi, une passion pour les Playmobil et le dessin animé japonais *Mon voisin Totoro*. Ce livre est né grâce à ma fille Mona. C'est quand j'ai cherché comment lui apprendre l'arabe que je me suis retrouvé face à mes propres contradictions : comment transmettre à mon enfant une langue que je ne parle pas ? Je me rends compte que je ne suis plus un enfant issu de l'immigration : je suis un parent issu de l'immigration. Et ça, ça change tout. Moi, je n'ai pas décidé de déménager pour changer de pays, j'ai grandi en France, avec les habitudes d'ici, le fromage à tous les repas, le Minitel dans le salon et *Les Mystérieuses Cités d'or* sur TF1. Mais je me sens aussi porteur d'une autre histoire, d'une autre culture, que j'ai envie de transmettre, même si je la connais mal. Quand ma fille avait deux ans, mon épouse Audrey – toujours plus courageuse que moi – m'a convaincu d'accrocher sur un mur de sa chambre d'enfant un abécédaire en arabe. Je lui fais parfois répéter les quelques mots que je sais déchiffrer : *jibné*, fromage ; *dajaje*, poulet. Parfois, elle me montre un mot du doigt en me demandant ce que c'est. Mais qui a bien pu illustrer ce crétin d'alphabet avec un parapluie ou une abeille, des mots que je suis incapable de retenir ou de prononcer correctement ? Parler à ma fille en arabe est pour moi un problème insurmontable : d'abord, je m'exprime si mal que ce

serait une honte de lui transmettre une langue si peu maîtrisée. Surtout, l'arabe est tellement absent de ma vie quotidienne que ce serait aussi bizarre que si je me mettais à lui parler latin ou volapük.

Le journaliste Karim Rissouli s'est posé les mêmes questions avec ses enfants. « Quand mon fils est né, j'ai demandé à mon père et à ma cousine de traduire en arabe un imagier en français, comme je ne sais pas lire en arabe. Depuis qu'il est né je lui ai pas mal appris de mots en arabe, même si je n'en connais pas beaucoup. À l'âge de cinq ans, c'est lui qui a demandé de prendre des cours d'arabe ! Résultat : j'ai plus parlé en arabe à mon fils que mon père ne m'a parlé dans cette langue. » Le fils de Karim prend des cours à l'Institut du monde arabe, et il commence à arriver à un âge où il en sait plus que son père : « Si je veux l'accompagner, je vais être obligé de m'y mettre moi aussi. » Cette histoire de transmission n'est pas si simple : il ne suffit pas d'inscrire son enfant à un cours d'arabe et d'attendre qu'il nous oblige à réviser avec lui. Il faut aussi l'assumer. Karim : « Au début, je me suis surpris à ne pas oser dire que mon fils prenait des cours d'arabe. J'ai le sentiment de lire dans le regard des autres : "Ah t'es un communautariste parce que tu as mis ton fils à des cours d'arabe." Et je me sens obligé de préciser : "C'est lui qui m'a demandé !" Alors que si je disais que mon fils prend des cours de japonais ou de russe, les gens trouveraient ça éclairé et génial. »

Cela peut paraître lunaire à des gens qui ne se sont pas retrouvés dans cette situation, mais moi, je suis comme Karim – et on n'est pas tout seuls. Le metteur en scène Mohamed El Khatib, qui parle aussi un arabe marocain dégradé, m'a raconté une histoire similaire. « Quand je suis au square, je n'ose pas parler arabe à ma fille, inconsciemment je me dis

que les gens vont trouver ça bizarre, qu'ils vont se dire "celui-là, il ne parle pas bien français", ou quelque chose du genre. Il m'a fallu un temps pour y arriver, comme si l'arabe était une langue un peu honteuse, une langue qui montrait davantage le fait que tu n'étais pas bien intégré, plutôt que la richesse d'une double culture. Un jour, je me suis fait engueuler par une copine franco-américaine qui m'a dit : "C'est une honte de ne pas parler arabe à ta fille, elle te remerciera plus tard des portes que tu lui ouvres !" Je suis rentré chez moi et je me suis mis à parler tout de suite en arabe à ma fille, rigole-t-il. Moi j'ai perdu ma langue, et j'aimerais que ma fille la parle, parce que je trouve que c'est une richesse, que c'est utile, donc je me force à lui parler en arabe à la maison. Mais c'est une bagarre ! » Comme beaucoup de gens que j'ai rencontrés pour ce livre, il tente de mobiliser sa famille pour transmettre l'arabe à sa fille. « Mon père parle très très mal français, mais plutôt que de lui parler en arabe, il préfère son mauvais français ! »

On a tous essayé de faire ça : convaincre nos parents de faire ce job à notre place. Faire ce qu'ils n'ont pas fait avec nous et prendre soin de la langue arabe avec leurs petits-enfants. Mais dans la vraie vie, ça se passe rarement ainsi. L'un des seuls mots d'arabe que ma fille Mona ait appris avec ma mère, c'est *tatouz*, de l'argot libanais qu'on pourrait traduire par « popotin ». Utile, mais pas central dans la vie, il faut bien l'avouer. Les enfants, toujours plus malins que les adultes, comprennent vite qu'il s'agit là d'une faille majeure dans laquelle s'engouffrer. À la bibliothèque municipale, j'ai emprunté un livre pour enfants en arabe, que je voulais lire avec ma fille. Elle m'a dit rapidement : « En fait c'est pour toi, ce livre, papa. » Ou quand, après lui avoir répété, agacé, de manger au-dessus de la table, je lâche « Comment il faut que

je te le dise pour que tu comprennes ? » et qu'elle me répond en souriant, « En arabe ! », mon épouse rigole sous cape pendant que je me liquéfie. La vérité, c'est que je ne sais pas le dire : je murmure dans ma barbe « *Fi al taoulé* », ce qu'un interprète très indulgent traduirait par « dans la table ». La question de la transmission prend parfois des détours curieux : Audrey vient d'une famille de pieds-noirs qui a quitté l'Algérie pendant la guerre. Son grand-père paternel parlait un meilleur arabe que moi. Sa grand-mère maternelle joue toujours au piano un « chant arabe » dont je n'ai jamais entendu parler, et sa carte d'identité indique qu'elle est née dans un gros bourg appelé Aïn-El-Arbaa, à l'ouest d'Oran, dont le nom signifie « la quatrième source ». Bref, l'arabe est là, autour de moi, et je pourrais saisir les branches de l'arbre familial pour essayer d'y faire grimper ma fille. Mais comment faire ? C'est un problème que beaucoup d'enfants d'immigrés devenus parents rencontrent : et si je ne transmets pas le « bon arabe » ? La cinéaste Houda Benyamina raconte ainsi qu'elle a parlé en arabe avec son fils dès sa naissance. « Mais ça m'a fait me poser beaucoup de questions : et si je lui parle mal ? Si par ma faute il apprend un mauvais arabe ? Je ne me suis pas sentie suffisamment à l'aise pour raconter des histoires sans faire de fautes, je me sentais incapable. Ça m'a conduite à une forme d'autocensure. »

Et même quand on parle très bien l'arabe, on n'y arrive pas toujours. La journaliste Nassira El Moaddem, ancienne directrice de la rédaction du Bondy Blog, a réappris l'arabe littéraire en Égypte. Son compagnon a grandi au Maroc et parle parfaitement la langue. « Mais à la maison on parle en français, l'arabe arrive de manière accidentelle, explique-t-elle. Vis-à-vis de nos enfants, on peut dire que c'est un échec total : dans l'idée, moi je leur parlais en français et lui en

arabe. Mais on ne le fait que rarement. Au fond, c'est une défaite intellectuelle. On y renonce par peur. » Un autre exemple : « À table, à la maison, on demande à nos enfants de dire *bismillah* [au nom d'Allah], on a appris ça chez nous, avec nos parents, et on veut le transmettre. Mais je me suis vue un jour dire à ma fille : “Attention, tu ne dis pas *bismillah* à la cantine, c'est que pour la maison.” Évidemment, elle n'a pas compris pourquoi ! » Comme beaucoup d'enfants d'immigrés, Nassira a connu les longs étés au Maroc, avec les grands repas de famille et les jeux avec les cousins. Mais comment faire avec ses propres enfants ? « L'idée que mes enfants ne puissent pas communiquer avec leurs grands-parents est un vrai problème. Le sujet devient une obsession pour nous, on a peur qu'ils ne veuillent plus y aller, que ça devienne une contrainte importante pour eux », explique-t-elle. Comme beaucoup de parents issus de l'immigration, elle se retrouve coincée entre deux générations : « J'ai cherché des cours d'arabe dans Paris, et j'ai laissé tomber. Ma mère m'en fait le reproche, elle me dit : “Mais vous habitez à Paris, il y a plein de cours d'arabe !” Mais moi je ne veux pas les mettre dans un institut religieux, où je ne sais pas ce qu'on va leur raconter ! Il y a la crainte de ne pas maîtriser : du coup tu ne fais rien. » Cette année, son fils de sept ans a commencé les cours dispensés dans le cadre des Enseignements de langue et culture d'origine (Elco)¹ le mercredi après-midi, en primaire, comme elle, il y a trente ans.

Tout comme la fille de Myriam El Khomri, qui a commencé dans son école à apprendre l'arabe dans ce dispositif bancal. « Je leur dis quelques petits mots, quelques expressions de la vie courante, explique l'ancienne ministre du Travail. Je me dis : “Je vais leur faire l'oreille comme ça, les habituer.” Mais en réalité, c'est eux qui nous mettent la

pression, ils apprennent très vite. Je me revois vérifier les nombres à partir de 20 pour qu'elle ne nous prenne pas en défaut ! » Sur les forums Internet comme Yabiladi, les parents se lamentent de leur incapacité à apprendre l'arabe à leurs enfants. Pour les amateurs, on peut y trouver une bonne dose de culpabilité pour celles et ceux qui n'ont pas inscrit leurs enfants à des cours ou qui ne leur parlent pas l'arabe. C'est comme si le fait d'avoir des enfants donnait soudainement une mission historique. Mon frère Ziad raconte parfois en rigolant que la seule fois où il a appelé notre grand-mère de lui-même, c'était pour lui annoncer qu'il allait devenir père d'une petite fille. « On sort de chez le médecin, et là je l'appelle avec mon portable dans la rue pour lui dire que c'était une fille. Et une fois qu'elle a décroché, je me suis bien rendu compte que je ne pouvais pas dire grand-chose – surtout pour dire le mot “échographie” ! Au final, j'ai juste dit : “C'est Ziad, une fille m'est arrivée. Voilà.” »

Dans cette génération de parents souvent nés en France, même si on n'a pas de langue à transmettre, on donne aussi souvent un prénom à consonance arabe. Mohammed a fait son entrée en 2019 dans le top 20 des prénoms les plus donnés dans l'Hexagone, suscitant la colère de l'extrême droite. Un chiffre qui ne montre pas que de plus en plus de parents issus de l'immigration, surtout dans les couples mixtes, choisissent en réalité des prénoms « caméléons », qui marchent avec les grands-parents et ici et là-bas, comme Lina, Jade, Adam ou Inès. « Je m'appelle Mohamed, et j'en ai parfois souffert, il n'y a jamais de table au restaurant quand tu réserves, jamais d'appartement à louer à Paris, explique le metteur en scène Mohamed El Khatib. J'ai quand même choisi d'appeler ma fille Nora, c'est une partie de son héritage. Elle se débrouillera avec ça, ce sera plus facile pour sa génération », espère-t-il. Je

tenais mordicus à donner un prénom libanais à ma fille, comme si c'était la dernière bouée de culture arabe que j'étais sûr de pouvoir lui transmettre – un morceau de patrimoine garanti. Mais nous avons choisi un prénom – Mona –, à la fois très courant au Liban mais facile à prononcer ou à écrire. Est-ce que j'aurai osé l'appeler Elham ou Asmahan, comme deux de mes tantes maternelles ? Mon cerveau bien intégré n'y a même pas pensé : un prénom difficile à prononcer, avec des lettres râpeuses ou inconnues en français, m'aurait paru trop coûteux socialement, trop difficile à porter.

J'en viens à me demander à quel point on a le droit de faire porter tous nos doutes à nos propres enfants. La journaliste Nadia Daam, elle, n'a jamais cherché à apprendre l'arabe à sa fille, aujourd'hui âgée de douze ans. « Est-ce que le fait que je sois d'origine marocaine doit la pousser naturellement à apprendre l'arabe, ou est-ce que l'école c'est pas l'occasion d'apprendre une autre langue ? Dans son ancien collège dans le 19^e, les gamins se parlaient en utilisant des expressions en arabe. Elle me disait : “Sébastien, il m'a dit *nardine oumouk* !” Je me disais : “C'est fou que le petit Français vienne l'insulter en arabe et qu'elle ne sache pas quoi lui dire”, donc je lui ai appris deux trois trucs. Elle m'a demandé : “Mais pourquoi moi je ne connais pas tous ces mots-là ?” Je lui ai posé la question : “Est-ce que tu as envie que ma mère te parle en arabe ?” Elle m'a dit non. Pour elle, c'est pas tellement un sujet. Et puis au fond, j'ai envie de lui foutre la paix. Est-ce que la contrainte est une bonne manière de créer de l'appétit chez les enfants ? J'ai pas envie de lui dire ce que moi j'ai entendu : “Quelque part, c'est ta culture.” Je n'aime pas le côté revanche : ce n'est pas parce que moi j'ai fait une connerie en me délestant de cette chance-là que je dois la refourguer dans

les mains de ma fille. Je n'ai pas envie de projeter sur ma fille ce que moi je n'ai pas réussi à faire », explique-t-elle.

La comédienne Hyam Zaytoun aimerait laisser le choix à ses enfants : « Ils sont sensibles à cette question. Mon fils voulait apprendre à un moment, mais il faisait déjà du violon. Maintenant, ma fille entend ses copines algériennes dire des gros mots en arabe et elle trouve ça très classe. Elle a appelé mon père pour lui demander de lui apprendre l'arabe, il lui a promis qu'il le ferait, mais évidemment je sais bien que ça ne se fera pas ! dit-elle en riant. J'ai envie qu'ils puissent s'en emparer, mais comme moi je ne parle pas, je ne vais pas faire du forcing. Et comme ça ne peut pas passer par mon père, il faudra qu'ils fassent autrement. »

Je me rends compte que des opportunités pour apprendre l'arabe à ma fille, j'en ai plein : mon quartier regorge de librairies musulmanes qui vendent des livres pour apprendre l'arabe. Je suis harcelé de publicités ciblées sur les réseaux sociaux pour acheter des cubes en bois avec les lettres arabes dessus. À la Rencontre des musulmans de France, au Bourget, j'ai passé une heure dans la librairie à regarder les méthodes pour enfants. À chaque fois, je repars les mains vides, comme si c'était artificiel. Comme s'il fallait que je me mette sérieusement à l'arabe avant de faire subir cette épreuve à ma fille.

1. Voir [ici](#).

Comment j'ai essayé de reconquérir l'arabe

Je répète « cent dix-neuf » (*mia oua tis 'oun oua 'achr*). Ça ne ressemble à rien de ce que je connais. Les sons me sont familiers, mais rien de plus. J'ai l'impression de lire des hiéroglyphes égyptiens. « Mais si, je t'assure, tu progresses », m'encourage ma prof, Ikram, une Marocaine qui s'échine à me donner via Skype des cours d'arabe depuis la Belgique. C'est déjà mon dixième cours, et j'ai l'impression de me heurter toujours aux mêmes murs. Celui du jour, c'est les chiffres. Pas les chiffres arabes : ça, c'est ceux qu'on utilise en français. Ceux-là, les Arabes les appellent les chiffres indiens. Alors que l'arabe s'écrit de droite à gauche, les chiffres utilisés en arabe s'écrivent, à l'inverse, de gauche à droite. Mais comme tout ça est trop simple, il faut quand même... les lire de droite à gauche, en commençant par les dizaines. Vous n'avez rien compris ? C'est normal. Moi non plus. J'ai pourtant appris cette séquence huit à dix fois dans ma vie. Les chiffres, les dizaines, les centaines. Immanquablement une bouffée d'angoisse m'envahit. La même que lorsque je suis dans un magasin à Beyrouth et qu'on me donne le prix en arabe. Comme je ne suis pas capable de comprendre le chiffre, je donne le plus gros billet que j'ai dans mon portefeuille, en priant intérieurement de ne pas trop me tromper. Ce qui fait de moi un double goujat. D'abord, parce que je ne prends pas la

peine de faire l'appoint – alors qu'à Paris je me confonds en excuses devant la boulangère si je paye ma baguette avec un billet de dix euros. Mais aussi parce que je me comporte comme le mec qui est obsédé par le fait de ne pas être arnaqué, alors que je ne suis même pas capable de compter la monnaie qu'on me rend. C'est ridicule d'avoir presque quarante ans et de ne pas savoir compter. Il m'a fallu tout ce temps pour apprendre que *'alf* veut dire « un millier » et *alfaine*, « deux mille ». J'ai entendu cette expression des milliers de fois (*Alaaf*, des milliers) et j'ai toujours pensé que c'était la moitié d'un millier. *Half a millier*, quoi. Preuve que si l'arabe est censé être ma langue maternelle, mon cerveau fait d'abord des connexions avec l'anglais. J'avance bien : j'ai su dire 139 et 26 devant la prof. Aucune chance que je m'en souvienne pour la prochaine fois, cela dit. C'est un phénomène déroutant : quand je suis dans une situation de cours d'arabe, mon cerveau est capable de donner le change et les enseignants ont l'air persuadés que j'avance, alors que moi j'ai l'impression de plafonner.

On explique qu'en général il y a une phase de plateau dans tout apprentissage. Le pire exemple pour moi étant la conduite. J'ai passé mon permis à un âge avancé, et de mauvaise grâce. Je l'ai obtenu grâce à la mansuétude d'une inspectrice et à la bonne volonté d'une monitrice d'auto-école du sud de la Corrèze, toutes deux émues de voir un grand type de trente ans galérer à changer une vitesse quand les ados de seize ans de là-bas ont tous l'air d'avoir grandi avec un volant dans les mains.

Au bout de quinze jours de cours intensifs à changer les vitesses sans utiliser la pédale d'embrayage, Patrick, l'un des responsables de l'auto-école, un rugbyman pied-noir, les yeux toujours rivés sur l'appli de *L'Équipe*, me fait m'arrêter sur le bas-côté.

– Tu peux me dire, Nabil, ce qui s’est passé ? me demanda-t-il d’un air qui ressemblait à une séance de confessionnal de télé-réalité. Il t’est arrivé un accident, tu as un blocage ?

– Heu, non, Patrick, je suis juste nul, je déteste les voitures, je suis débile quand j’ai un volant dans les mains, mais j’ai pas eu d’expérience traumatisante. Mais merci hein.

– Tu peux me le dire. Tu peux…

– Mais y a rien à dire.

– Bon. J’aurais essayé. Mais des fois les gens à qui il est arrivé des trucs, ils ont du mal.

Cette conversation aurait eu beaucoup plus de sens avec un prof d’arabe qu’avec un moniteur d’auto-école – je ne peux quand même pas accuser l’histoire de mes parents, le racisme structurel ou le déterminisme social pour justifier mon incapacité à changer les vitesses sans regarder le levier en paniquant. Combien de fois ai-je essayé de réapprendre les mêmes choses ? Pourquoi j’arrive à comprendre le mécanisme hyper-complexe de rémunération de la rente nucléaire en France alors que je suis incapable de progresser dans une langue que je parlais étant enfant ?

En 2014, j’ai passé un an aux États-Unis, à l’université de Harvard, près de Boston, dans un genre de programme Erasmus pour journalistes, la Nieman Foundation. On me donne alors la possibilité géniale de m’inscrire aux cours de mon choix à l’université. Cinq mille cours (estimation basse), de la gestion de carrière d’hommes politiques à la cuisine moléculaire en passant par la Business School. C’est ma chance. Le lundi à 9 heures, je suis le premier au cours d’arabe. Moyenne d’âge vingt ans, une classe à l’image des

États-Unis : une Soudanaise voilée, un futur « marine » roux, une Californienne en mini-short en toutes saisons, et un Français qui a l'air perdu. La prof est palestinienne et elle explique fermement qu'ici on va apprendre l'arabe littéraire, et que pour y arriver il faut s'accrocher : une heure de cours par jour pendant un an, une heure de devoirs à faire à la maison par jour pendant un an. Pour les étudiants présents, c'est une charge de travail normale. Je grommelle dans ma barbe de Français râleur. Forcément, quand tes parents payent 50 000 dollars par an, t'as intérêt à faire tes devoirs. Il faut se présenter : j'explique que je suis « français d'origine libanaise ». Les Américains adorent dire *from lebanese descent*, je suis de « descente libanaise ». Je ne sais pas pourquoi je trouve ça plus animal que d'« origine ». D'origine, c'est un truc lointain, un peu flou. *Descent*, c'est vraiment : je suis de descendance libanaise, voilà, je viens de là, c'est clair. La prof me regarde avec une bienveillance ferme, genre « je ne suis pas sûre que tu viennes vraiment à mon cours, j'ai déjà vu des cas aussi désespérés que le tien, mais je veux bien te laisser une chance ». N'empêche. Je ne connais pas grand-chose de plus frustrant que de voir des étudiants de vingt ans apprendre plus vite que moi une langue qui est censée être la mienne. Comment ils font pour apprendre le vocabulaire aussi vite ? Le mec en face de moi, Andrew, il a un cerveau jeune et frais comme un St Môret, il éponge tout ce qui passe. Il sait déjà dire *muhandis* – je crois que ça veut dire « ingénieur », mais je n'en suis même plus sûr. Évidemment, comme c'est Harvard, ils savent déjà tous dire « Nations unies ». Et moi j'ai déjà oublié : peut-être que « nation » c'est *daoula*, mais alors « unies » ? En plus, il faudrait mettre « nation » au pluriel et ça, je n'ai aucune idée de comment ça marche. Quand je ne sais pas dire un truc, c'est toujours le même mot qui me vient à l'esprit : *kalam*. Dès que j'ai un trou, je prononce du bout de

mes lèvres soudainement toutes sèches *kalam. Le mot*. C'est un genre d'appel à l'aide, j'essaye sûrement de dire – ou plutôt le hobbit flasque et peureux qui a pris possession de mon cerveau essaye de dire : je ne trouve pas les mots. *La a'rif alkalimat*. Je ne connais pas le mot. C'est peut-être un truc du genre. Je sais même qu'au Liban on dirait plutôt *Ma ba'rif alkalimat*. Mais en fait personne ne dirait une phrase aussi bancale, sauf quelqu'un qui ignore tout de la structure d'une phrase. J'ai fait un an d'arabe à Harvard, tous les jours, de 9 heures à 10 heures, dans l'hiver le plus froid qu'ait connu la Nouvelle-Angleterre. À vélo dans la neige, je suis allé à Sever Hall, ce bâtiment aux airs de Poudlard, dans une petite pièce surchauffée, réciter des listes de vocabulaire que je n'avais évidemment pas apprises correctement. Le jeudi, c'était pas la prof, mais son assistant, un jeune Turc incroyablement souriant nommé Ceyhun. Un Turc ! Un Turc qui parle arabe ! On m'aura tout fait ! Non seulement je dois me taper les sourires bienveillants des *college students* qui apprennent l'arabe pour devenir diplomates dans la prochaine administration américaine qui enverra ses drones bombarder des civils basanés, mais en plus le prof du jeudi a appris l'arabe à la fac. En plus d'être sympa, il parle un arabe parfait – enfin, est-ce que je suis vraiment apte à juger ? Il répète le mot « *mumtaz* ». *Mumtaz* ça veut dire excellent, et *mumtaza*, excellente.

À partir de là, la plupart des phrases que j'ai tenté de prononcer dans le cours comprennent le mot *mumtaz*, ma bouée de sauvetage en toutes circonstances. Mon nom est Nabil et je suis dans une ville excellente. *Ismi Nabil oua ana fi madinata mumtaza*. *Al-mat'am mumtaz*, le restaurant est excellent. L'étudiant est excellent. *Al-taleb mumtaz*. Oui, je vois d'ici vos sourcils froncés, « étudiant » en arabe se dit

taleb, comme les talibans afghans. Ce qui me rappelle d'ailleurs qu'au moment de leur prise de pouvoir à Kaboul en 1996, un correcteur zélé du journal *Le Monde* – j'étais loin de penser que j'y travaillerais un jour – avait décidé que « taliban » était un pluriel, et qu'il fallait donc écrire *taleb* au singulier. On a ainsi pu lire « Le ministre taleb », mais ça n'a pas duré bien longtemps. Sauf que *talib* ou *taleb*, c'est de l'arabe, et que les Afghans ne parlent pas l'arabe. Ils ont emprunté le nom, pour montrer qu'ils étaient premiers sur l'étude du Coran, comme Skyrock était premier sur le rap. Mais ce recours à l'arabe est une idée bizarre pour des gens dont la langue est le pachtoune. C'est pas très *mumtaz*.

À quel moment je me suis mis en tête qu'il fallait réapprendre l'arabe ? Pendant des années, tout ça n'était qu'une honte estivale passagère et il a fallu que soudainement j'en fasse une mission centrale dans la reconquête de moi-même ? Quand j'étais étudiant, je suis parti pour un an en Espagne et je suis revenu gonflé à bloc de mon castillan mâtiné d'accent andalou. Est-ce que les sons « kh » et le « r » andalou ont rappelé l'arabe à mes oreilles ? Ou est-ce que le fait de me définir comme français et arabe, à l'étranger, m'a progressivement fait m'interroger sur la part de Libanais en moi ? Ma mère m'a rappelé récemment :

– En rentrant d'Espagne, c'est la seule fois que tu m'as dit : je veux apprendre l'arabe. Alors j'ai essayé de te parler plus en arabe, mais ça n'a pas tenu longtemps.

– Oui, parce que tu repassais toujours au français...

– Parce que tu ne comprenais rien ! Il faut que tu acceptes le fait de faire des fautes. Je parle un anglais qui n'est pas parfait, moi. Regarde, Jane Birkin, ça

fait quarante ans qu'elle parle français avec un accent anglais et personne ne le lui reproche, c'est pas grave...

– Enfin, maman, l'anglais et l'arabe, ce n'est pas perçu de la même manière !

– *Il faut arrêter d'avoir honte, cette honte t'empêche d'apprendre. Il faut que tu dépasses ta peur*, conclut ma mère en mode chevalière Jedi.

Pourtant, pendant les dix dernières années, j'ai beaucoup essayé : j'ai mobilisé mon amie Rima pour me donner des cours particuliers. Je me suis inscrit à tout ce qu'Internet compte d'applications et de sites pour apprendre l'arabe tout seul. J'ai téléchargé des épisodes de séries que je n'ai jamais regardés. J'ai pris des cours avec une Syrienne qui trouvait des bons côtés à Bachar al-Assad. J'ai convaincu mon employeur de m'inscrire sur le budget formation de la boîte à un cours d'arabe, avec cette fameuse Ikram, via Skype, depuis Bruxelles. Il y a deux ans, je me suis inscrit pour des sessions de quatre heures par semaine à l'institut Fassaha. « Institut ». C'est un nom un peu pompeux pour une petite pièce dans laquelle quelqu'un a jeté quinze bureaux d'écoliers et des ardoises effaçables. Au mur, il y a un poster qui dit : « En arabe, il y a plus de 100 mots pour dire amour. » Super : ça me donne l'occasion de me rappeler que je n'en connais aucun, ce qui n'est pas tout à fait rassurant sur ma capacité à apprendre l'arabe – ou sur ma compréhension de l'amour. Le problème de l'institut Fassaha, c'est qu'il est en bas de chez moi. Littéralement. C'est une salle de cours d'arabe qui a fait le choix de s'installer à quatorze mètres de la porte d'entrée de mon immeuble – j'ai mesuré. J'ai forcé mon frère à s'inscrire avec moi au niveau 2 – catégorie « t'es un gros débutant mais tu ne veux pas le reconnaître ». J'ai fait cinq cours de niveau 2,

où tout m'avait l'air assez simple, j'ai recopié religieusement les cours, le soir, chez moi. J'ai répété « *ana a'mil fi charikat Total* », « Je travaille dans l'entreprise Total », en me demandant si Total avait payé sa contribution au livret d'apprentissage de la boîte. Rien n'y fait. Mes efforts sont réels, sur le moment, je vous jure. Mais la motivation retombe comme un soufflé au fromage raté : je ne me suis pas inscrit au niveau 3, encore moins au niveau 4. Et l'institut Fassaha continue de me mettre mon échec sous le nez tous les jours. Enfin ! C'est pas comme si je n'étais plus capable d'apprendre. Il y a deux ans, j'ai changé de rubrique au *Monde* et je suis devenu journaliste chargé de la rubrique Énergie. Je ne connaissais pour ainsi dire presque rien au sujet : en six mois, j'ai engrangé les bouquins, les vidéos YouTube, les rendez-vous avec les spécialistes, les reportages dans les centrales et les raffineries, les Mooc en ligne. Je ne suis pas devenu un expert, mais j'ai appris assez pour ne pas me faire prendre pour un imbécile par un interlocuteur, et écrire des articles tous les jours sur le sujet sans me faire trop crier dessus par les lectrices et les lecteurs.

Mais l'arabe, impossible. Ça ne rentre pas. Après une année de cours assidus aux États-Unis, vingt heures de cours en France payés sur le budget formation de la rédaction du *Monde*, j'en suis toujours à peu près au même point : je sais dire bonjour, demander aux gens d'où ils viennent, ce qu'ils ont mangé comme légumes à midi, mais guère plus.

Je retourne interroger ma mère, qui a souvent des bonnes réponses à des mauvaises questions. « Tu veux apprendre ? Il faut travailler, c'est tout. Il faut s'arrêter sur chaque chose, sur chaque difficulté. Or toi, la difficulté, tu passes à côté et tu passes à autre chose. Tu ne prends pas le temps de ruminer ce que tu apprends. » Mon père est encore plus direct : « Si tu

voulais vraiment apprendre, tu lirais tous les jours le journal en arabe sur Internet. Tu vas voir la rubrique Énergie d'*An-Nahar* (un grand quotidien libanais), tu la lis, et tu apprends. Au début, ce sera dur, puis tu verras. » Ça me rappelle un autre épisode humiliant lors d'un passage au Liban : un rendez-vous bricolé par je ne sais qui avec l'un des patrons d'*An-Nahar*. Je m'occupais alors du site Internet du *Monde* et il voulait échanger sur les stratégies de développement sur le numérique. Au bout d'un quart d'heure il a soupiré et m'a dit dans un mélange d'anglais et d'arabe. « Tout ça est très intéressant, mais comment vous pouvez parler de notre site sans rien pouvoir lire ? » Depuis, honteux et vexé, j'ai arrêté d'essayer de déchiffrer piteusement les pages Web du *Nahar*. Et voilà : je viens de faire une recherche Google pour comprendre que *Nahar* voulait dire « jour », alors que j'entends ce mot depuis que je suis petit et que je sais très bien ce qu'il veut dire.

Dans le feuilleton radiophonique qu'elle a produit pour France Culture, la comédienne Hyam Zaytoun se met en scène exactement dans la même situation : elle s'inscrit à un cours, elle y va au début, puis se désinvestit progressivement, et même la détermination de son prof n'y peut rien. La situation m'a fait rire, tellement je m'y suis vu. L'ancienne ministre Myriam El Khomri, qui ne désespère pas de s'y remettre un jour, tient une liste précise de ses tentatives : « Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de méthodes Assimil d'arabe, de toutes les époques, que j'ai à la maison. Je dois avoir celle de 1995, celle de 2000, des cours photocopiés que m'avait passés ma cousine, un carton avec des vieilles cassettes, puis la méthode Assimil en CD, les petits bouquins avec les phrases de tous les jours. À quarante et un ans, ça reste un vrai regret, je ne peux pas le dire autrement, j'ai peur que ça reste sur ma liste des tâches encore longtemps », dit-elle, avant de

m'encourager en riant à lancer des cours d'arabe pour tous les gens que j'ai interrogés pour ce livre. « J'aimerais pouvoir parler d'autre chose que de la cuisine et de l'épicerie, avoir des discussions politiques, parler de la société, dérouler un raisonnement. Autre chose que "j'ai faim" et "si on allait à la plage" ! »

La réalisatrice Adila Bennadjaï-Zou, auteure d'une série de documentaires passionnants sur les femmes arabes en France¹, est née en Algérie mais a grandi en France. Elle raconte son agacement au souvenir des hommes arabes qui, lorsqu'elle était enfant, la sermonnaient parce qu'elle ne parlait pas « sa langue ». « Je les trouvais intrusifs et machos. Ce n'est que bien plus tard que j'ai vu à quel point ils étaient misérables, ces petits patriarches sans pouvoir. Et que ce reproche qu'ils faisaient à une petite fille inconnue n'était que le cri impuissant de celui qui a déjà perdu la partie, explique-t-elle sans concessions. C'est quand j'ai compris ça que j'ai décidé de prendre des cours d'arabe. J'ai essayé plusieurs fois de réapprendre. Je n'ai jamais tenu plus de six mois. Il a bien fallu que je me rende à l'évidence. L'arabe me manque, mais pas assez pour que je lui fasse une place dans ma vie. Aujourd'hui je parle comme un pied, c'est-à-dire que je ne comprends même pas quand on me parle ! m'a-t-elle avoué à une terrasse du 18^e arrondissement de Paris. Tu choisis ou pas de faire une place à l'arabe dans ta vie. Est-ce que c'est suffisamment important ? » C'est exactement la question que je me pose : est-ce que c'est un choix que j'ai fait de ne pas investir cette langue ?

Cette conversation m'a renvoyé au fascinant essai² de l'écrivaine américaine Jhumpa Lahiri dans lequel elle raconte comment son apprentissage de l'italien a été pour elle une bouée de sauvetage pour faire face à la bataille que se livraient

dans son cerveau l'anglais – la langue dans laquelle elle écrit et dans laquelle elle vit – et le bengali – sa langue maternelle. Elle évoque son « schisme linguistique » : « Je ne connais pas le bengali à la perfection. Je ne sais ni le lire ni l'écrire. Je le parle avec un accent, sans assurance, comme si c'était une seconde langue, si bien que j'ai toujours perçu une disjonction entre lui et moi. Par conséquent, je pense que ma langue maternelle est aussi, paradoxalement, une langue étrangère. » Elle a honte du bengali de sa mère et honte de ne pas le parler. Et dans le même temps, elle rencontre le succès en anglais, une langue qu'elle maîtrise dans les moindres détails – tout en se sentant, parfois, perçue comme une étrangère aux États-Unis. Elle raconte comment la langue italienne lui apparaît alors comme un rivage formidable, à la fois neutre et plein de promesses. Son apprentissage de l'italien est pénible et parfois douloureux, mais aussi gratifiant. « Après avoir fini un livre [en italien], je suis émue. Il me semble que c'est un exploit. Je trouve ce processus plus exigeant, mais aussi plus satisfaisant, presque miraculeux. Je ne peux pas tenir pour acquises mes capacités à le faire. Je lis comme je lisais enfant. Ainsi, adulte, écrivain, je découvre à nouveau le plaisir de lire. » Cette bataille pour aimer une langue, je l'ai livrée pour l'espagnol, en déchiffrant une par une les traductions de Georges Brassens chantées par Paco Ibañez, en écoutant les accents des vieux Andalous jurer au bar en face de la gare routière de Malaga, en dansant jusqu'au bout de la nuit du *botellon* andalou. Ce travail minutieux et quotidien, j'ai su le faire pour l'anglais, langue apprise de manière académique à l'école, mais découverte pour de vrai dans les chansons de Queen et les films de *Star Wars*, perfectionnée en enchaînant les séries télévisées et les reportages du *Guardian* ou du *New York Times*. « Quand je renonce à l'anglais, je renonce à mon autorité. Je titube sans assurance. Je suis faible », écrit Jhumpa

Lahiri. Elle a raison : il faut du courage pour se jeter de l'autre côté de la rive, nager sans flotteurs, et voir venir. Prendre le risque de se confronter à ses erreurs, de s'entendre parler comme un enfant, de sortir de son confort linguistique si pratique. Exactement ce que je me refuse à faire avec l'arabe.

-
1. Adila Bennadjaï-Zou, *Heureuse comme une Arabe en France*, « La Série documentaire », France Culture, 2019.
 2. Jhumpa Lahiri, *En d'autres mots*, Actes Sud, 2014.

Peut-on perdre sa langue maternelle ?

Malgré tous mes ratés pour apprendre l'arabe, je vis encore avec l'idée que j'ai l'arabe coincé quelque part, qu'il est à portée de main : est-ce qu'il n'y a pas juste un bouton à activer pour que ma langue maternelle revienne ? Une formule magique qui doit être récitée trois fois, une quantité de falafels à avaler, une méthode pour se muscler le cerveau et lui faire découvrir des recoins dont il avait oublié l'existence ? Après mon année passée en Espagne, je suis revenu en France pour intégrer une école de journalisme. J'ai alors dû faire un entretien en anglais : impossible de formuler une phrase complète sans ajouter des « *pero* » et « *pues nada* » – mon expression favorite en espagnol. On aurait dit que mon cerveau avait remplacé la puce « anglais » par la puce « espagnol ». J'ai longtemps pensé qu'il m'était arrivé la même chose avec l'arabe. Il suffit de trouver le bon code, j'ai dû l'égarer quelque part. Épuisé de mes échecs pédagogiques, j'ai placé mes espoirs dans la science. Je suis allé rendre visite au labo appelé « Structures formelles du langage », à Saveria Colonna, psycholinguiste au CNRS, en espérant qu'elle me donne la clé de ma langue. Elle m'a regardé gentiment, sachant par avance qu'elle allait me décevoir : oui, on peut perdre sa langue maternelle et, non, il n'y a pas d'endroit caché dans le cerveau qu'une IRM menée avec entrain pourrait trouver.

Les spécialistes de la langue et de l'apprentissage commencent même à en avoir des preuves. Saveria Colonna m'a ainsi décrit une expérience fameuse dans le champ de la linguistique, conduite par le neuroscientifique Stanislas Dehaene et le chercheur en sciences cognitives Christophe Pallier. Avec leur équipe, ils ont scanné le cerveau d'un groupe de Français d'origine coréenne, adoptés entre trois et huit ans par des familles françaises, âgés d'une vingtaine d'années au moment de l'expérience. Ils n'avaient aucun souvenir conscient de leur pays natal. Les chercheurs leur ont fait écouter des phrases en coréen : ils n'ont rien compris, ce qui n'est pas surprenant. Les scientifiques ont aussi regardé comment réagissait leur cerveau. Et là, surprise : aucune réaction, ou presque. « Leur cerveau se comportait comme celui d'un enfant né en France, explique Stanislas Dehaene dans un de ses ouvrages¹. Au niveau lexical et syntaxique, la nouvelle langue avait supplanté l'ancienne. » « Ils se comportaient comme des francophones qui n'avaient jamais été confrontés au coréen, m'a détaillé Saveria Colonna. Comme s'il n'y avait plus aucune trace de la langue maternelle en analysant l'imagerie cérébrale. Ils ne faisaient plus la distinction entre certains sons, présents uniquement en coréen et pas en français. » Devant mon regard incrédule – et, il faut bien le dire, franchement dépité –, elle a ajouté : « Je sais bien que ça paraît complètement fou ! »

D'autres expériences scientifiques obtiennent des résultats moins radicaux, mais pour les spécialistes que j'ai rencontrés, la logique est assez claire : la langue maternelle, ça n'existe pas vraiment. Ce qui compte, ce sont les langues que l'on parle. Les chercheurs préfèrent par conséquent l'appellation de « langue première ». « D'ailleurs on peut en avoir plusieurs, et ce n'est pas forcément la langue de la mère », m'explique

Saveria Colonna. Je fronce les sourcils, vexé. Toute mon argumentation s'effondre : la langue de ma mère, de ma terre, celle que l'on m'a chuchotée dans mon berceau, compterait pour du beurre mou ? « Il faut comprendre que ce n'est pas figé : une langue n'existe que si on la travaille. Même chez les bilingues, il y a une langue dominante et une langue dominée, et cela peut changer au cours de la vie ! » précise-t-elle. Là aussi, comme toujours, la réponse, c'est (roulement de tambour) : il faut travailler plus pour gagner plus (de langues). Et d'autant plus quand on atteint, comme moi, un âge vénérable. Les enfants ont une capacité d'apprentissage rapide, que les adultes perdent parce que leur cerveau fait des choix (ou bien parce qu'ils regardent trop *Netflix*). J'avais rencontré il y a quelques années le chercheur américain Bobby Kasthuri, spécialiste de l'architecture du cerveau à l'université de Chicago, qui avait pris une image simple pour expliquer à un béotien comme moi comment fonctionne l'apprentissage : « Il ne faut pas imaginer que le cerveau humain est composé de couches qui s'ajoutent les unes aux autres. Pense plutôt à un bloc de pierre et à un sculpteur qui retire des bouts au fur et à mesure pour affiner son travail. » Cette logique-là fonctionne à plein pour l'apprentissage des langues dans l'enfance et permet à des enfants très petits de progresser dans des champs très complexes. Saveria Colonna : « Quand il naît, le bébé est capable de distinguer tous les sons de toutes les langues, indépendamment de ce qu'il a entendu dans le ventre de sa mère. C'est autour de dix mois qu'il va commencer à ne distinguer que ce qui est pertinent dans sa ou ses langues maternelles. Il va devenir sourd aux sons qui n'existent pas dans sa langue première. » Quel dommage ! J'imagine un instant un monde où cette capacité resterait ouverte pour tout le monde bien après la naissance. Plus besoin de méthodes Assimil, de cours du soir ou de débats sur l'espéranto... « Il ne

faut pas le voir comme une perte, précise encore la psycholinguiste. Si on percevait toutes les distinctions phonétiques y compris celles qui ne sont pas pertinentes, ce serait trop compliqué ! On devient spécialiste de notre langue et on ne perçoit que ce qui va provoquer un changement du sens. »

Les bébés se professionnalisent avec une agilité redoutable, explique encore Stanislas Dehaene : « Très vite, un bébé repère que certains sons ne sont pas utilisés dans sa langue maternelle : en Angleterre pas besoin de faire la différence entre *u* et *ou* ; au Japon, la distinction entre un *r* et un *l* est inutile. En quelques mois (six pour les voyelles, douze pour les consonnes), le cerveau du bébé fait ainsi le tri entre ses hypothèses de départ et ne conserve que les phonèmes utiles aux langues qui l'entourent. » Donc moi, je suis devenu spécialiste de l'arabe avant de devenir spécialiste du français ? Dans les souvenirs confus de mes parents, il y a eu ce moment où l'arabe était ma langue dominante, ce moment où je parlais tellement mieux l'arabe que mon français était bancal (selon mon père), voire franchement chaotique (selon ma mère). Les chercheurs parlent de « bilinguisme soustractif » : on apprend une deuxième langue aux dépens de la première. Je vois au fur et à mesure de la conversation que mon espoir de réactiver le bouton « arabe » dans mon cerveau s'amenuise. Qu'est-ce qu'il faut faire alors ? Saveria Colonna : « Pour apprendre une langue, il faut mettre l'adulte dans un environnement similaire à celui dans lequel se trouve l'enfant : des situations de communication permanente. L'enfant est dans une situation idéale, tout le monde lui parle cette langue et il n'a pas le choix. » C'est une sorte d'hygiène de vie, un bon bain linguistique dans lequel se plonger régulièrement, pour faire travailler la langue. Elle me prévient : « Pour les adultes, la

motivation joue énormément. Si vous voulez reparler l'arabe, il suffit de parler avec des gens qui parlent cette langue et de se mettre dans des situations professionnelles où vous en avez besoin. » Une autre spécialiste de la langue – et plus singulièrement du bilinguisme –, Ranka Bijeljic-Babic², chercheuse à l'université Paris-Descartes, m'a hélas confirmé que mon cas était finalement assez classique. « Le système du cerveau est plastique, mais il faut le maintenir. Une langue qui n'est pas travaillée ne peut pas survivre, vous le constatez vous-même ! m'a-t-elle lâché en rigolant. Si on ne pratique pas, on perd. Chez vous c'est le cas : vous avez acquis le langage domestique, mais c'est assez limité. L'avantage des enfants, c'est qu'ils apprennent vite, mais l'inconvénient, c'est qu'ils oublient vite aussi ! » Elle me donne un autre exemple : « Prenez un couple de Français qui, après avoir vécu un an au Canada, revient parfaitement anglophone. Pour apprendre l'anglais à leurs enfants, tous deux décident de prendre une nounou américaine. Mais si les parents ne parlent pas anglais à la maison, qu'est-ce que ça apporte à l'enfant dans sa vie ? Et même quand les parents sont bilingues, pour que l'enfant acquière pleinement la langue, il faut des années et des années ! En fait, il faut continuer à pédaler. » Stanislas Dehaene explique aussi que la maîtrise de la phonologie d'une langue étrangère est l'une des premières compétences qui déclinent avec l'âge : en gros, un enfant de quatre ans est moins compétent qu'un petit bébé de quelques mois. Alors un adulte de quarante ans ! La faculté d'apprendre la grammaire d'une langue étrangère reste ouverte plus longtemps, mais elle finit également par s'effondrer aux alentours de la puberté. J'ai gardé une bonne prononciation en arabe, en revanche la grammaire m'est totalement hermétique. Comprendre la construction des phrases est pour moi un combat épuisant.

Preuve que j'ai arrêté de pédaler, comme dit Ranka Bijeljac-Babic.

J'ai beau avoir fouillé les archives parentales, il n'existe pas d'enregistrement sonore ou de vidéo de moi-même parlant l'arabe, ni même chantant la chanson des Schtroumpfs. Hélas, je ne saurai jamais plus comment mon moi enfant jonglait entre l'arabe et le français. Misère d'une époque sans smartphone, où l'on ne filmait pas chaque instant de la vie des enfants. Le metteur en scène Mohamed El Khatib a réussi à documenter cette chute libre linguistique. Dans un film étonnant, *Renault 12*, il raconte son retour dans le Maroc de ses parents après la mort de sa mère. Il parcourt la France et l'Espagne, puis traverse la Méditerranée pour retrouver sa famille. Les conversations sont parfois difficiles, tant son arabe est fragile. Le film est ponctué d'images d'archives qu'il a filmées quand sa mère était encore en vie. Dans la lumière sombre de la chambre d'hôpital, il échange en arabe, sans imaginer qu'il pourrait un jour perdre cette compétence. La langue n'est pas parfaite, non, mais il est à l'aise et peut parler avec sa mère avec facilité. Pourtant, en l'absence de pratique, dix ans plus tard, son vocabulaire s'est appauvri et sa syntaxe s'est effondrée : il en garde des sons, des mots, des expressions, mais ne peut plus avoir de conversation continue.

Mon collègue Christophe Ayad, journaliste au *Monde* et excellent connaisseur du monde arabe, se souvient avoir remonté cette pente avec difficulté. « La langue arabe c'est comme la mer, plus tu avances, plus c'est grand », m'a-t-il expliqué un jour. Il a grandi au Soudan jusqu'à l'âge de quatre ans, où il parle français à la maison et arabe avec le reste du monde. Il arrive alors à Strasbourg, dans sa famille maternelle. À l'école, on le décourage de parler en arabe et il s'éloigne progressivement de la langue. « Lorsque j'ai huit ans, on

retourne au Soudan pour la première fois et là mes cousins ne comprennent pas pourquoi soudainement je ne parle plus leur langue. Je suis allé voir mon père, j'en pleurais de rage. Je lui reproche de ne pas avoir insisté pour me parler plus en arabe et je lui dis : "Je te promets, je vais apprendre." » Le temps passe, Christophe part faire une coopération au Caire et commence à devenir pigiste pour la presse française. Il est ensuite embauché à *Libération*, reçoit le prix Albert Londres, puis devient chef du service international du *Monde*. « J'ai fini par apprendre sur le tas : j'ai quand même vécu sept ans en Égypte. La plaie se referme pour moi quand je réalise que je n'ai plus besoin de l'anglais pour parler avec ma famille. Mais je n'ai vraiment réglé ça que quand j'ai admis que ce ne serait jamais parfait... » Christophe touche là un point particulièrement juste, qui m'a moi-même longtemps obsédé : l'idée que mon arabe doit être parfait, à la hauteur de celui des intellectuels et des poètes arabes. Une vision de la langue bornée et caricaturale, m'ont expliqué les chercheuses que j'ai rencontrées. Il n'y a pas de bilinguisme parfait. On n'est pas bilingue comme on est monolingue, on utilise de manière pragmatique les différentes langues dont on dispose, selon les moments ou les besoins. Je suis bien placé pour savoir que la langue porte aussi une manière de parler. Quand je commande un plat au restaurant, je suis sympa en français, alambiqué en anglais et bien plus direct en espagnol. Mais en arabe, je ne sais pas quelle personnalité colle avec ma pratique de la langue. Je vis dans la peur de ne jamais être complet, honnête, précis, dans une langue que je maîtrise si mal alors qu'elle devrait être naturelle pour moi.

Ranka Bijeljic-Babic émet une autre hypothèse : « Le bilinguisme peut être une langue maternelle. C'est votre situation : les deux langues étaient présentes dans votre petite

enfance. » Mais oui, c'est vrai ! Ma langue maternelle, c'est le bilinguisme français et arabe, elle a raison. « On le voit à la capacité d'entendre, de reproduire certains sons, d'avoir exercé les organes phonatoires. Peut-être même que, comme vous prononcez bien les sons en arabe, vous êtes moins inhibé pour parler ? » Ah non, je suis peut-être bilingue de prononciation, mais je suis super-monolingue dans le bavardage.

Je me rassure quand j'entends Ranka Bijeljic-Babic se moquer de son propre bilinguisme. « Ma langue maternelle est le serbo-croate, je le parle tous les jours à la maison, mais si je dois donner une conférence, je le fais en français, qui est ma langue de travail. C'est très difficile pour moi de le faire dans ma langue maternelle. » Être bilingue ne veut pas dire être le premier de la classe dans toutes les langues que l'on parle. Cette approche permet de regarder le monde différemment. « On estime que plus de la moitié de la population mondiale est au moins bilingue. La plupart des gens parlent plusieurs langues dès la naissance », souligne Ranka Bijeljic-Babic. Mais dans de nombreux pays, on répartit l'usage des langues selon les lieux dans lesquels on les utilise. Dans beaucoup de pays africains ou d'Asie du Sud-Est, on parle une langue dans sa famille, une autre avec l'administration, voire une troisième à son travail.

Pour les chercheurs, le bilinguisme est de longue date considéré comme un avantage cognitif : les capacités d'apprentissage et de réflexion sont en général plus développées, pas seulement pour apprendre d'autres langues, mais aussi pour intégrer des concepts complexes. Le bilinguisme facilite la capacité à communiquer et à comprendre son environnement. On estime toutefois que les

enfants bilingues peuvent se mélanger les pinceaux pendant les premières années de la vie, et que les choses se stabilisent autour de l'âge de quatre ans. Plusieurs études montrent par ailleurs que l'apparition de maladies neurodégénératives est retardée de quelques années chez les bilingues. Concrètement, si j'avais gardé l'arabe, j'aurais eu des chances de vivre plus longtemps en bonne santé ? Malédiction ! Si j'avais su que tel était l'enjeu, j'aurais été plus studieux pendant mes cours. « Attention, il y a un débat parmi les scientifiques », me prévient Ranka Bijeljic-Babic, qui me voit pâlir à l'idée des nombreuses maladies neurodégénératives qui s'apprêtent à fondre sur moi si je ne me remets pas à l'arabe de suite. « Il est difficile de mesurer ces avantages de manière précise et définitive. Par contre, ce qui est certain, c'est qu'il y en a ! » Pourtant, le bilinguisme a longtemps eu mauvaise presse dans l'Hexagone. Pendant très longtemps, on a expliqué aux familles qu'il ne fallait parler que le français à la maison, qu'il était dangereux pour les enfants d'entendre plusieurs langues en même temps. La France est en fait l'un des rares pays à se revendiquer comme aussi monolingues : en Inde, aux États-Unis, en Espagne ou au Royaume-Uni, le plurilinguisme concerne des milliards d'humains. Aux États-Unis, par exemple, je me souviens que, dans le quartier de Cambridge, près de Boston, où j'ai vécu il y a quelques années, résidaient une importante communauté portugaise et une autre haïtienne. Dans la maternité où ma fille est née, tous les documents étaient en quatre langues : anglais, espagnol, créole et portugais. Il n'était pas rare d'entendre la standardiste répondre en portugais au téléphone. Je peine à imaginer un hôpital en France qui serait assez fou pour traduire ses documents en plusieurs langues, dans un quartier avec beaucoup d'arabophones ou de turcophones, par exemple. Cette vision monolingue ne concerne pas uniquement la

langue arabe – loin de là. Elle vient d'une conception de la France comme un pays où ce qui fait qu'on est français, c'est d'abord et surtout... qu'on parle français. C'est l'histoire de la III^e République et de l'unification politique et sociale du pays, au détriment d'abord du latin puis des langues régionales. La France s'est construite par la langue française, par un nationalisme de la langue, qui a permis la naissance de la nation telle que nous la connaissons. Jusque dans les années 1950, parler une langue régionale dans une cour d'école pouvait donner lieu à une punition.

Une vision étriquée de la langue qui ne s'est pas éteinte. Pas plus tard qu'en 2004, une commission parlementaire sur la « prévention de la délinquance », présidée par le député Jacques-Alain Bénisti (UMP), estimait ainsi que le bilinguisme était l'une des causes de la délinquance, puisqu'il empêchait l'intégration. Le rapport demandait même aux enseignants et aux travailleurs médico-sociaux de traquer dès le plus jeune âge les « stigmates » de la langue maternelle chez les petits enfants. À l'époque, les bénéfices du bilinguisme étaient pourtant déjà bien établis par les scientifiques. Il y a en France des millions de locuteurs de langues riches d'histoires et de cultures qu'on ne sait pas valoriser, parce qu'elles sont considérées comme des langues mineures. Il ne s'agit pas que de l'arabe. Les créoles des Antilles et de la Réunion, le wolof ou le bambara sont aussi des langues minoritaires qui ne trouvent pas leur place dans l'Hexagone. « Il y a un facteur important pour travailler sa langue maternelle, m'a expliqué la psycholinguiste Saveria Colonna. Est-elle valorisée ou pas ? L'anglais ou l'allemand sont des langues qui ne sont jamais perdues. On n'a jamais vu un bilingue franco-anglais qui perd l'anglais ! Mais si une langue n'est pas socialement valorisée, elle se perd. C'est ce qui risque de se passer pour beaucoup

d'enfants d'immigrés. » Comme me l'a dit avec un sourire amer une enseignante d'arabe en lycée : « Le même sort n'est pas réservé à toutes les langues : un anglophone, c'est un fils d'expat, un arabophone... c'est juste un Arabe ! »

Cette réalité n'est pas la même dans tous les pays occidentaux, notent les linguistes et les sociologues. C'est ce que constatent beaucoup de familles. Mohamed El Khatib se souvient de ses cousins aux Pays-Bas qui maîtrisaient parfaitement le néerlandais et l'arabe : « Même entre frères et sœurs, ils parlaient l'arabe, tandis que nous, on parlait français entre nous. » Comme ces enfants d'amis de mes parents, Libanais du Québec, qui passaient de l'anglais au français puis basculaient facilement vers l'arabe. Mais la France n'est pas condamnée au monolinguisme. Dans plusieurs villes, des projets ont fleuri pour tenter de faire vivre le plurilinguisme de manière positive. À Garges-lès-Gonesse est ainsi organisée depuis plusieurs années une semaine des langues à l'école : les parents sont invités à venir parler leur langue devant la classe, les enfants peuvent apprendre des chansons, etc. L'objectif est aussi de rétablir une sorte d'égalité entre les langues, avec l'idée qu'il n'y a pas de langues mineures. « Ce genre d'initiative permet de donner une place aux parents qui parlent une autre langue. Pour les enfants, voir leurs parents qui savent des choses que la maîtresse ne sait pas, c'est formidable, ça change tout ! » s'enthousiasme Ranka Bijeljic-Babic. Elle est également formatrice au plurilinguisme dans le domaine de la petite enfance. « Dans les crèches, les personnels racontent que, quand les parents parlent librement leur langue maternelle à la maison, les enfants n'ont pas de difficulté pour apprendre le français. » Le cerveau, lui, ne fait pas la différence entre les langues, elles sont toutes logées à la même enseigne. Ce qui change, c'est le regard de la société. Et

c'est une bonne nouvelle : la place des langues peut évoluer, si on s'en donne la peine. La réalisatrice du film *Divines*, Houda Benyamina, m'a ainsi raconté qu'elle se posait énormément de questions sur comment transmettre la langue arabe à ses enfants, sans arriver à trouver la bonne manière d'approcher la question. Le déblocage est venu d'un endroit inattendu : un jour, la maîtresse de maternelle de son fils décide de faire découvrir le monde arabe à ses élèves. « Elle a abordé la langue arabe par la culture, ils sont par exemple allés à l'Institut du monde arabe, ça a tout changé pour moi : je me suis rendu compte à quel point la culture arabe était belle, et mon fils aussi. » C'est pour elle une redécouverte de l'histoire du monde arabe et du Maghreb. « Je me suis mise à acheter plein de livres en ligne sur le sujet, et d'ailleurs mon prochain film portera sur l'Algérie. Dans ma tête, la langue arabe était associée à quelque chose d'assez négatif, explique-t-elle. J'ai demandé à l'institut pourquoi elle avait fait ça, elle m'a simplement répondu : "J'ai regardé ma classe." Ce qui est dommage, c'est qu'on a beaucoup effacé cette culture et cette langue, alors que c'est finalement assez simple de faire autrement... »

1. *Apprendre ! Les talents du cerveau, le défi des machines*, septembre 2018, Odile Jacob

2. Ranka Bijeljic-Babic, *L'Enfant bilingue de la petite enfance à l'école*, Odile Jacob, 2017.

L'école publique contre l'arabe

Le paradoxe ferait presque sourire : alors que la France est depuis la Renaissance l'un des lieux phares de l'apprentissage de l'arabe dans le monde, il est quasiment impossible d'apprendre cette langue correctement dans le système scolaire français. Quand on regarde les chiffres, on comprend assez vite que, dans l'Éducation nationale, on est dans le royaume de l'infiniment petit, et pas franchement dans celui du « grand remplacement ». En 2019, un peu plus de 14 000 élèves apprenaient l'arabe au collège et au lycée – soit moins que le russe, alors qu'on compte entre 3 et 4 millions d'arabophones en France et environ 300 000 russophones. L'arabe est enseigné dans 359 établissements, soit moins de 3 % des collèges et des lycées de France, à moins de 0,3 % des élèves. « Ce n'est presque rien. C'est évident qu'il y a un problème », reconnaît d'emblée l'ancienne ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, qui a été vertement attaquée pour sa volonté de réformer l'enseignement des langues en primaire. « La situation est pitoyable », confirme son lointain prédécesseur, Jack Lang. Bonne ambiance.

J'ai rencontré de nombreux enseignants de langue arabe dans l'Éducation nationale pour préparer ce livre. Ils m'ont tous demandé de témoigner de manière anonyme et partagent une énorme lassitude face à la tâche impossible qu'ils ont

devant eux : enseigner une langue dans une institution qui n'en veut pas.

En septembre 2018, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer répond sur RMC à une question sur l'apprentissage des langues : « L'arabe est une langue très importante, comme d'autres grandes langues de civilisation, je pense au chinois ou au russe, oui, bien sûr, il faut développer ces langues. Il faut donner du prestige à ces langues et c'est particulièrement vrai de l'arabe qui est une très grande langue littéraire, et qui doit être apprise pas seulement par les personnes d'origine maghrébine ou de pays arabes. C'est toute cette stratégie qualitative vis-à-vis de la langue arabe que nous allons mener. » Ces déclarations suscitent un déluge de commentaires outrés de la part de la droite et de l'extrême droite, qui accusent le ministre de faire le jeu du « communautarisme » et de « l'islam politique ». Dès le lendemain, Jean-Michel Blanquer doit se justifier, sur LCI : « Je n'ai jamais dit que l'arabe devait être obligatoire à l'école primaire [...], mais nous avons intérêt à différencier la langue arabe d'un certain fondamentalisme religieux. » Blanquer, d'habitude ministre favori de la droite conservatrice, doit immédiatement battre en retraite sous peine d'être taxé d'islamo-gauchisme.

Le ministre adopte ensuite une stratégie politique particulièrement courageuse : il cesse d'aborder la question à tout jamais. Après une vingtaine de tentatives pour le joindre, sa directrice de communication a fini par m'expliquer que, « sur ce sujet inflammable, il valait mieux ne pas trop en dire ». Elle m'a gentiment proposé d'adresser des questions écrites, tout en précisant qu'il n'y répondrait pas lui-même... Pourtant, la position de Jean-Michel Blanquer ne venait pas d'une soudaine volonté d'imposer la charia et de transformer

les écoles publiques en annexe des Frères musulmans. Sa réflexion s'appuyait sur un rapport du très libéral Institut Montaigne, fervent soutien d'Emmanuel Macron, rédigé par Hakim El Karoui à l'été 2018¹. Cet ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin à Matignon a publié plusieurs travaux sur la montée de l'islam radical en France. Il défend l'apprentissage de l'arabe comme un outil politique pour lutter contre la radicalisation et propose ainsi d'« enseigner l'arabe à l'école publique pour réduire l'attractivité des cours dans les écoles coraniques et les mosquées ». Son rapport avait fait du bruit pour deux raisons : d'abord, il souligne qu'il y a un peu moins d'élèves dans le secondaire qui apprennent l'arabe en France aujourd'hui qu'il y a trente ans. Et ensuite parce qu'il propose d'utiliser l'arabe à l'école publique pour combattre l'arabe enseigné dans les mosquées. « C'est bien simple, on a d'un côté 14 000 élèves dans le public, 80 000 dans les mosquées. Après, il faut choisir : comment on veut que les Français apprennent l'arabe ? m'a tout de suite lancé Hakim El Karoui. Mon idée c'est que pour combattre l'islamisme il faut faire de l'hégémonie culturelle républicaine, et cela passe aussi par la langue arabe. Si on veut combattre le communautarisme, il faut apprendre l'arabe à l'école de la République. Sinon ce sera à la mosquée. » L'argument est porteur, surtout après les terribles attentats qui ont endeuillé la France dans les années 2015-2016. Je vois bien qu'il s'agit aussi pour le malicieux Hakim El Karoui de parvenir à ouvrir dans l'opinion un débat sur l'enseignement de l'arabe. Il sait que cette stratégie a plus de chances d'être payante que s'il se contentait de vanter l'histoire et la culture millénaires de la langue arabe. Cela dit, je suis perplexe face à ce type d'argument : c'est tout à fait défendable d'un point de vue politique, mais est-ce que ce n'est pas un peu désolant ? Les profs d'arabe que j'ai rencontrés étaient assez partagés. « Il a absolument raison. Si

l'État ne nous aide pas à proposer des cours dans un cadre officiel de l'Éducation nationale, c'est les mosquées qui le font. Les écoles privées religieuses le font aussi. C'est ce qui m'inquiète le plus », m'a expliqué Zeina², une enseignante en collège et lycée. « Ce dont j'ai peur, c'est que l'arabe rejoigne l'hébreu, qui a quasiment disparu de l'Éducation nationale et qui n'est plus présent que dans le privé et notamment le privé religieux », s'inquiète Mohand, un enseignant en région lyonnaise. Samia, une autre prof de lycée, se dit, elle, « mal à l'aise avec cet argument, c'est un peu celui du pompier pyromane. En l'utilisant, il renforce l'amalgame entre langue et religion. Avant on disait : "L'arabe, c'est pour les Arabes", et maintenant on va dire que l'arabe, c'est uniquement pour les musulmans ? Le fond du sujet n'a pourtant rien à voir avec l'islam. Mais je dois reconnaître que moi-même je suis amenée à utiliser cet argument quand ça mord à l'hameçon. »

S'il faut déployer une telle stratégie pour faire la promotion de l'arabe à l'école publique, c'est parce que les stéréotypes accolés à la langue arrivent très vite – même dans l'Éducation nationale, les caricatures qui lient l'arabe à l'islam, et l'islam au terrorisme, sont légion. Moi qui suis un pur produit de l'école républicaine à la française, j'ai été sidéré de ce que m'ont raconté les profs et les anciens inspecteurs d'académie sur l'ignorance, le racisme et le mépris social de l'institution envers la langue arabe.

Pour enseigner l'arabe, il faut deux choses : d'une part, des profs, de l'autre, des classes. Ça paraît assez simple, dit comme ça. Eh bien la difficulté existe des deux côtés. Des profs ? La France compte en tout et pour tout 178 enseignants de langue arabe dans l'Éducation nationale à la rentrée 2019 – soit 20 % de moins qu'en 2010 ! Et dans ce total, il faut compter un gros tiers de contractuels : comme on ne crée pas

de postes de profs, l'Éducation nationale embauche des vacataires, qui n'ont pas les diplômes requis. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont nécessairement moins bons, mais il est certain qu'ils sont plus précaires et n'ont pas suivi la même évolution professionnelle... Pour avoir plus de profs dans le circuit, il faudrait ouvrir des postes au concours. En 2019, il y avait 6 places au CAPES d'arabe, contre 10 pour le chinois, et 250 pour l'allemand. Ces chiffres sont assez stables depuis dix ans.

L'arabe occupe une case particulière dans le jargon de l'Éducation nationale : une « langue à faible diffusion », ou LFD. Les profs interviennent souvent sur plusieurs lycées ou collèges : cela impose le fait d'avoir plusieurs classes dans les établissements d'une même ville ou d'un même département, pour assurer un nombre d'heures minimal aux profs. D'autant que ces heures sont rarement vues comme prioritaires par les chefs d'établissement qui, dans les arbitrages de dotation horaire, coupent plus facilement dans les langues rares que dans d'autres matières. Du côté des classes, si on compte 359 établissements enseignant l'arabe sur toute la France, la réalité est très contrastée selon les académies. Là aussi, le ministère de l'Éducation nationale et les rectorats sont très discrets : ils refusent de communiquer des informations précises sur la répartition de l'enseignement de l'arabe dans le secondaire. Les chiffres que j'ai pu recouper sont pourtant frappants. Assez logiquement, le plus grand nombre de classes se trouvent dans les académies où il y a le plus d'élèves : Versailles, Aix-Marseille et Créteil, qui comptent chacune un gros millier d'élèves. Avec une exception, à Mayotte, où l'effectif est d'un peu plus de 3 000 élèves – l'arabe y est appris dans les établissements scolaires pour des raisons historiques³. On ne compte à l'inverse qu'un ou deux collèges

ou lycées dans les académies de Metz, Rennes, Nancy, Limoges et aucun en Corse ! Si le nombre de classes est si peu élevé, c'est qu'il faut convaincre les recteurs, les régions, les chefs d'établissement et le reste du corps enseignant que c'est une bonne idée d'avoir une classe d'arabe. Et là, tout devient plus compliqué : personne n'est pour. Autant essayer de convaincre Total qu'il faut arrêter d'extraire du pétrole demain pour sauver le climat. « Les inspecteurs d'académie doivent faire du porte-à-porte pour quémander des rendez-vous à des proviseurs qui ne veulent même pas les recevoir », raconte Mohand. Les recteurs sont parfois d'accord pour ouvrir des classes d'arabe dans les zones d'éducation prioritaire, parce qu'on y trouve beaucoup d'enfants d'immigrés. « Mais il faut équilibrer l'offre, explique Samia, l'arabe doit être enseigné dans des lycées attractifs aussi. Sinon on enferme la langue : elle est associée à un public qui a la double tare d'être socialement pauvre et d'origine immigrée ! Forcément, ça ne donne pas envie aux chefs d'établissement. »

Certains lycées cotés proposent des cours d'arabe, comme le lycée Henri-IV ou Janson-de-Sailly à Paris, mais ils se concentrent plutôt sur les classes préparatoires aux grandes écoles. On y trouve d'ailleurs beaucoup d'enfants de la bourgeoisie marocaine ou libanaise, qui choisissent ces cours pour marquer des points aux concours d'entrée en écoles d'ingénieurs ou de commerce. « L'idéal serait d'ouvrir des classes dans les quartiers mixtes des grandes villes, là où se trouvent les classes moyennes », se prend à rêver Zeina, une prof de région parisienne. Sauf que les proviseurs, eux, voient souvent la possible ouverture d'une classe d'arabe comme une menace. Un ancien inspecteur d'académie raconte : « Un chef d'établissement qui n'était pas contre à titre personnel m'a dit : "Je ne veux pas faire fuir mes bobos." Il y a là un

fantasme de l'invasion barbare. » Pour ne pas dire « je ne veux pas de l'arabe », les proviseurs vont glisser « je suis plutôt sur l'italien ». « Mais on sait que ça veut dire “je ne veux pas mélanger mes élèves avec des gens des cités”. C'est perçu comme une sorte de déclassement social », se désole l'ancien inspecteur. Samia ajoute, plus directe : « Quel est le baromètre pour les chefs d'établissement ? S'il y a trop de têtes d'Arabes dans leur classe, c'est pas bien. Pourtant ils sont français, ces élèves ! »

Pour Mohand, « ouvrir des classes, c'est aussi une question de courage et de volonté politique de la part des recteurs. À l'inverse, les inspecteurs de chinois, eux, sont sollicités tout le temps pour ouvrir des classes », explique-t-il. À cette exception près, toutes les langues vivantes connaissent des difficultés pour se maintenir face à la domination de l'anglais. « Ce qui fait que les langues sont en concurrence les unes avec les autres pour attirer les élèves, explique Michel Neyreneuf, inspecteur d'académie retraité et élu municipal dans le 18^e arrondissement de Paris. Et rien ne garantit qu'une classe d'arabe, quand elle ouvre, soit installée pour longtemps. Si vous avez un mauvais prof d'allemand, vous ne fermez pas les classes d'allemand. En arabe, au bout de deux ans, si le prof est mauvais, on ferme ! » Même vis-à-vis des élèves, il n'est pas toujours facile de faire la promotion des cours d'arabe : « En italien, on peut les séduire en promettant un voyage à Rome, mais pour l'arabe on a quoi à vendre ? Le Caire, Damas, Alep... Ce n'est plus trop possible », soupire Michel Neyreneuf dans son épaisse barbe. Les cours sont aussi marqués par une grande hétérogénéité : on y trouve aussi bien des immigrés de troisième génération qui ne parlent pas un mot d'arabe, que des primo-arrivants bilingues. Cet édifice est en fait fragile et très artisanal. « Trouver des profs, ce n'est pas

difficile, on en recrute d'excellents, continue Michel Neyreneuf, mais ce n'est pas pareil partout : on avait ouvert une classe à Cholet, mais le jour où l'enseignant a déménagé, c'était pas simple de trouver quelqu'un qui habite la ville... » Zeina aimerait dédramatiser cet enseignement : « Il faudrait que les gens viennent voir comment on travaille, ça éviterait les caricatures. Ce sont des cours de langue vivante, comme l'espagnol ou l'italien : on regarde des films, on s'intéresse à la littérature, à la poésie. Ce n'est surtout pas un cours de religion, c'est même parfois l'inverse, l'occasion d'avoir un regard critique sur le monde arabe, la condition des femmes, les pays autoritaires. » Épuisée des obstacles que pose l'Éducation nationale, elle songe à démissionner. « Il serait pourtant très simple d'ouvrir des postes, de passer des instructions aux recteurs, et de faire avancer le problème à bas bruit », souffle-t-elle. Tout ça me semble un peu ridicule : on parle ici de la plus grosse administration française, le socle de la République, et on ne pourrait ni imposer des ouvertures de classes, ni recruter des enseignants, ni organiser le territoire en fonction des besoins ?

Les profs d'arabe évoquent aussi leur lassitude d'être pris pour l'Arabe de service, voire pour l'imam de service, avec toutes les caricatures qui vont avec. Mohand raconte : « Un jour, le proviseur m'appelle pour traduire un échange avec une mère de famille voilée. Elle était turque. Il savait qu'elle était turque. J'ai dû expliquer au principal qu'en Turquie on ne parlait pas l'arabe, mais le turc... ça ne lui avait pas traversé l'esprit que je ne suis pas prof d'islam, mais prof de langue arabe, justement. » Ces histoires témoignent du fait que les amalgames entre langue arabe et islam sont aussi présents dans l'Éducation nationale que dans le reste de la société. « Le concours que j'ai passé, c'est pas "questions pour un

champion de l'islam", c'est une agrégation française ! » s'énerve ainsi Samia. « Il faut qu'on soit irréprochables, ajoute Mohand, on porte tout sur nos épaules : l'image de la langue arabe, des Arabes en général, et même de l'islam, alors que beaucoup de profs d'arabe ne sont pas musulmans. » Les choses vont parfois plus loin, avec une partie du corps enseignant qui rejette en bloc l'enseignement de l'arabe. « J'ai le souvenir d'un collège du Nord où on souhaitait ouvrir une classe, le recteur était d'accord et, honnêtement, on pensait que tout se passerait bien avec les profs, puisque c'était un bastion d'un syndicat enseignant marqué à gauche, m'a raconté Bruno Levallois, ancien inspecteur général d'arabe et ancien président de l'Institut du monde arabe à Paris. Et là, le prof arrive, et il se fait mettre à la porte par les collègues qui lui disent "hors de question que tu te pointes ici : on ne veut pas de cours d'arabe chez nous". Leurs arguments : l'arabe c'est la langue de la mosquée, les immigrés doivent d'abord s'intégrer, etc. » Mohand, qui a écumé plusieurs collèges et lycées en France, confirme : « Le blocage vient souvent de la part des autres enseignants. On a d'un côté ceux qui disent presque explicitement "on ne veut pas avoir de petits bougnoules dans notre bahut de centre-ville" et de l'autre ceux qui disent explicitement que "l'arabe, c'est fait pour la mosquée". »

Résoudre ces difficultés paraît techniquement assez simple : il suffirait d'ouvrir plus de postes aux concours, d'encourager les ouvertures de classes et de les maintenir ouvertes même s'il y a peu d'inscrits dans un premier temps. Pas de quoi grever durablement le budget de l'Éducation nationale : on parle d'une dizaine de postes supplémentaires à créer par an. « Quand on respecte une langue, on ne fait pas de bricolage », m'a expliqué, en colère, l'ancien ministre de

l'Éducation nationale Jack Lang. Il est aujourd'hui président de l'Institut du monde arabe, à Paris, une institution culturelle unique au monde, qui propose notamment des cours de langue. Il vient de publier un ouvrage très documenté sur le sujet⁴ et n'y va pas par quatre chemins : « Dans l'Éducation nationale, la situation est mauvaise pour toutes les langues à part l'anglais, mais pour l'arabe, c'est aggravé par les préjugés. » Pour lui, l'une des clés d'un bon enseignement d'une langue c'est d'assurer la continuité. « Tout cela est très mal géré : un élève ne va pas s'inscrire en arabe s'il ne sait pas s'il va pouvoir continuer par la suite, dans son collège ou son lycée de secteur », m'a expliqué l'ancien ministre, dans son bureau du dernier étage de l'IMA, sur les quais de Seine. Pour celui qui se définit comme un « fanatique du plurilinguisme », « il faut tourner le dos à l'idée que la langue arabe, c'est pour les Arabes. Dans l'Éducation nationale, il y a une exigence d'ouverture d'esprit ». Face à la demande croissante de cours d'arabe, l'Institut du monde arabe a fait un partenariat avec l'université de Jussieu pour pouvoir accueillir tous les élèves. L'IMA a d'ailleurs créé un certificat international de maîtrise en arabe, le CIMA, qui est une sorte d'équivalent du TOEFL anglais. Lui aussi s'inquiète de l'abandon de la langue au détriment du privé et des associations religieuses : « Développer l'apprentissage de l'arabe dans nos écoles, c'est créer les conditions d'un enseignement véritablement laïc de l'arabe, selon les valeurs de la République française. L'exact opposé de ce que veulent faire croire les marchands de peur. Il faut avoir le courage de le dire : développer l'enseignement de l'arabe dans nos écoles est une urgence pour nos élèves, une urgence pour notre société, une urgence pour la République. »

La situation est tout à fait différente dans l'enseignement supérieur, et en particulier dans les grandes écoles : là, il s'agit

d'une langue d'élite, et la plupart des étudiants qui l'apprennent ne sont pas issus de l'immigration. Zeina, une enseignante qui navigue entre des cours dans deux lycées de banlieue et dans une prestigieuse université parisienne, explique. « Il y a une différence très nette entre les deux. À la fac, je dois avoir 10 % d'élèves d'origine arabe, alors qu'au lycée, j'ai eu une fois un élève qui s'appelle Paul, mais c'est tout ! » Marie Varin, secrétaire de l'Association française des arabisants (AFDA), qui enseigne à l'école militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, explique que « l'organisation dans les grandes écoles est moins idéologique que dans l'Éducation nationale. Dans le secondaire, il y a cette idée qu'on n'aura que des élèves d'origine maghrébine, ce n'est pas le cas dans les grandes écoles ». Et de donner son propre exemple : « Saint-Cyr est une école des officiers de l'armée de terre. On y trouve peu d'élèves d'origine maghrébine et pourtant on a une demande assez forte pour les cours d'arabe. » Dans les écoles militaires, une partie des élèves cherche à découvrir une nouvelle langue, mais une partie s'imagine aussi apprendre la « langue de l'ennemi », comme les étudiants américains rêvant d'espionnage apprenaient le russe pendant la guerre froide. Dans la plupart des grandes écoles, c'est plutôt l'argument économique qui joue, explique Jorg Eschenauer, chargé des langues à la Conférence des grandes écoles (CGE) et enseignant d'allemand à l'école des ponts. « Cela s'explique de manière assez simple : les grandes écoles sont pragmatiques, elles veulent que leurs diplômés soient recrutés au plus vite et c'est un avantage d'avoir une langue en plus ! Ce n'est plus l'anglais qui fait la différence sur le marché du travail aujourd'hui. » Dans ces classes, on trouve aussi bien des Français sans lien avec le monde arabe qui voient une opportunité économique que des Français arabo-descendants qui maîtrisent mal l'arabe et veulent se perfectionner pour

pouvoir travailler dans le Golfe ou au Maghreb. On trouve ainsi de l'arabe dans toutes les filières d'élite française : Sciences Po, Centrale, Polytechnique, les ENS, les classes préparatoires aux grandes écoles et certaines écoles de commerce. La situation est plus contrastée à l'université. À la rentrée 2019, l'arabe était enseigné dans une quinzaine d'universités à 5 500 étudiants – dont un tiers en langues étrangères appliquées, filière dont la visée est professionnelle. Un chiffre en nette baisse ces dix dernières années. La France a une très longue histoire de l'enseignement de l'arabe dans ses « écoles d'élite », qui remonte à 1530, au Collège des lecteurs royaux (l'ancêtre du Collège de France) sous l'impulsion de François I^{er}. Avec une agrégation mise en place en 1906 par un décret d'Aristide Briand, Paris est la première capitale européenne à avoir constitué un corps d'enseignants dits « arabisants », une tendance qui s'est encore renforcée avec la colonisation du Maghreb et le mandat français en Syrie et au Liban. Ce qui explique que des linguistes et des chercheurs français se trouvent de longue date parmi les grands noms de la philologie arabe ou des traducteurs du Coran. Les arabisants français, c'est une sorte de compagnie d'élite de la langue arabe, ils sont réputés dans le monde entier pour leur fine connaissance du sujet et leur capacité à manier les différents dialectes, les références littéraires ou religieuses. De fait, le concours de l'agrégation d'arabe en France est extrêmement difficile et la différence est criante entre cette formation de très haute tenue et les faibles moyens dédiés à l'apprentissage dans le secondaire. « Il y a une tradition élitiste orientaliste dans l'enseignement supérieur qui n'est pas adaptée pour aller faire des cours dans des lycées difficiles », reconnaît Samia, qui est passée par cette expérience. Dans ma vie, j'ai souvent croisé ces représentants des élites françaises qui parlent un arabe parfait. Ils ont étudié à Beyrouth ou

au Caire, et connaissent le Proche-Orient et le Maghreb comme leur poche. Diplomates, hauts fonctionnaires, universitaires : rien ne m'agace plus que ces « arabisants » qui parlent bien mieux que moi ma langue maternelle et ont souvent l'outrecuidance d'être humbles et sympas. Leur maîtrise de l'arabe leur a souvent permis de progresser dans leur domaine, tel le conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron, Emmanuel Bonne, ancien ambassadeur de France au Liban. Récemment encore, lors d'un voyage en Arabie saoudite pour un reportage pour *Le Monde* sur des installations pétrolières, je me suis trouvé bien incapable de répondre en arabe à mes interlocuteurs saoudiens qui étaient pourtant ravis de voir un Libanais arriver, alors que, parmi les Français présents, des diplomates ou des pétroliers devisaient dans un arabe châtié.

La sociologue Kaoutar Harchi, cette Franco-Marocaine qui parle l'arabe à peu près aussi mal que moi, m'a raconté ainsi son arrivée en tant qu'enseignante à Sciences Po. « La question de la langue arabe s'est posée pour moi tardivement quand j'ai été confrontée à des étudiants de Sciences Po qui se disaient arabisants. Des Jeanne, des Chloé, des Hugo, qui me disaient : "Madame, on doit partir un peu plus tôt du cours, on a cours d'arabe." À l'époque je me suis dit : c'est étonnant, pour eux c'est valorisé, c'est important, parce que justement ils ne sont pas arabes. Alors que pour des gens comme moi, avec un ancrage populaire fort, c'était quelque chose de plutôt honteux, qu'il fallait dissimuler, il fallait faire attention de ne pas mettre en avant cette langue. » Elle se rappelle ainsi ces réunions au lycée où elle prévenait sans ménagement sa mère de ne pas parler arabe devant les enseignants. La journaliste Nadia Daam ne dit pas autre chose : « J'ai compris le problème quand j'ai commencé à travailler dans des rédactions

où Sébastien ou Maud parlaient l'arabe. Soudain je réalisais que j'aurais pu avoir un avantage. Je l'ai vécu toute mon enfance comme un putain de fardeau, et là c'est comme si j'avais refusé un cadeau ! » Je connais bien cette frustration : j'étais étudiant en journalisme au début de la deuxième guerre d'Irak, en 2003, et l'un de mes camarades m'avait un jour expliqué que j'étais vraiment chanceux de pouvoir espérer devenir reporter dans le monde arabe. « Tu passeras inaperçu, puisque tu parles la langue, personne ne pensera que tu es un reporter étranger ! » m'avait-il félicité. J'avais été bien incapable de lui avouer que, avec ce que m'avait transmis ma famille, je pouvais au mieux demander où était le restaurant libanais le plus proche et y commander un *chawarma*. Autrement dit : la langue arabe pour les Arabes, ce serait de la ghettoïsation, mais pour les autres, une possibilité d'ouverture et de progrès social ? Kaoutar Harchi : « L'arabe est valorisé pour ceux pour qui c'est une accession plus extrême encore à l'universalité, à la diversité du monde. Mais si c'est rattaché à l'histoire migratoire, à l'exil parental, là il y a une illégitimité assez forte qui s'installe. » Cette vision binaire est totalement assumée par certains opposants au développement de l'apprentissage de l'arabe à l'école, comme la porte-parole des Républicains, Lydia Guirous : « Promouvoir la langue arabe, dans les écoles des beaux quartiers, où les élèves bénéficient d'un bagage culturel conséquent, d'une maîtrise parfaite de la langue française et des langues étrangères indispensables pour intégrer les filières sélectives n'est pas problématique », expliquait-elle en 2018 dans une tribune à *Valeurs actuelles*⁵, avant d'assurer qu'à l'inverse l'apprentissage de l'arabe pour les enfants d'immigrés serait une manière de les « encourager à poursuivre dans la voie du repli identitaire ».

Là où ce décalage est encore plus visible, c'est dans l'enseignement primaire. Aussi étonnant que ça puisse paraître, c'est là que le plus d'enfants français apprennent (un peu) d'arabe. Il y a environ 60 000 inscrits – soit 0,87 % des écoliers – dans un dispositif curieux, appelé Enseignements de langue et culture d'origine (ELCO). C'est ce système bancal et daté qui a suscité, ces dernières années, le plus de polémiques et de hargne sur l'enseignement de l'arabe. À l'origine, les ELCO ont été mis en place en 1977 pour que les enfants des travailleurs immigrés gardent un lien avec la langue de leurs parents pour pouvoir ensuite retourner dans « leur » pays. Ce dispositif a concerné jusqu'à neuf pays, dont trois pays du Maghreb pour l'arabe (Maroc, Algérie, Tunisie) et six pays européens (Portugal, Espagne, Turquie, Serbie, Croatie, Italie). L'idée était simple : proposer des plages horaires de cours de langue facultatifs en dehors des heures de classe, mais dans les établissements scolaires, souvent le mercredi après-midi ou le samedi. Avec un détail qui a son importance : les cours sont assurés par des enseignants envoyés par le pays en question. Il y a donc en France environ 400 enseignants marocains, un peu moins de 200 algériens et une petite centaine de tunisiens. Quand je dis que le système est bancal, c'est parce qu'il n'est pas très efficace pour apprendre l'arabe aux enfants, et qu'il prête le flanc à des polémiques stériles et souvent xénophobes.

Premier problème des ELCO : le niveau de l'enseignement est hétéroclite et souvent d'assez mauvaise qualité. La journaliste Nassira El Moaddem résume : « C'était pourri, et ça l'est toujours. » L'ancienne directrice de la rédaction du Bondy Blog a grandi à Romorantin-Lanthenay, dans le Loir-et-Cher, et son père voulait absolument que ses enfants apprennent correctement l'arabe. Elle raconte sans détour : « Tous les âges étaient mélangés, et d'une année sur l'autre on

recommençait la même chose. Je reconnais que ce n'était pas simple pour le prof, il avait des gens de tous les niveaux et de différentes origines, certains venaient toutes les semaines, d'autres une fois de temps en temps. Mais le résultat était décevant et très frustrant. J'ai suivi les cours d'ELCO pour petits Franco-Marocains jusqu'à mes dix-huit ans, j'y allais même quand j'étais au lycée, alors que mes copains allaient faire du vélo le mercredi après-midi », se souvient-elle. Des années plus tard, elle s'est inscrite à l'Inalco pour (ré)apprendre l'arabe sérieusement et est partie se perfectionner au Caire. « C'était une revanche sur les ELCO, dit-elle aujourd'hui. Les ELCO, j'y ai passé dix ans, et c'était l'équivalent de trois ans d'apprentissage. » Une autre personne m'a raconté son « souvenir désastreux » des ELCO : Najat Vallaud-Belkacem. Élève dans un quartier populaire d'Amiens, l'ancienne ministre socialiste a suivi pendant plusieurs années des cours d'arabe quand elle était écolière, mais elle n'en a pas gardé grand-chose. « C'était un prof marocain, qui n'était absolument pas pédagogue, il employait des vieilles méthodes, parfois il tapait les enfants sur le bout des doigts ! C'était choquant. Je n'ai jamais appris un mot d'arabe avec lui ! Ces cours étaient aux antipodes de l'école française. » Elle qui vient d'une famille berbérophone avait quelques rudiments d'arabe, mais n'est jamais allée très loin dans cet apprentissage. Des années plus tard, arrivée au ministère de l'Éducation nationale en 2014, Najat Vallaud-Belkacem engage une réforme d'importance des ELCO, ce qui lui a valu de recevoir un torrent de haine. Il faut dire que, pendant très longtemps, le dispositif a été laissé à l'abandon, avant que Jack Lang ne tente dans les années 2000 d'unifier les pratiques. L'ancien inspecteur d'académie Michel Neyreneuf a participé à cette époque à l'élaboration d'un programme commun : « Avant, il y avait dans certaines villes

un prof pour les Algériens, un pour les Marocains, un pour les Tunisiens, ce n'était pas très bien organisé », explique-t-il. Bruno Levallois, cet ancien inspecteur général d'arabe de l'Éducation nationale, résume : « Le problème des ELCO, c'est que les méthodes d'enseignement y sont très surannées, il y a beaucoup d'apprentissages par cœur, ce n'est pas très ludique. » Le résultat est assez peu satisfaisant : les cours, qui débutent à partir du CE1, sont optionnels, connaissent une baisse de la fréquentation tout au long de l'année et une application du programme aléatoire.

Mustapha El Barqach, ancien enseignant d'ELCO marocain et par ailleurs doctorant en linguistique, témoigne : « Si on commence un cours avec quinze élèves, on sait qu'à la fin de l'année on en aura six ou huit. Les notes ne comptent pas dans le système scolaire, ce qui fait que les élèves ne sont pas forcément très motivés », explique-t-il. Surtout, c'est un dispositif totalement daté : rappelons qu'il s'agissait à l'origine de permettre à ces élèves de retourner dans « leur » pays, une fois que leurs parents auraient fini de faire tourner les usines Renault ou Matra. Mais ces enfants sont devenus des Français adultes, qui vivent et travaillent en France, et parlent bien mieux le français que l'arabe. Les ELCO ont survécu en grande partie parce que les trois pays du Maghreb ne veulent pas y renoncer – en fait, par volonté de garder un œil sur « leurs » ressortissants. Le Maroc, surtout, y voit une manière de conserver un lien fort avec la diaspora. C'est la Fondation Hassan-II, présidée par la princesse Lalla Meryem, la sœur du roi Mohammed VI, qui gère directement le dossier. Elle fait passer un concours chaque année à plusieurs milliers de candidats, qui y voient une possibilité de venir vivre et enseigner en France. La Fondation y consacrerait chaque année plus de 10 millions d'euros. Autour de 40 000 élèves,

soit plus des deux tiers des ELCO en langue arabe, sont encadrés par des profs marocains. L'Algérie n'envoie plus d'enseignants formés en Algérie, mais recrute des contractuels en France. Des trois pays, la Tunisie est celui qui a le moins de classes et d'enseignants.

Outre le fait que le dispositif soit daté et pas très efficace, il est confronté depuis plusieurs années à un procès en communautarisme : les ELCO seraient devenus des lieux de radicalisation islamiste, où les enseignants confondraient allègrement la langue arabe et l'islam. L'ancienne ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem a été violemment attaquée lorsqu'elle a tenté de réformer les ELCO. Elle avait engagé une renégociation avec les différents pays pour passer les ELCO dans le cadre scolaire classique et que les cours soient à terme assurés par des assistants de langue payés par l'Éducation nationale. Cette réforme, qui rebaptise les ELCO en EILE (Enseignements internationaux de langues étrangères), est en train de voir le jour à pas feutrés, Emmanuel Macron l'a annoncé dans son discours contre le « séparatisme » en février 2020. En réalité, il se contente de reprendre le travail de transformation engagé par Najat Vallaud-Belkacem, mais sans l'assumer publiquement. À l'époque, en 2016, poussée par des sites d'extrême droite et des chaînes de mails mensongères, l'idée selon laquelle l'arabe allait devenir « obligatoire » à l'école primaire s'est répandue comme une traînée de poudre. Il n'en est rien : le projet du ministère était de mettre fin progressivement à ces bizarres ELCO et d'intégrer ces enseignements dans le cursus classique pour les élèves qui le souhaiteraient.

Mais pourquoi Emmanuel Macron et la droite accusent-ils les ELCO d'être des véhicules du communautarisme ? Aucune étude sérieuse ne permet de l'affirmer. La seule source à

laquelle se réfèrent tous les opposants politiques aux ELCO est un rapport paru en 2013 d'une instance qui n'existe plus, le Haut Conseil à l'intégration (HCI). Plusieurs députés LR ou Rassemblement national (ex-Front national), mais aussi des mouvements issus de la gauche laïque, utilisent cette référence pour dénoncer les risques que feraient peser les ELCO sur les enfants. En 2015, Bruno Le Maire, alors député d'opposition, s'était par exemple appuyé sur ce rapport pour demander à l'Assemblée nationale la suppression des ELCO, « qui favorisent le communautarisme ». Ce document du HCI existe bel et bien. Il s'inquiète en effet des dérives communautaires possibles dans le cadre de l'enseignement des ELCO... mais uniquement dans le cas de la langue turque. Le rapport est assez superficiel – aucun prof ni aucune ambassade qui gère le programme n'a été auditionné, aucune mission de terrain réalisée – et reste relativement discret sur l'enseignement de l'arabe. Aucun exemple de dérive sectaire ou de propos liés à la religion n'a été rapporté aux auteurs du rapport. Le dispositif des ELCO est pourtant dénoncé sur cette base depuis plusieurs années... par des gens qui n'ont visiblement pas lu le document. « Le dispositif n'est pas satisfaisant, mais il est faux de dire qu'il n'est pas contrôlé, note par ailleurs Bruno Levallois. N'importe quel inspecteur peut y aller – et d'ailleurs ils y vont : la direction générale de la scolarité a, chaque année, des centaines de rapports d'inspection. Le fond du problème c'est la pédagogie, pas le communautarisme ! » Paralysé par la polémique, le ministère de l'Éducation nationale ne veut plus s'exprimer sur le sujet : « Le dossier est devenu hypersensible », reconnaît une source interne au ministère, qui explique que « Vallaud-Belkacem et Blanquer ont ramassé énormément là-dessus ». Le cabinet de Jean-Michel Blanquer a commandé un rapport sur le sujet à l'inspection générale en 2017, mais refuse de le rendre public.

Une situation qui laisse pantois Mustapha El Barqach, cet ancien enseignant d'ELCO marocain : « On marche sur la tête avec cette histoire : les profs qui viennent enseigner sont des enseignants normaux, et on les traite comme de vulgaires prédicateurs, c'est ridicule. » Un autre ex-prof d'ELCO qui a tenu à rester anonyme est plus précis : « Les ambassades sont très vigilantes à justement éviter tout type de propagande vis-à-vis des communautés en question, et notamment politique, contre le régime marocain par exemple. » Souvent, il arrive que des parents demandent aux enseignants d'ELCO d'aborder des sujets religieux, explique Mustapha El Barqach. « On a bien sûr des questions d'enfants qui ont trait à la religion, mais les profs savent bien que l'école est laïque et arrêtent la discussion tout de suite. Les profs marocains savent qu'ils sont hyper-surveillés et peuvent être virés pour moins que ça », témoigne-t-il. Surtout, le fameux rapport du HCI préconise principalement d'intégrer progressivement l'enseignement de ces langues étrangères dans le cursus global. C'est exactement ce qu'a tenté de faire Najat Vallaud-Belkacem, qui a alors été accusée de communautarisme et de vouloir rendre l'arabe obligatoire. C'est également la direction prise par Emmanuel Macron, même si les contours sont plus flous. L'affirmation mensongère selon laquelle l'arabe allait devenir obligatoire en primaire a été maintes fois démontée, mais elle continue pourtant d'être portée par des responsables politiques de premier plan. Xavier Bertrand, le président de la région des Hauts-de-France, a ainsi répété à de nombreuses reprises cette grossière intox à des heures de grande écoute. C'est un autre paradoxe de cette histoire : l'arabe à l'école publique est en déshérence complète et se trouve attaqué par celles et ceux qui disent vouloir lutter contre le communautarisme et l'enseignement religieux. « C'est le comble de penser que Marine Le Pen et la droite s'opposent à l'enseignement de

l'arabe en dénonçant le communautarisme. C'est d'une hypocrisie totale : ils prennent le risque de précipiter les élèves vers les cours dans les mosquées ! Au fond, ils s'en fichent complet. Ce qu'ils mènent, c'est un combat contre la langue arabe, contre l'islam, contre les Arabes », s'énerve Jack Lang.

-
1. *La Fabrique de l'islamisme*, Institut Montaigne, 2018.
 2. Tous les prénoms des enseignants ont été modifiés, à leur demande.
 3. Le rectorat explique que l'île entretient des « liens étroits avec la culture arabo-musulmane, tissés par plusieurs siècles de contacts et d'histoire commune ».
 4. Jack Lang, *La langue arabe, trésor de France*, Cherche-Midi, 2020.
 5. « Apprentissage de l'arabe à l'école : quand le macronisme encourage le repli identitaire », *Valeurs actuelles*, 14 septembre 2018.

Comment l'islam enseigne l'arabe

C'est une sorte de fête de l'Huma halal : tous les ans, des dizaines de milliers de personnes se pressent au Bourget pour la Rencontre annuelle des musulmans de France, organisée par ce qu'on appelait auparavant l'UOIF, une branche plutôt rigoriste de l'islam de France, que ses détracteurs accusent d'être proche des Frères musulmans. Comme à la grande fête communiste, il y a un côté pile et un côté face : d'un côté, des conférences et des débats où il n'y a pas forcément grand monde, de l'autre des stands de bouffe, des magasins pour acheter des *abayas*¹ ou des couscoussières, des vendeurs de tapis pour les mosquées, et même des barbiers pas du tout musulmans mais qui ont flairé le bon filon. Sur le stand de l'IESH, un institut musulman réputé pour ses cours de Coran et d'arabe, je rencontre Ali El Haddad, l'un des enseignants. Il me propose un test pour évaluer mon niveau : je viens de faire vingt heures de cours par Skype, je me frotte les mains en me disant que, cette fois-ci, je vais démonter les exercices. Il y a des textes à trous, des phrases à remettre dans le bon sens. Tout ça semble à ma portée. Il ne me faut pas longtemps pour comprendre que je vais lamentablement échouer : j'arrive à lire les mots, mais je n'en connais aucun. Est-ce que mon niveau d'arabe a encore reculé ? Le prof ramasse ma copie, je grimace en lui disant que je trouve ça difficile, quand même. Il corrige sous mes yeux : 10 sur 40. Pitoyable. Je lui demande

de traduire l'exercice. Et là, je comprends : les exemples sont tous issus de textes religieux, et les mots à trouver sont « mosquée », « prière » et « pèlerinage ». Évidemment, je n'avais aucune chance. Quand j'ai pris des cours d'arabe, j'ai plutôt appris des phrases comme « Où se trouve l'université ? », « Dans quelle ville habites-tu ? » et surtout « Puis-je avoir du poulet avec de l'ail ? ». « Je ne donne pas un seul champ sémantique, m'explique doctement Ali El Haddad, on aborde aussi la presse, le commerce, l'agriculture, etc. Mais c'est vrai que beaucoup sont attirés chez nous par le côté religieux », ajoute-t-il. Sur le stand, une dizaine de jeunes prend des renseignements pour savoir comment se passent les cours d'arabe, quel diplôme on peut espérer obtenir, et surtout, surtout, si on peut apprendre à lire le Coran. L'institut propose un cursus complet de deux ans, sans reconnaissance universitaire. « La plupart des gens qui s'inscrivent sont des jeunes de culture arabo-musulmane qui viennent avec une motivation religieuse, explique Ali El Haddad, qui tance : Leurs parents ne parlent pas l'arabe littéraire² en général, et le dialecte leur a laissé des mauvaises habitudes. »

Pticem Benarabe, une Lyonnaise qui tient le stand de Wafid, une agence qui organise des voyages pour aller apprendre l'arabe en Jordanie, confirme : « On voit émerger une génération qui n'a pas vraiment reçu l'arabe de la part de leurs parents et se tourne vers nous. » Les stages de langue arabe s'adressent plutôt à des trentenaires, prêts à partir trois semaines l'été pour apprendre ou réapprendre l'arabe. La motivation religieuse est très présente chez les étudiants. Le stage coûte 1 400 euros, plus le billet d'avion. Mais si on ajoute 300 euros, on bénéficie d'un détour par Jérusalem et l'esplanade des Mosquées. « Si les gens viennent vers nous, c'est pour des raisons liées à l'apprentissage de l'islam et des

cultures arabes. On a affaire à des gens qui sont immigrés de troisième, parfois quatrième génération, mais qui n'ont pas rompu le lien avec leur culture d'origine ou leur religion. Et comme en France l'enseignement de la langue arabe peine à voir le jour... », explique-t-elle. L'an dernier, l'agence a multiplié le nombre de ses clients par trois : surtout des jeunes actifs, qui ont de quoi mettre suffisamment de côté pour se payer ces vacances studieuses. « Mais on commence à avoir de plus en plus de demandes de familles, qui veulent avoir des cours parents/enfants », note-t-elle. Dans les librairies présentes au Bourget, on trouve surtout des manuels qui ancrent la langue arabe dans sa dimension religieuse. Ils revendiquent souvent d'être « agréés université de Médine » ou s'appellent *Les Bonnes Manières du petit musulman*.

Partout en France, les associations font le même constat : la demande d'apprentissage de l'arabe est en très forte hausse. Résultat : un business de cours d'arabe plus ou moins bons a fleuri, de YouTube à la messagerie Telegram en passant par des méthodes plus ou moins sérieuses. « On voit des manuels du type “Apprendre l'arabe en 20 jours” ou “Apprendre l'arabe en coloriant”, qui sont vraiment des arnaques, explique Karim³, un éditeur de manuels destinés notamment aux mosquées. Il existe beaucoup de méthodes basées uniquement sur la religion. Mais ensuite si tu envoies cet élève au bureau de poste, il ne pourra pas communiquer ! » La promesse souvent affichée : parvenir à lire le Coran dans son intégralité. Une mission quasi impossible tant l'arabe du livre saint des musulmans est éloigné de la langue parlée aujourd'hui. C'est un argument souvent invoqué par les partisans de l'enseignement de l'arabe dans l'Éducation nationale : attention, si l'école publique n'enseigne pas cette langue, les religieux s'en chargeront pour vous. Une histoire qui est déjà

arrivée, on l'a vu, à une autre langue parlée en France : l'hébreu. Aujourd'hui, apprendre l'hébreu dans le secondaire public est quasiment impossible, la langue est proposée dans une vingtaine d'établissements seulement. L'apprentissage a été progressivement pris en main par les établissements religieux confessionnels.

L'arabe prend-il la même direction ? L'enseignement de l'arabe dans des centres religieux échappe à toute forme de coordination ou de contrôle. Ce qui inquiète certains, comme le consultant Hakim El Karoui, qui s'en était ému dans son rapport pour l'Institut Montaigne en 2018. « Si on n'augmente pas le nombre de profs à l'école publique, la prochaine génération aura été formée dans les mosquées. Ce ne seront pas forcément des islamistes mais ils auront eu une approche de la langue qui sera quand même un peu différente », dit-il.

Les cours dans les mosquées interrogent pour deux raisons : d'abord parce qu'il y a souvent un mélange entre langue et religion. Mais aussi – et surtout – parce que le niveau des cours est unanimement reconnu comme mauvais. Karim, cet éditeur de manuels à destination des mosquées, m'a ainsi expliqué : « Il faut comprendre que les profs dans les associations musulmanes sont rarement formés pour être enseignants. Certains maîtrisent mal la langue arabe. Donc les enfants s'ennuient, alors que c'est le week-end et qu'ils ont envie de faire autre chose. » Il résume de manière lapidaire ce qu'il voit dans de nombreux lieux : « La classe est moche, l'enseignant parle mal, il n'y a pas de livres. » Une vision catastrophiste confirmée par Mahdi Mustapha, qui dirige une école d'arabe adossée à l'association musulmane de Saint-Chamond, dans la Loire. « Certains profs n'ont aucun diplôme, et beaucoup ont des méthodes pédagogiques violentes, tapent sur les doigts des enfants. Forcément, ensuite,

ils n'ont plus du tout envie d'apprendre l'arabe. » Dans son association, qui donne des cours dans trois villes du département, les douze profs sont diplômés et accueillent 330 élèves de quatre à soixante-cinq ans. Il est également diplômé en sciences islamiques, mais explique aux parents en début d'année : « Si tu viens chez moi pour que ton fils lise deux versets du Coran, c'est pas la peine. Moi, je veux que la langue arabe ce soit une arme pour détruire l'ignorance. Et un outil de plus, pour pouvoir trouver du travail, par exemple. » Dans la plupart des villes de France, les mosquées et associations musulmanes sont animées par des bénévoles et les cours ne coûtent pas cher, entre 150 et 300 euros l'année selon les lieux. Pas de quoi payer des profs diplômés, acheter des manuels ou des outils pédagogiques. Seuls quelques gros centres comme la Mosquée de Paris, celles de Lyon ou de Saint-Étienne, disposent de profs qualifiés ou de tableaux numériques interactifs. Mais certaines grandes villes, comme Marseille, n'ont pas de lieux de culte qui enseignent l'arabe correctement. L'ancien inspecteur général d'arabe de l'Éducation nationale, Bruno Levallois, a souvent rencontré les responsables de l'enseignement des associations musulmanes. « La société française et l'Éducation nationale n'ont pas fait leur place à cette culture et à cette langue. Il ne reste que le cadre communautaire. Cela pose parfois un conflit de loyauté pour les familles entre l'école et la religion. Mais le choix s'impose souvent de lui-même, s'il n'y a pas de cours proposés dans l'Éducation nationale », reconnaît-il. Ce qui ne l'empêche pas de ne pas mâcher ses mots : « Ce que j'ai pu voir, c'est un enseignement minable, fait par des incultes et des incompetents. Cela produit un effet terrible, et renforce auprès des jeunes l'idée qu'apprendre l'arabe c'est pénible. On enseigne comme sous l'Ancien Régime, avec des représentations archaïques de la langue. Souvent avec un fort

mélange de langue et de religion. Mais les élèves au final n'en retiennent rien du tout. » On pourrait y voir la critique facile d'un cadre du système scolaire contre des rivaux potentiels. Même au sein des associations musulmanes, on reconnaît sans peine cette difficulté, souligne Karim : « Ceux qui enseignent ont de bonnes intentions, mais ce n'est pas leur métier ! Ils sont bouchers, maçons ou simplement le cousin de l'imam. On ne s'improvise pas prof d'arabe ! » Le même constat est formulé par Karima Allaoui, responsable de l'enseignement à la grande mosquée de Nantes, l'Association islamique de l'ouest de la France, où plus de 500 enfants entre six et seize ans suivent des cours d'arabe chaque année. « La première motivation des parents, c'est que leurs enfants apprennent un peu du Coran. S'ils finissent l'année en récitant une ou deux sourates, ils sont satisfaits. Mais ce n'est pas ça apprendre une langue vivante ! » Elle a mis en place des ateliers d'apprentissage par le chant ou le théâtre, pour rendre les cours plus dynamiques et appliquer de nouvelles méthodes pédagogiques. « Dans beaucoup d'associations, l'arabe est enseigné comme une langue morte. C'est très regrettable. » Outre le problème de la formation des enseignants, elle impute une part de la responsabilité aux parents : « Eux-mêmes ne parlent pas l'arabe, ils veulent se rattraper via leurs enfants. Il ne faut pas s'étonner que les élèves ne soient pas toujours très motivés... »

Les enfants qui ont appris l'arabe dans ces écoles en gardent ainsi un souvenir mitigé. Le metteur en scène Mohamed El Khatib a grandi près d'Orléans, dans une famille ouvrière venue du Maroc. Le mercredi après-midi, la mosquée où se rendait son père proposait des cours d'école coranique et de langue arabe. « On devait réciter par cœur, et dès qu'on se trompait, clac, on se faisait taper sur les mains. C'est pour ça

qu'on disait "apprendre avec les doigts", rigole-t-il aujourd'hui. C'était cool d'y aller, j'avais sept-huit ans, on jouait au foot dans la cour, c'était pas comme l'école française. On avait intégré que le prof buté frappait sur les doigts, et tout le monde trouvait ça très bien. » Des années plus tard, quand il s'inscrit pour prendre des cours d'arabe au lycée d'Orléans, c'est le choc. « Là, je découvre un truc qui n'a rien à voir avec le Coran ! J'ai découvert toute une culture arabe, Youssef Chahine et le cinéma égyptien, etc. » Surtout, il se rend compte qu'il n'avait pas retenu grand-chose. Il perd progressivement son arabe, faute de pratique, et oublie les versets du Coran appris par cœur. « Mais à l'âge de vingt-quatre ans, je suis allé en Palestine, et pour faire plaisir à ma mère, je suis allé sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. On m'arrête en me disant : "C'est réservé aux musulmans." Et là, ça ressort, sans pression, je récite le Coran, comme s'il était enfoui quelque part. Je récite parce que pour moi l'arabe c'est la langue du par cœur. Alors que j'ai appris par cœur des poèmes de Ronsard en hypokhâgne et que j'ai tout oublié ! »

Cette « langue du par cœur » a même un festival : lors de la Rencontre des musulmans de France au Bourget, un bâtiment est consacré au Concours national de mémorisation du Saint Coran dans lequel des enfants se succèdent pour psalmodier sur un ton monocorde des versets, devant un public clairsemé. Pour l'inculte que je suis, les règles du jeu sont difficiles à comprendre. Mais une chose est assez claire. Les enfants qui défilent les uns après les autres ne parlent pas l'arabe : ils ont appris par cœur des extraits qu'ils récitent, pour la plupart sans les comprendre. Après tout, il y a bien des gens qui récitent la messe en latin... Cette capacité à réciter, c'est précisément ce que promettent de nombreuses mosquées : « Nos ateliers valorisent l'enseignement de la langue arabe et du Coran »,

explique ainsi le site de l'Association des projets de bienfaisance islamiques en France (APBIF), qui promet que « les enseignants transmettent aux enfants la prononciation correcte et la belle récitation du Coran dès leur plus jeune âge ». En même temps, on ne va pas reprocher aux mosquées d'enseigner l'arabe de manière religieuse... Cette promesse d'apprentissage à ses limites, prévient Mahdi Mustapha, de Saint-Chamond : « Il ne suffit pas de parler l'arabe pour comprendre ce qu'il y a dans le Coran. » Cette situation crée parfois de la confusion dans les mosquées elles-mêmes : sur les pages Facebook de certaines associations, on voit des fidèles qui demandent à l'imam de ne plus prêcher en arabe parce que personne n'y comprend rien. Sur YouTube, on voit des imams qui passent de l'arabe au français, dans un mélange qui permet d'assurer une compréhension de l'auditoire tout en respectant les textes. Il suffit d'en regarder quelques-uns – et de lire les commentaires associés – pour remarquer que certains des plus assidus à la mosquée sont les plus gênés par les prêches en arabe.

Les islamo-stressés accusent souvent les cours d'arabe de « faire le lit du communautarisme », une expression qui cache souvent un procès caricatural en islam radical et donc en terrorisme. Mais ils oublient de regarder que les attentats terroristes des années 2015-2016 ont été commis dans leur très grande majorité par des Français qui ne parlent pas un mot d'arabe. Certains ont d'ailleurs voulu aller l'apprendre en Syrie ou en Irak, mais beaucoup se retrouvaient largués, une fois arrivés dans le territoire contrôlé par l'État islamique, tant leur capacité à parler l'arabe était faible. Un bon enseignement de l'arabe, y compris dans les mosquées, permettrait de mieux comprendre une religion souvent caricaturée – y compris par certains croyants, souligne Karima Allaoui de la grande

mosquée de Nantes : « Notre rôle, c'est de faire vivre à la fois la citoyenneté et la religiosité, et l'apprentissage de l'arabe peut aider à cela. Les enfants peuvent comprendre qu'on peut être musulman, respecter les piliers de l'islam, tout en vivant dans cette société, fêter Noël, Pâques, etc. On ne devient pas un bon musulman en apprenant le Coran par cœur sans rien comprendre ! » Beaucoup de parents de culture musulmane ne s'embarrassent pas de tous ces détails : ils veulent que leurs enfants apprennent l'arabe et cherchent d'abord l'option la plus proche de chez eux. Mécanisme économique bien connu : la hausse de la demande ne tient pas compte de la faible qualité de l'offre. Au fond, il ne s'agit pas d'opposer les gentils profs de l'Éducation nationale et les méchants professeurs des mosquées. Le vrai débat se trouve entre ceux qui pensent que l'arabe est une langue vivante et ceux qui le voient comme une langue figée, qu'ils soient imams, proviseurs ou députés.

1. Vêtement féminin porté au-dessus des autres, qui couvre l'ensemble du corps à l'exception du visage, des pieds et des mains.

2. Voir [ici](#).

3. À sa demande, son prénom a été modifié.

L'arabe est-il la langue du Coran ?

Je ne suis pas musulman, et pourtant l'arabe est ma langue maternelle. Pour moi, l'arabe n'a jamais été la langue du Coran : c'était la langue de ma grand-mère chrétienne fervente, pratiquant un rite oriental quasiment disparu, fan absolue de Mar Charbel, un saint que reconnaissent surtout les chrétiens libanais. Petit, le pèlerinage estival à l'église de Saint-Charbel était un passage obligé lors de toute visite à ma grand-mère, une douleur visible pour mon anticlérical de père et un ennui mortel pour mon frère et moi. C'est un paradoxe difficile à expliquer à des Français, qu'ils soient islamophobes ou islamophiles : mon arabe, c'est littéralement un arabe de curé. Et je ne suis pas très branché curés. À la mort de ma grand-mère, la messe prononcée dans l'église refaite à neuf du village de mon grand-père au sud du Liban était en arabe – évidemment, je n'ai rien compris à ce que disait le prêtre. Chez moi, quand on dit « *Allah ma'ak* » (« Que Dieu soit avec toi »), pour saluer quelqu'un sur le point de partir, on sous-entend qu'on parle du dieu des chrétiens. Oui, on dit quand même « *Allah* », parce que Dieu, c'est Dieu, et « Dieu » en arabe ça se dit « *Allah* », quelle que soit votre religion. Mes parents ont appris l'arabe avec des religieux, dans des écoles chrétiennes libanaises, qui faisaient aussi la part belle au français.

On peut faire un peu de comptabilité : il y a presque deux milliards de musulmans dans le monde et l'immense majorité d'entre eux ne parlent pas l'arabe. Les sept pays qui comptent le plus de musulmans ne sont pas arabophones : l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, le Nigeria, l'Iran et la Turquie. Vient ensuite seulement l'Égypte – et encore, ça dépend comment on compte les musulmans de Chine. Sur les 300 millions de personnes qui parlent l'arabe dans le monde, on trouve une grande majorité de musulmans et environ 10 millions de chrétiens.

On oublie aussi que l'arabe est historiquement la langue des juifs séfarades, qui, pour une partie d'entre eux, ont longtemps écrit l'arabe... avec l'alphabet hébreu. De nombreux textes religieux juifs ont été écrits en arabe, ainsi que toute la poésie médiévale séfarade.

En France, dans le débat sur la place de l'arabe, le même argument revient souvent : l'arabe n'est pas une langue comme les autres, puisque ce serait d'abord une langue religieuse. Écrire, lire, parler en arabe, ce serait voir le monde d'abord aux couleurs de l'islam et du Coran. Dans une tribune¹ publiée dans *Le Monde* en 2016, Hakim El Karoui et le directeur général délégué d'Airbus Marwan Lahoud proposaient de réformer l'enseignement de l'arabe à l'école publique, pour permettre de le détacher de l'enseignement de l'islam dans les mosquées. Je me souviens avoir passé une nuit déprimante à lire toutes les réactions des abonnés du *Monde*, dont on pourrait penser qu'ils sont un peu lettrés. Un déferlement de haine raciste et de stéréotypes, avec un argument principal : enseigner l'arabe, c'est enseigner l'islam. On y trouve par exemple le commentaire d'une certaine Rachel T. qui explique que les auteurs de la tribune auraient pour projet « d'islamiser la société française » à travers la

langue. « Et la laïcité ? Enseigner l'arabe à l'école publique n'est pas négociable », écrit un autre commentateur, Bernard N. La quasi-totalité des réactions vont dans le même sens, avec l'idée que l'arabe est indissociable de l'islam. Je dois reconnaître que je me suis moi-même souvent posé cette question sincèrement : est-ce que, si je n'apprends pas l'arabe, c'est parce que c'est une langue d'une religion à laquelle je ne crois pas ? Est-ce qu'il est historiquement juste d'associer l'arabe et l'islam ? J'ai posé la question à Marie Varin, professeure agrégée d'arabe et secrétaire de l'Association française des arabisants, qui m'a gentiment renvoyé dans mes cordes : « C'est complètement caricatural. L'arabe d'aujourd'hui n'est pas celui du Coran ! Une langue, ça évolue. L'arabe très classique, celui du Coran, a des traits linguistiques particuliers qui ne sont pas communs avec l'arabe que l'on enseigne. D'ailleurs, personne ne parle l'arabe du Coran dans la vie de tous les jours ! » La complexité de l'histoire de l'arabe est largement ignorée : non seulement la langue préexiste au Coran, mais elle est aussi la langue d'une poésie et d'une littérature, dont certaines expressions médiévales érotiques feraient aujourd'hui rosir curés et imams.

L'écrivaine libanaise Hoda Barakat, lauréate en 2019 du prix Booker arabe, est tout aussi catégorique : « Tout ce qui a été dit et écrit sur le lien indéfectible entre l'arabe et le Coran n'existe pas pour moi. Je veux bien respecter les textes sacrés, mais la langue ne peut pas être sacrée et c'est pour ça que je peux en faire ce que je veux, expliquait-elle dans un entretien au *Monde*² avec mon collègue Christophe Ayad. Je puise mon arabe où je veux, ça m'énerve qu'on continue à dissimuler la grandeur et la modernité de cette langue qui a adhéré à toutes les époques, à toutes les évolutions du monde arabe. » L'auteure de *Courrier de nuit*³ explique ainsi sa rage contre les

auteurs des attentats à Paris : « Ces gens m'empêchent de revenir chez moi, et ici ils m'empêchent de vivre normalement en tant qu'Arabe. Ils souillent tout. Quand ils crient "*Allahou akbar !*", ils me poursuivent jusque dans ma langue. Qu'ils inventent un cri dans une autre langue ! Elle ne leur appartient pas. Après les attentats, j'ai continué à lire des livres en arabe dans le métro tout en sachant que les autres me regardaient avec méfiance, bien que je ne sois pas voilée. Mais c'est ma langue, je ne peux pas en changer. Encore moins depuis qu'elle est revendiquée par les islamistes. »

L'arabe est une langue assez compliquée à comprendre dans son fonctionnement. En théorie, c'est assez simple : il y a deux genres d'arabe. D'un côté l'arabe littéraire, parfois appelé arabe standard moderne (ASM) ou *Fosha*. De l'autre, des dialectes plus ou moins différents. Pourtant, tous ces gens-là disent qu'ils parlent la même langue. « C'est une langue "plurielle" considérée par ses locuteurs comme formant un tout, mais présentant plusieurs visages », explique le linguiste Jean Sellier dans son merveilleux livre *Histoire des langues*⁴. Complication suprême : l'arabe littéraire est en théorie la langue commune des Arabes, mais ce n'est la langue maternelle de personne. Quand je suis né, ma mère ne m'a pas parlé en arabe littéraire, mais en arabe libanais. L'arabe littéraire est devenu l'arabe des médias et de la presse, celui des « sachants ». Au quotidien, les gens parlent leur dialecte marocain, égyptien, libanais ou irakien. Or ces langues peuvent être extrêmement différentes. Mon père a travaillé pendant plusieurs années en Algérie en parlant en français, tant l'arabe algérien et l'arabe libanais sont différents. Moi, avec mon faible arabe libanais, je peux comprendre un peu un Palestinien ou un Syrien, mais jamais un Marocain ou un Soudanais. Pour ne donner qu'un exemple, la date de

naissance se dit *tarikh al-milad* en arabe littéraire, *tarikh al-ziada* en marocain et *tarikh al-wilada* au Liban.

L'arabe littéraire est celui qui est enseigné en France. Il est né de la Nahda, un mouvement de renaissance politique et culturelle du monde arabe, au XIX^e siècle, quand les Arabes se sont dit qu'il fallait résister à la double pression : d'un côté les Turcs ottomans, de l'autre les Occidentaux. Le linguiste Jean Sellier explique que ce mouvement « anime les milieux intellectuels arabes à partir du milieu du XIX^e siècle, en Égypte, au Liban et en Syrie. Ses objectifs foisonnent, non sans contradictions : affirmer la spécificité de l'arabe et préserver l'unité de l'islam ; restaurer la grandeur passée de la culture arabe et l'ouvrir sur le monde moderne ; rénover la langue arabe et respecter les normes de l'arabe classique ; etc. ». L'arabe issu du Coran est alors modernisé – notamment avec l'œuvre d'un chrétien maronite libanais devenu protestant, Boutros al-Boustani. Ce n'est pas une mince affaire, et les controverses sont importantes : peut-on emprunter des termes étrangers ou faut-il s'en tenir à des racines existant dans la langue classique ? Dans les représentations collectives, l'arabe littéraire est beaucoup plus valorisé, considéré comme une langue noble. Alors que les dialectes passent parfois pour des trucs de ploucs, des formes amoindries d'arabe classique. « Mais on sait maintenant que ces dialectes ne découlent pas de l'arabe classique ! Avant l'islam, l'arabe était déjà dialectalisé. Ce sont probablement des langues qui descendent de cousins », explique le linguiste Jonas Sibony, spécialiste des langues sémitiques et prof d'arabe et d'hébreu. Interrogé dans l'excellent podcast *Tarab5*, consacré aux cultures arabes en France, il explique que cela crée « un problème sur la manière dont les gens s'imaginent leur propre langue. Cela contribue au sentiment d'infériorité ;

au bout d'un moment, quand une langue n'est pas valorisée pendant des siècles, on arrive à un stade qui devient réel sur le fait que la langue n'a pas le vocabulaire pour exprimer certaines choses. Il y a un fossé qui se creuse ». Ce qui fait que dans beaucoup de dialectes, pour certains concepts, on doit faire appel au français ou à l'anglais. Cela crée aussi des problèmes importants dans certains pays : « La langue du quotidien, au Maroc, est extrêmement loin de l'arabe littéraire, explique Jonas Sibony. Il est comme une langue étrangère et c'est compliqué pour les gens : ils n'ont pas accès à énormément de choses dans leur langue de tous les jours. Pour lire un livre, pour travailler, ils doivent passer par une langue étrangère complexe. » Dans le système éducatif, les cours sont souvent donnés en arabe littéraire, une langue que les gens ne parlent pas à la maison. En Égypte, les publicités tiennent compte de cette distinction entre les niveaux de langue : on vante les crédits bancaires et les polices d'assurance en littéraire, les produits alimentaires et d'entretien de la maison en dialecte.

Bizarrement, de nombreux dessins animés étrangers étaient diffusés dans le monde arabe en arabe littéraire. C'est le cas des fameux *Sanafers*, les Schtroumpfs arabes, dont le générique aurait bercé mon enfance selon ma mère. Une chroniqueuse⁶ du quotidien anglophone des Émirats arabes unis remerciait récemment les Schtroumpfs : « C'est probablement grâce à eux que beaucoup d'enfants comprennent l'arabe littéraire ! » s'exclamait-elle. On pourrait en dire autant de la version en arabe du dessin animé *Olive et Tom, Captain Majed*. C'est le dessinateur Rachid Sguini qui m'a rappelé l'existence de cette adaptation à succès dans le monde arabe : « Quand j'allais en vacances au Maroc, je comprenais ce qu'on me disait, mais quand je regardais

Captain Majed, je ne comprenais plus rien ! » Il faut dire que c'est assez déroutant : c'est un manga qui met en scène des footballeurs japonais dans un championnat européen. On y voit des supporters qui crient en arabe littéraire dans les tribunes, un peu comme si des supporters de l'OM criaient du Rabelais et des textes de La Boétie. Un truc du genre : « Cessez cette servitude volontaire aux consignes de l'arbitre ! »

Comment font alors les Arabes pour se comprendre entre eux, puisqu'ils parlent des langues parfois très éloignées ? Un Irakien et un Marocain qui se rencontrent vont adapter chacun leur arabe, dans un phénomène qu'on appelle « l'arabe moyen », une sorte de terrain d'entente improvisé, où chacun y met un peu du sien. Ils n'entament pas soudain une conversation en arabe littéraire ! Une aptitude qui concerne surtout les gens lettrés, capables d'adapter leur niveau de langue. Il faut ajouter à cela, au Maghreb, l'impact de la colonisation et l'apprentissage obligatoire du français – en Algérie, jusqu'à l'indépendance, l'arabe était enseigné comme une langue étrangère. « L'héritage colonial a déstructuré le rapport à la langue, cela a bloqué l'évolution linguistique, explique Bruno Levallois, ancien président de l'Institut du monde arabe. La langue des échanges savants devient le français, l'arabe littéraire devient l'arabe de la mosquée. C'est toutefois très différent dans des pays comme l'Irak, la Syrie ou l'Égypte. » Cette perception que le « vrai arabe » est l'arabe de la mosquée engendre souvent des incompréhensions, y compris parmi les Arabes de France. Un exemple intéressant en est donné dans le livre du principal de collège retraité Bernard Ravet⁷, qui décrit la situation de pauvreté extrême et de tensions sociales dans les établissements de Marseille dans lesquels il a travaillé. Il raconte que, dans son collège près de

la gare Saint-Charles, il cherchait à garder les bons élèves de CM2 de l'école du quartier. Beaucoup d'entre eux suivent des cours d'arabe, à travers le dispositif des ELCO. Il décide alors d'ouvrir une classe bilingue dès la sixième. Quand le projet se monte, pourtant, c'est la déception. « Sur les 24 élèves nécessaires à l'ouverture de la classe, seule une dizaine a répondu à l'appel. » Le principal croise alors un parent d'élève, qui lui avoue benoîtement qu'il n'a pas l'intention d'inscrire son enfant aux cours d'arabe proposés par le collège :

– Écoutez, monsieur Ravet... personne n'ose vous le dire mais je vais le faire. Vous n'aurez quasiment personne dans votre classe.

– Pourquoi ?

– L'imam nous a dit que vous n'alliez pas enseigner le bon arabe.

– Le bon arabe ?

– L'arabe de la religion. Celui que l'imam enseigne à l'école coranique. C'est là que vont tous les enfants pour apprendre.

Cette concurrence dans les représentations entre l'arabe du Coran et l'arabe du quotidien complique la vie des apprenants. Alors même que personne ne parle l'arabe du Coran. Et pour cause, en 632, à La Mecque, il n'y avait pas de voitures électriques, de robots mixeurs, de lunettes à double foyer ou de chaussures à scratch. « Il y a une différence importante entre apprendre l'arabe du Coran et l'arabe comme une langue vivante », explique Karima Allaoui, responsable de l'enseignement à la grande mosquée de Nantes. Ce qui crée parfois de la confusion ou de la déception chez les parents, qui inscrivent leurs enfants en cours d'arabe pour qu'ils

apprennent d'abord la religion, plutôt que la langue. Il n'empêche : coincé dans cette confusion historique, l'arabe littéraire garde une dimension magique et solennelle pour beaucoup. L'enseignante d'arabe Marie Varin le dit clairement : « Beaucoup d'Arabes ont une image négative de l'arabe à cause de ça, une image d'une langue inatteignable, qui écrase les gens. Apprendre l'arabe du Coran, ce n'est pas professionnalisant ! » On comprend mieux le respect qu'inspirent dans le monde arabe les « anciens » qui maîtrisent l'arabe littéraire, rapidement labellisé langue sacrée. L'écrivain franco-marocain Tahar Ben Jelloun résumait ainsi en 1990⁸ sa difficulté à écrire en langue arabe : « C'est une langue très riche, trop riche, et c'est par respect pour cette langue que je n'arrive pas à y écrire. Il faut être digne de cette langue. Je sais lire et écrire, mais je ne suis pas capable de la maîtriser au point de donner tout ce que j'ai envie de donner. » Pour Bruno Levallois, « il y a une survalorisation de la culture classique, ce qui explique le sentiment de crainte révérencielle ». Autrement dit : soit on se dit qu'on n'arrivera jamais à apprendre cette langue, soit qu'elle n'est de toute façon pas la langue de la modernité – certains écrivains algériens ont ainsi longtemps privilégié le français, pour se sentir déliés de ce poids.

De mon côté, quand j'ai voulu apprendre l'arabe, j'ai toujours envisagé l'arabe littéraire plutôt que le dialecte libanais. Pourtant, parler libanais m'aurait permis de discuter avec ma grand-mère, d'écouter la radio et de me faire comprendre dans la rue. Mais j'ai toujours considéré qu'apprendre le littéraire était ce qui me garantirait de pouvoir utiliser l'arabe sur une large échelle. Aujourd'hui, évidemment, je me dis que j'ai eu tort : à quoi me servent les bases d'une langue que personne ne parle dans la vie de tous

les jours ? Est-ce que je n'ai pas été arrogant, à vouloir apprendre d'abord la langue des savants plutôt que celle de la vie quotidienne ? Ce débat que j'ai avec moi-même, il se pose dans de nombreux pays arabes – et il a même eu lieu en France. Dans les années 2000, une vive querelle pédagogique a opposé les tenants de l'arabe littéraire aux partisans de l'arabe dialectal. Les seconds défendent l'idée que, puisque la plupart des Arabes en France sont des descendants d'immigrés maghrébins, autant enseigner le dialectal, ce sera un lien direct avec leur vie, leur famille, et leur histoire.

Le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Jack Lang, tranche en faveur du littéraire : « C'est un rameau principal, les profs ont leur diplôme en arabe classique, explique aujourd'hui le président de l'Institut du monde arabe. C'était une manière d'affirmer l'arabe comme langue universelle. » Bruno Levallois précise : « Il a fallu introduire dans les programmes l'idée qu'il y a de la complexité, que l'arabe va du plus populaire au plus scientifique. Mais toutes les langues sont comme ça, même le français ! » La globalisation des médias et l'émergence d'Internet ont largement contribué à diffuser ces dernières années un arabe plus standardisé, notamment à travers des chaînes comme Al-Jazeera ou Al-Arabiya, qui ont embauché des journalistes venus de plusieurs pays arabes, qui devaient parvenir à se faire comprendre. « Finalement, ces télévisions ont permis de construire un idiome à cheval entre les dialectes et l'arabe littéraire, une langue un peu plus moderne », note Michel Neyreneuf, inspecteur d'arabe à la retraite, qui a lui-même appris la langue chez les religieuses à Alger.

Quand on parle mal l'arabe comme moi, c'est toujours très surprenant de voir des gens qui ne parlent que le dialecte comprendre parfaitement une chaîne satellitaire qui leur parle

comme un manuel de troisième cycle. « La langue est centrale dans les représentations identitaires des gens, explique le linguiste Jonas Sibony. Pourquoi les gens ont envie de parler une langue ? Parce qu'ils se sentent appartenir à quelque chose. » Le monde arabe a beau être d'une très grande diversité, le lien entre tous les Arabes, c'est – bien plus que la religion – l'idée qu'ils parlent tous la même langue. Même si ce n'est pas vrai.

-
1. « Il est temps de ramener l'enseignement de l'arabe à l'école de la République », *Le Monde*, mai 2016.
 2. *Le Monde*, juillet 2019.
 3. Hoda Barakat, *Courrier de nuit*, Actes Sud, 2018.
 4. Jean Sellier, *Histoire des langues*, La Découverte, 2019.
 5. *Tarab*, épisode 2, « Parlez-vous l'arabe ? », octobre 2019.
 6. « *How the Smurfs Enchanted a Generation of Arab Children* », Hala Khalaf, *The National*, avril 2017.
 7. Bernard Ravet, *Principal de collège ou Imam de la République ?*, Kero, 2017.
 8. Interrogé sur France 2, le 7 février 1990.

Le bon arabe et le sale arabe

Quand j'étais en seconde, dans un lycée de centre-ville à Lyon, le proviseur me trouvait trop agité, même si mes notes n'étaient pas si mauvaises. Il avait alors proposé un deal au conseil de classe : Nabil peut passer en première, mais il change de lycée, pour aller dans un établissement où il aura des cours d'arabe. Il est arabe, qu'il aille donc avec les Arabes. À l'époque, la proposition m'avait semblé si saugrenue que je n'y avais pas prêté attention : c'était évident qu'il s'agissait de me dégrader, de m'envoyer vers un bahut moins coté, pour se débarrasser de moi. J'ai refusé en prenant des grands airs et j'ai fini par passer en première.

Peut-être ai-je écarté cette possibilité d'apprendre l'arabe parce que j'avais totalement intégré l'idée qu'apprendre l'arabe ne servait à rien pour avancer dans la vie. Puisque l'arabe a une faible valeur sociale, pourquoi passer du temps à apprendre une langue qui pourrait m'enfoncer davantage dans des stéréotypes ? À partir du moment où mon cerveau a compris qu'apprendre l'arabe n'avait pas de bénéfice social, il a darwiniennement décidé que ce n'était pas un avantage dans l'évolution. *Exit* l'arabe, bienvenue l'anglais, l'espagnol, Émile Zola, le Scrabble et Serge Reggiani. Presque tous les enfants d'immigrés que j'ai rencontrés à l'occasion de ce livre ont eu ce sentiment d'être passés à côté de l'arabe pour des raisons sociales. L'une de celles qui en parlent le mieux est la

chanteuse Camélia Jordana. J'avoue que je connaissais mal ses chansons avant de découvrir par hasard qu'elle avait chanté en arabe sur son dernier album, *LOST*. Elle m'a reçu avec son très jeune chien dans son QG parisien, un hôtel de la porte Saint-Martin où elle connaît tout le monde. Et elle m'a raconté son enfance de filles d'immigrés algériens dans la banlieue de Toulon, dans le Var : « J'ai l'arabe dans l'oreille depuis que je suis toute petite. L'arabe, c'est un souvenir de moi allongée sur la banquette chez ma grand-mère, les fesses en l'air, écoutant parler mes tantes et ma mère. Mais je ne comprenais presque rien, seulement certaines expressions : “viens”, “ferme la porte”, “éteins la lumière”. Une manière de parler qui a l'air très directive, mais qui est aussi une marque d'intimité. » En l'écoutant, je me suis vu, l'été, au Liban, bercé de conversations en arabe auxquelles je ne comprenais que pouic, dans des effluves de sirop de rose et de *knefé*. L'arabe du quotidien est une langue directive et fine à la fois : on parle à l'impératif aux gens qu'on aime. Les traductions en français rendent rarement justice à cet arabe parlé familier et bourru.

Camélia Jordana : « C'est hyper-frustrant pour moi de ne pas parler l'arabe. C'est une langue sublime, très philosophe, brillante, il y a une manière de dire les choses, pleine de punch lines, une forme de sagesse proverbiale. » Oui mais. « En même temps, quand j'étais ado, j'avais honte que ma tante et ma mère parlent arabe. Dans le Var des années 1990, le FN devait faire 90 % des voix, et moi j'avais droit à beaucoup de “sale Arabe” dans la cour de l'école. Je disais “Parlez plus doucement”, mais ma mère s'en fichait, elle continuait, et moi ça m'énervait... » Sur son album *LOST* – qui a connu un succès très modeste par rapport à ses premières chansons –, elle a tenu à chanter en arabe : il lui a fallu mobiliser sa mère, qui lui traduisait ses textes en lui laissant de longs messages

vocaux sur WhatsApp. « Quand j'ai dit que j'allais chanter en arabe, mon label n'était pas content. Ils m'ont prévenue que l'arabe, ça ne passait pas à la radio. Les seuls endroits où ça passe, c'est FIP et France Inter, parce que c'est des darons qui sont dans leurs fauteuils et boivent du cognac. Ils m'ont dit : "Mets du français dans ton album si tu veux que ça passe à la radio" – en même temps, je ne leur en veux pas, leur boulot c'est de s'assurer que je vais être diffusée... » Elle m'explique que très peu de chanteurs, en France, peuvent se permettre de mettre de l'arabe dans leurs chansons s'ils veulent qu'elles soient diffusées dans les circuits commerciaux. Un des rares qui s'y essayent parfois : Slimane, un ancien de l'émission *The Voice*, dont je découvre qu'il est immensément connu en France – mais comme je n'écoute que des chanteurs français de plus de cent vingt ans, je suis visiblement passé à côté. « Lui, il peut se le permettre parce que son succès est assuré, il a fait les NRJ Music Awards, etc., m'explique Camélia Jordana. Mais pour un chanteur ou une chanteuse aujourd'hui, vaut-il mieux chanter en arabe pour trois personnes ou chanter en français pour des milliers ? C'est frustrant, mais c'est comme ça. »

Il y a trois ou quatre millions d'arabophones en France, mais l'arabe est perçu comme une langue qu'il faut refouler, qu'il ne faut pas mettre sur le devant de la scène. La sociologue et écrivaine Kaoutar Harchi explique pourquoi en des termes assez simples : « C'est un concentré de stéréotypes racistes sur les Arabes, la langue est perçue comme dégoûtante, illégitime. Ça classe immédiatement – et ça décline surtout – de manière très rapide. Le sociologue Pierre Bourdieu dit que les langues valent ce qu'elles valent socialement. » Qui détermine la valeur sociale d'une langue ? Est-ce qu'il y a une Bourse avec des ventes d'actions, des

OPA, une commission de régulation ? Sur ce marché, la langue arabe en France ne s'échange visiblement pas très cher – du moins dans l'espace public. La cinéaste Houda Benyamina m'a ainsi raconté que, dans sa famille, on parlait l'arabe à la maison, mais que l'école lui a vite fait comprendre que cette langue n'était pas la bienvenue. Elle a grandi dans un quartier populaire de Viry-Châtillon, en région parisienne. « Au collège, je me souviens d'une conseillère d'éducation qui nous avait expliqué que c'était malpoli que nous parlions en arabe entre nous. Cela m'avait particulièrement énervée parce qu'elle était américaine et parlait en anglais dans les couloirs avec les élèves anglophones. Elle avait le droit de parler en anglais et pas moi en arabe ? se souvient-elle. La plupart du temps, on ne te dit pas : ne parle pas l'arabe. Mais c'est de l'ordre du ressenti. Tu sais qu'il ne vaut mieux pas, tu gardes ta honte pour toi. » Je n'ai jamais entendu ma mère me parler l'arabe à la sortie de l'école, dans le quartier plutôt huppé de Lyon où j'ai grandi. Elle m'a expliqué très franchement pourquoi : « Je voulais que tu parles bien le français en arrivant à l'école, d'abord parce que tu es arabe. Les Libanais, ils sont plus acceptés que les Maghrébins, mais quand même. Et c'est vrai, je ne voulais pas te parler l'arabe devant l'école, ni que tu aies le nez qui coule. C'est comme ça que les Français voient les Arabes : ils sont sales, ils parlent mal le français. À l'école, un enfant blond avec de la morve au nez, on le mouche, un enfant arabe, on dit qu'il est sale, c'est mal vu. » Cette explication m'a rendu triste, mais je vois bien que le choix inconscient de ma mère est celui que suivent des milliers de familles immigrées : cantonner l'arabe à la sphère familiale et favoriser le français dans le milieu scolaire ou le milieu professionnel.

Moi qui suis submergé par la honte de ne pas parler l'arabe, je me rends compte que, pour beaucoup, c'est le fait de s'exprimer en arabe qui leur fait honte... La honte de l'entendre parler par ses parents dans le métro, dans les commerces, de le parler à ses enfants au square ou à la mairie. Je repense aux parents d'élèves de l'école de ma fille, qui demandent parfois, gênés et à voix basse, à une mère d'élève de leur traduire ce qu'a dit la maîtresse, en descendant l'escalier. Après une énième polémique sur la langue arabe à la rentrée scolaire 2018, la journaliste Nadia Daam avait abordé de front ce sentiment de honte dans un article publié sur Slate : « À cinq-six ans, alors que ma mère me parlait en arabe au supermarché ou dans la rue, je débusquais des regards réprobateurs et en est né un sentiment de honte. Personne dans ma classe n'a jamais témoigné la même curiosité sincère et enjouée pour la langue que je parlais à la maison que pour les autres enfants issus de foyers immigrés italiens, portugais ou coréens. Pour mes camarades, l'arabe se résumait à *nardinamouk* et *tfou* (le bruit que l'on est censé faire en crachant). Les autres, les Rachid, les Mounia, enfants de Tunisiens, de Marocains, d'Algériens, avaient comme moi la mine renfrognée et la honte qui brûle les joues quand nos parents se pointaient aux réunions parents-profs avec leur accent, les *r* qui roulent et les *hamdoullah* qui ponctuaient chaque commentaire élogieux d'enseignant sur nos résultats scolaires. » Nadia Daam a grandi dans un quartier populaire de Strasbourg : « L'arabe, c'était la honte. Dès que tu prenais le bus et que tu sortais du quartier, soit pour aller au collège, soit pour aller faire des courses, il fallait gommer sa langue, parce qu'en Alsace on parle français ou alsacien. La boulangerie où j'allais n'acceptait d'ailleurs de vendre la baguette qu'aux gens qui passaient commande en alsacien. » Elle a depuis perdu son accent alsacien, mais a aussi totalement égaré

l'arabe en cours de route. De plus, elle m'a raconté que, dans son enfance, l'arabe lui faisait honte parce que c'était la langue des « blagues sur *La Zoubida*, faites avec un accent râpeux ».

Je me rappelle que, moi aussi, j'ai dansé sur *La Zoubida*, la chanson de l'animateur télé Vincent Lagaf, qui parodie *Sur le pont de Nantes, un bal y est donné*. Avec une imitation glaçante d'un « accent » arabe, Lagaf, arrive à concentrer tous les poncifs les plus caricaturaux et racistes sur la jeunesse arabe : la Zoubida est une jeune fille qui veut aller au bal à Barbès, mais sa mère le lui interdit. Heureusement, Mokhtar arrive sur un scooter doré : « Dis donc gazelle, mais qu'est-ce t'as à pleurer ? Ben la fatma veut pas que j'aille danser. Passe par la f'nêtre moi je vais t'emmener. Met son chéchia et ses babouches chromées. Sur le scooter, derrière elle est montée. » Évidemment, le scooter était un véhicule volé et les deux comparses se font arrêter par la police et finissent la nuit au poste. Qui se souvient que cette chanson xénophobe est restée en tête des ventes pendant onze semaines, au début des années 1990 ? Je me rappelle même avoir longuement joué au jeu vidéo issu de la chanson (oui, ça a vraiment existé), dans lequel on jouait Mokhtar – Lagaf, lui-même, habillé avec un chèche de Bédouin pour faire plus arabe. Et je trouvais que le jeu n'était pas mauvais. La même année, on m'offrait à Noël un dictionnaire des blagues de Michel Leeb¹, véritable florilège d'histoires où il fallait imiter l'« accent » antillais, arabe ou chinois. Le must de l'époque dans mon environnement, c'étaient les blagues sur les Portugais, dont la langue était d'ailleurs caricaturée un peu de la même manière que l'arabe – le son *ch* répété à tous les mots.

Le portugais est pourtant une langue internationale avec une histoire riche, mais le mépris raciste en France l'a souvent rejeté au rang d'une langue de maçons et de concierges, dont

les sonorités sont souvent moquées. Depuis cette époque, avec une dose de soutien politique, une communauté constituée qui entretient de forts liens avec le pays d'origine, et grâce à l'image samba du Brésil, les Portugais de France ont réussi à maintenir et à transmettre la langue en la libérant progressivement de ces stéréotypes. Alors que, dans mon imaginaire de jeunesse, la langue arabe était forcément un truc un peu ridicule, vieillot et surtout... moche. Quand j'étais collégien, la mère d'un de mes copains m'appelait « Nakhabil » en insistant lourdement sur le *kha*, un son qui incarne visiblement tout ce qu'il y a d'étranger dans l'arabe. Mais pourquoi rajouter le râpeux son *kha* à mon nom qui est pourtant simple à prononcer ? J'ai souvent assisté à cette technique qui fait hurler de rire les animateurs de soirées avinées : additionner des sons un peu désagréables à l'oreille pour les rendre plus arabes. Il y a dans le rejet de la langue arabe une part de dégoût de ces sonorités rugueuses. Le son *ha*, parfois utilisé en arabe pour parler d'amour – même moi, je sais dire *habibi*² –, est le top du top des imitations ridicules de la langue arabe. Je n'ai jamais su expliquer aux non-arabophones que *ha* et *kha* étaient en arabe deux lettres différentes, même s'ils s'écrivent souvent *h* en français. Le *h* de « halal » ou de « Hamas » se prononce *ha*, en appuyant sur le *h*, et non pas *rra*.

L'écrivaine franco-algérienne Leïla Sebbar raconte dans un livre au titre énigmatique³ son dégoût pour cette langue « roulée, hurlée, violente et obscène » – elle a grandi dans une famille où le père, militant du FLN, est marié à une Française et parle le français à ses enfants. Cette idée que l'arabe est une langue de voleurs et d'hommes sales réside tout entière dans l'expression populaire « travail d'Arabe ». Une tâche faite à la va-vite par quelqu'un qui ne sait pas ce qu'il fait, un boulot

paresseux et sale. Le mot « arabe » lui-même est rarement utilisé de manière positive : les « beurs » et les « beurettes » sont sympas, l'Arabe est inquiétant et pauvre. Comme me l'a dit Nadia Daam, « quand tu es gamin et que tu vois que la langue qu'on parle à la maison elle est utilisée pour ricaner, ça ne donne pas envie de se l'approprier ». « On le voit quand on fait venir des classes à l'Institut du monde arabe, raconte Bruno Levallois, ancien président du conseil d'administration et ancien inspecteur général d'arabe. Beaucoup de Français enfants d'immigrés en sortent bouleversés de ce qu'ils apprennent soudain sur leur histoire. Ils se disent : j'ai le droit d'exister et d'être fier de cette culture. C'est parfois un gros choc psychologique. »

Un peu comme quand je cachais les gâteaux libanais que me donnait ma mère pour les anniversaires de mes copains d'enfance : un jour, j'avais entendu l'un d'entre eux déglutir de dégoût après avoir testé un nougat aux pistaches entouré de pâte d'abricot. Pendant des années ensuite, j'ai empilé les boîtes dans le tiroir de ma chambre pour les cacher du regard des autres, ne pas me taper la honte et ne pas attrister ma mère. La langue arabe, c'est comme une boîte de gâteaux libanais : je n'ai su que bien plus tard que les gens pouvaient trouver ça beau et bon, quand mes collègues de travail se pâmeraient devant des *maamoules* aux dattes ou des *baklavas* aux pistaches. Il m'a fallu du temps pour découvrir que la langue arabe pouvait être un avantage dans la vie, que ce n'était pas qu'une langue de pauvres, d'immigrés, de marginaux. Comme moi, beaucoup d'enfants d'immigrés que j'ai rencontrés pour écrire ce livre ont fait le même calcul, consciemment ou pas. Celui de s'éloigner d'une langue qui est vécue comme un frein sur le chemin de la réussite. Ils sont devenus chercheurs, profs, ministres, journalistes. Des métiers où la maîtrise de la langue

française est valorisée. Ils savent mieux que beaucoup de natifs conjuguer au subjonctif imparfait et lisent des livres compliqués écrits tout petit. « Il y a une forme d'hypercorrection, explique la sociologue Kaoutar Harchi, citant le chercheur franco-algérien Abdelmalek Sayad⁴. Plus on parle bien le français et mal l'arabe, plus on correspond à l'idéal-type du Français normal pour qui tout va bien. Sauf qu'en fait ça ne va jamais bien. Il y a une sorte de mensonge originel auquel on a cru. »

J'y ai tellement cru que parfois je crois vraiment que les gens ignorent que je suis arabe, malgré mon nom aux consonances orientales et mon épaisse barbe noire. Au *Monde*, où je travaille depuis plus de quinze ans, j'ai longtemps fait comme si je n'étais pas arabe. Je suis devenu spécialiste de la vie politique française, avec la réputation de connaître les 577 circonscriptions sur le bout des doigts. En pleine campagne présidentielle, en 2012, la rédaction se réunit pour savoir s'il faut – ou non – appeler à voter au second tour pour François Hollande ou Nicolas Sarkozy. Je suis alors co-chef du service politique et la tournure que prend le débat m'agace. La campagne présidentielle devient détestable, Nicolas Sarkozy a fait le choix d'une campagne très dure sur les sujets d'immigration et d'islam. Il prétend d'ailleurs à l'époque que la question de la viande halal est le « premier sujet de préoccupation des Français ». J'aimerais que *Le Monde* affirme plus clairement ses valeurs, dise qu'on refuse une campagne alimentée par le rejet de l'autre. Pour la première fois, je prends la parole « en tant qu'Arabe », en disant que cette atmosphère immonde me révolte et que je trouve l'air irrespirable. Le débat se conclut, comme parfois dans ma rédaction, par une position un peu molle qui ne me satisfait pas. À la sortie, une de mes collègues m'interpelle : « Mais, en

fait, tu nous avais jamais dit que tu étais arabe ? » La même scène s'est produite quand j'ai annoncé à l'un de mes collègues que j'écrivais ce livre, il m'a félicité mais m'a aussi demandé : « Mais en fait tu es arabe ? » « Tu te rends compte à quel point tu as refoulé ce truc pour qu'on te dise ça ? » m'a bousculé Nassira El Moaddem quand je lui ai raconté cette anecdote.

J'en viens à me demander si j'ai consciemment fait le choix de planquer mon arabe, pour être plus présentable. On dirait le sketch des Nuls sur l'épicier arabe. Chez le bien nommé Hassan Cehef, on trouve de tout, il est toujours d'accord pour faire crédit et en plus il est gentil et vous offre un petit cadeau. Je trouve encore ce sketch très drôle, je dois reconnaître qu'il tape juste : l'Arabe arrangeant, celui qui trouve des solutions, on est d'accord pour lui laisser une place, s'il n'en bouge pas. C'est celui-là qu'on aime. Comme à l'époque coloniale, le bon Arabe, c'est celui qui ne se plaint pas et qui fait ce qu'on lui dit de faire. Le bon Arabe, c'est celui qui ne transforme pas le paysage avec sa langue, sa culture, sa religion. Le bon Arabe, c'est celui qui choisit d'être le meilleur en français plutôt qu'en arabe. Je me rends compte que je suis un peu comme ça. Je suis devenu journaliste, je suis prof à l'école de journalisme de Sciences Po, je connais les noms de tous les fromages de nos régions, les accents particuliers du français isérois et picard, les textes des chansons de la Troisième République et les noms des courants de la SFIO. En fait, le « bon Arabe », c'est moi. Celui qui n'a pas l'air trop arabe. Celui qui ne parle pas l'arabe.

1. Michel Leeb, *Dictionnaire du rire*, Michel Lafon, 1990.

2. « Mon chéri », « mon amour ».

3. Leïla Sebbar, *Je ne parle pas la langue de mon père*, Julliard, 2003.

4. Abdelmalek Sayad, *La Double Absence*, Seuil, 1999.

Mais pourquoi détestent-ils l'arabe ?

Lorsque je suis allé interviewer Najat Vallaud-Belkacem, elle a commencé par me montrer son téléphone. Elle m'a expliqué que, depuis le début de sa carrière politique comme élue locale, elle a toujours gardé une adresse de contact sur son blog, à laquelle les gens n'ont pas cessé de lui écrire, même lorsqu'elle était ministre. « Je n'ai jamais reçu autant de messages que sur le sujet de l'enseignement de l'arabe à l'école, m'a-t-elle expliqué. Quand je recherche langue arabe dans ma boîte mail, voilà ce sur quoi je tombe : la plupart des messages sont orduriers, mais tiens là il y en a un sympa, envoyé par une Libanaise qui raconte la même chose que vous », me dit-elle, avant de faire défiler les messages sur son téléphone. C'est particulièrement déprimant : ce ne sont pas des messages d'anonymes cachés derrière des pseudonymes insultants, mais des gens avec des prénoms et des noms, qui prennent la plume pour exprimer avec une franchise sans limites toute la haine qu'ils ont de l'arabe – et de cette ministre. « Tiens, par exemple, voilà un mail de Cogolin, dans le Var, quelqu'un qui dit : "Nous sommes toujours en France et français. Les personnes de langues arabes sont en France pour un monde meilleur ou bien nous convertir à l'islam. C'est vrai que j'aimerais dire 'nique ta mère' en arabe ! Vous nous menez tout droit à voter FN alors que je suis SOCIALISTE." » Elle rit jaune un instant et s'arrête. « En fait, c'est horrible. »

Le soir même, elle me fait suivre des dizaines de mails de ce type, comme pour me montrer que c'était bien l'une des tempêtes les plus violentes qu'elle ait vécues comme ministre de l'Éducation nationale. « Pouvez-vous m'indiquer pour quelles raisons vous souhaitez mettre votre grain de sel dans tous les programmes et associations scolaires ? Pour que les gens se souviennent de vous en disant : c'est depuis Belkacem ? Cela y ressemble fort ! Ou alors c'est pour faire plaisir à votre famille du Maroc ? à vos convictions religieuses ? » écrit Jocelyne, depuis la Bretagne. « Je voudrais savoir pourquoi votre ministère agit de la sorte. Apprendre la langue arabe au détriment du français !! Mais je rêve madame. Vous pensez que l'intégration se fera comme ça ?? vous souhaitez quoi ? que notre pays ne soit plus LA FRANCE ? » s'énerve Christine, du Gard. Beaucoup de ces messages sont écrits dans un français approximatif, comme celui de Yoleine : « Je ne suis pas d'accord pour apprendre la langue arabe au CP ni en sixième, les enfant on besoin plutôt de cour de soutien. IL ne faut pas oublier qu'on vie en FRANCE et tout doit être fait pour les Français. »

On pourrait rire du quasi-illettrisme et des approximations de ces mails. Mais la litanie de ces messages qui disent tous peu ou prou la même chose m'a donné la nausée. Au fond, pour tous ces gens qui prennent le temps d'interpeller leur ministre de l'Éducation nationale, le projet caché du gouvernement est assez simple : apprendre l'arabe se fait forcément au détriment du français, dans le but d'affaiblir la France et de faire progresser l'arabe. Certains écrivent pour en savoir plus, parfois d'un air un peu goguenard, comme Christian : « Je suis maire d'une petite commune, de sensibilité "sociale" (de gauche... pas socialiste). J'assume mes convictions, à ce titre on m'expédie régulièrement des

informations contre “la gauche” en générale... Je reçois depuis peu... une information comme quoi vous souhaitez introduire la langue arabe en école primaire... cette information me semble complètement folle, aussi, j’aimerais que vous me donniez des informations pour contredire cette information que je suppose erronée et malveillante. » Il n’est pas difficile de remonter à la source de ces messages : ils s’appuient tous sur une information totalement fausse, diffusée en 2014, massivement par les réseaux d’extrême droite, mais qui s’est imposée bien au-delà. Un faux document soi-disant signé par Najat Vallaud-Belkacem apparaît alors sur des blogs et des comptes Facebook d’extrême droite : une circulaire dans laquelle la ministre invite les maires à proposer un cours d’arabe hebdomadaire dans le cadre des activités périscolaires. « Je vous conseille vivement de donner un avis favorable à l’établissement de cette activité qui a pour but de gommer les barrières linguistiques que pourraient inévitablement rencontrer nos enfants dans un proche avenir », explique la fausse lettre, sur laquelle est apposée une copie de la signature de la ministre. Le ministère a porté plainte contre la diffusion de cette information – mais à ce jour, la démarche n’a rien donné, la justice française s’étant heurtée au mur des législations américaines qui protègent l’anonymat des comptes sur les réseaux sociaux.

L’écho complotiste rencontré par cette pseudo-circulaire est encore palpable aujourd’hui. Elle a laissé prospérer l’idée d’un plan caché du gouvernement pour imposer l’apprentissage de l’arabe dès le primaire. La violence des réactions à laquelle a dû faire face Najat Vallaud-Belkacem la met encore en colère aujourd’hui. Elle me raconte un souvenir de vacances dans sa maison des Landes, à l’été 2016. « On se retrouve dans une sorte de banquet de village, avec des gens adorables et j’ai en

face de moi une dame d'un certain âge, qui est sympa avec moi, mais à un moment elle s'arrête et me dit : "Il y a une chose que je ne comprends pas, dans les réformes que vous menez, c'est pourquoi vous voulez apprendre l'arabe obligatoirement aux enfants, pourquoi chacun ne fait pas ce qu'il veut ?" » La dame n'est pas présente sur les réseaux sociaux, ne passe pas ses journées devant les chaînes d'info en continu, mais elle avait reçu par une connaissance un mail à ce sujet. L'histoire de cette fausse information est intéressante : la première occurrence est postée par un internaute anonyme « PeupledeFrance1 », soutien actif de Nicolas Sarkozy et qui n'hésite pas à dénoncer Alain Juppé comme un soutien des Frères musulmans (oui, oui, le même Alain Juppé). Quelques heures après, elle est relayée en pleine nuit par un militant des Républicains, Patrick Michelet, lui aussi fervent soutien de Nicolas Sarkozy – et aujourd'hui de Rachida Dati. Un détail saute aux yeux : il est aussi un grand fan du Liban et, à l'époque de la diffusion de cette fausse information, il a pour photo de profil une lettre... en arabe ! Le *noun*, le *n* arabe, est utilisé par les défenseurs des chrétiens d'Orient, qui expliquent que les miliciens de l'État islamique l'apposaient sur les maisons des chrétiens lors de la prise sanglante de Mossoul en 2014, en Irak. Depuis, ce symbole est utilisé avec passion par les militants de la droite catholique et de l'extrême droite identitaire. Est-ce que je peux demander comment des gens qui arborent une lettre arabe comme symbole de leur compte Twitter ou Facebook peuvent être dans le même temps les plus farouches opposants à la langue arabe ? Il ne vient jamais à l'esprit de ces gens que les 10 millions de chrétiens d'Orient qu'ils prétendent soutenir assistent à des messes en arabe, lisent la Bible en arabe et parlent tous les jours en arabe ?

Toujours est-il que ces deux premiers messages vont ensuite exploser et être rapidement retweetés plusieurs centaines de fois. Résultat : même si l'information est rapidement démentie, il en reste toujours quelque chose. La preuve : le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, l'utilisera encore comme argument en direct sur France Inter... en 2018. Il reprend à son compte cette désinformation grossière en assurant que « l'arabe obligatoire dès le primaire, c'est non ». Et d'ajouter : « Il faut qu'il n'y ait rien qui nous emmène davantage sur la voie du communautarisme. »

Si cet argumentaire est repris en boucle alors qu'il n'est basé sur rien de sérieux, c'est qu'il touche une corde sensible : pour une partie de la droite et de l'extrême droite, l'enseignement de l'arabe entraînerait automatiquement un repli identitaire pour les Arabes de France. En 2016, lorsque Najat Vallaud-Belkacem propose de réformer les Enseignements de langue et culture d'origine (ELCO)¹ pour les faire rentrer progressivement dans le cadre de l'Éducation nationale, elle est immédiatement prise à partie sur ce thème. La députée LR du Doubs, Annie Genevard, lui lance ainsi à l'Assemblée nationale : « Ne croyez-vous pas que l'introduction des langues communautaires dans les programmes scolaires encouragera le communautarisme qui mine la cohésion nationale ? » Annie Genevard est depuis devenue vice-présidente de l'Assemblée nationale (elle est également vice-présidente des Républicains) et elle m'a très aimablement reçu dans son bureau pour m'expliquer pourquoi elle s'était ainsi opposée à la volonté de réforme de l'enseignement de l'arabe de l'ancienne ministre. « Najat Vallaud-Belkacem a décidé de proposer systématiquement l'arabe et le portugais à tous les enfants de CP : c'était une

vraie décision politique, dit-elle. Or la première mission de l'Éducation nationale, surtout à l'égard des enfants issus de l'immigration, c'est plutôt de les amener à la culture et à la langue de la communauté nationale d'adoption, qui est la leur en réalité. Ils sont français. » Quelque part, apprendre l'arabe empêcherait d'être totalement français ? En fait, ce que dit Annie Genevard, c'est qu'il faut absolument et en toutes circonstances donner la priorité à l'enseignement du français. Premier argument : c'est pas pour les enfants. « Un adulte qui pratique plusieurs langues, c'est une richesse énorme, pouvoir accéder à un auteur dans sa langue d'origine, c'est merveilleux. Mais là on parle d'enfants très jeunes, c'est tout à fait différent. » Deuxième argument : c'est parce que la langue française serait mal en point. « Tout ça ne poserait pas de problème si les Français étaient à l'aise avec leur langue. Mais, comme dit Alain Finkielkraut, les Français sont devenus étrangers à leur propre langue, puisqu'on est obligés aujourd'hui de simplifier la langue pour la rendre intelligible : allez trouver le passé simple dans un livre pour enfants ! » J'évite de me lancer dans un grand débat sur la modernité de la langue française et ses évolutions. Je lui demande si elle ne trouve pas paradoxal de prétendre lutter contre le communautarisme et en même temps laisser l'enseignement de l'arabe se faire majoritairement dans des lieux de culte. « Il y a un pari qui consisterait à dire qu'enseigner l'arabe dans l'école publique ferait reculer le communautarisme. Et si, à l'inverse, ça le renforçait ? Si ça envoyait comme message aux enfants : votre langue principale, c'est l'arabe, pas le français ? » fait-elle mine de s'interroger.

J'avoue que cet argument ne me convainc pas vraiment, mais je tends l'oreille – d'autant plus qu'elle est la seule femme politique critique de l'enseignement de la langue arabe

qui a accepté de me répondre. Et là, Annie Genevard me raconte quelque chose de plus intéressant : « Je viens d'une famille de l'immigration italienne, ce qui n'était pas plus facile à l'époque, je suis restée très attachée à la culture italienne, ça fait partie de moi, mais ça n'a pas pris le pas sur le reste. Chez mes grands-parents, peut-être que c'était une erreur, les enfants avaient interdiction de parler italien, parce qu'il fallait montrer des gages d'intégration et même d'assimilation. » Et d'ajouter : « À Rome, fais comme les Romains. » Autrement dit : il faut accepter de renoncer à sa langue pour s'intégrer. Et si je réfléchis bien, c'est ce qui m'est arrivé. Et si Annie Genevard avait raison ? Elle me dit : « Même si vous aviez eu en école primaire deux ou trois heures par semaine, est-ce que ça aurait changé la donne ? Quand on quitte son pays, on renonce à une part de soi-même. »

Mais je n'ai rien quitté du tout : j'ai envie d'être français et arabe, et de maîtriser les deux langues, est-ce que c'est si grave ? Est-ce que mon envie d'apprendre l'arabe est nécessairement contradictoire avec mon identité française ? En l'entendant, je me dis que, si j'avais eu des cours d'arabe à l'école ou au collège, j'aurais peut-être réglé une partie des questions que je me pose aujourd'hui. « Est-ce qu'on arrive à faire tout ce qu'on a envie de faire dans la vie ? Moi, j'ai envie d'apprendre le javanais, mais j'ai pas de prof de javanais sous le coude ! » rigole Annie Genevard. La légèreté de la comparaison me fait tiquer. En plus, je suis sûr qu'elle n'a jamais voulu apprendre le javanais. À la fin de notre échange, elle conclut : « Les choses ne meurent pas, elles peuvent ressurgir. Je le vois dans ma propre famille, il y a des traditions qui ont perduré : moi je ne parle pas l'italien, mais ma fille a envie d'apprendre. » Je ris sous cape. C'est donc la même chose dans toutes les familles immigrées : les enfants et

petits-enfants finissent par remonter l'arbre généalogique et linguistique. On n'échappe pas à son histoire et à sa culture. Je sens bien dans cette conversation que l'arabe n'est pas placé au même niveau que les autres langues, même si la députée s'en défend. Je lui propose l'idée que l'arabe est aujourd'hui une langue de France, puisqu'il y a trois ou quatre millions d'arabophones : « Ah non, quand même pas. Ce n'est pas une langue native de France ! »

L'argumentaire que développe cette députée est un concentré de tous les outils déployés contre le développement de l'arabe en France. Au moment de la polémique avec Jean-Michel Blanquer, un échange entre un auditeur de RMC et le présentateur de la matinale, Jean-Jacques Bourdin, illustre cette vision de manière très claire :

– Thomas, vous êtes à Bonnac-la-Côte, c'est en Haute-Vienne. Apprendre l'arabe, comme on apprend le russe, le chinois... oui ou non ?

– Non.

– Et pourquoi ?

– Pas à l'école. Et pourquoi on apprendrait pas plutôt d'autres langues ? On n'a pas que l'arabe en France !

– Non mais Thomas, je vous dis au *même* niveau que le russe ou le chinois, je ne vous parle pas de première langue.

– On n'a rien à voir avec eux.

– Mais c'est pas une question de... D'abord, c'est qui « eux » ?

– Ben avec leur religion ! Pourquoi l'imposer en France ?

« Nous ». « Eux ». On voit bien la rhétorique de cet auditeur, dont le propos me désole d'autant plus que je me considère un peu comme un Limousin d'adoption. Il ajoute même à la fin de l'échange : « Je ne vois pas pourquoi on devrait apprendre la langue d'autres pays sachant qu'eux-mêmes quand ils viennent en France ne savent même pas parler français. Déjà commençons les choses dans l'ordre avant de vouloir apprendre leur langue, ce n'est pas à nous à nous adapter à eux, mais plutôt l'inverse. » J'écoute cet échange, sidéré, mais je ne peux pas m'empêcher de me dire : « Le gars Thomas, je le bats au Scrabble quand je veux. » Je connais beaucoup d'Arabes qui parlent mieux français que lui. Je lui mets « baklava » (oui, c'est accepté) sur un mot compte triple et son cas est réglé. Une série de documentaires intitulée *Pourquoi nous détestent-ils ?* a été réalisée il y a quelques années par le producteur Alexandre Amiel, [par Amelle Chahbi et Lucien Jean-Baptiste]. Dans l'un des épisodes, la comédienne française d'origine algérienne Amelle Chahbi va volontairement à la rencontre de militants d'extrême droite dans une manif du 1^{er} Mai. Un homme affable et bedonnant au crâne rasé, qui porte un drapeau à la croix celtique, lui explique qu'elle doit retourner « dans son pays », elle qui est née en France et ne parle pas l'arabe.

D'une certaine manière, me dis-je intérieurement, si tous ces gens veulent qu'on « retourne dans notre pays » (ça doit être l'Arabistan, le pays de tous les Arabes), ils auraient intérêt à ce qu'on apprenne l'arabe, non ? Pour certains, la volonté d'apprendre l'arabe à ses enfants est forcément une démarche suspecte, qui éloigne de la communauté nationale. Le député LR Éric Ciotti expliquait ainsi en 2018 dans un tweet, opportunément publié le 11 septembre : « Favoriser l'enseignement de l'arabe à l'école c'est fracturer la France et

renforcer le communautarisme. L'intégration de l'islam en France passe par le respect de la loi et l'assimilation culturelle pas par la soumission communautariste. » Pour celles et ceux qui n'auraient pas bien compris l'immensité du danger, il ajoute : « Favoriser l'enseignement de l'arabe, c'est fracturer la France. » Diantre, quel programme. Donc les enseignants d'arabe, les proviseurs qui veulent ouvrir des classes, les parents qui souhaitent que leurs enfants apprennent une langue vivante à l'école publique sont des briseurs de France. Je me dis que c'est prêter beaucoup de pouvoir à ces ultraminoritaires artisanaux, qui disposent de quelques heures de temps scolaire – dans moins de 3 % des établissements, rappelons-le. Écoutons aussi l'ex-candidat à la présidentielle (puis allié de Marine Le Pen dans l'entre-deux-tours), Nicolas Dupont-Aignan² : « Pourquoi il n'y a pas de demande pour ces cours d'arabe ? Parce que, heureusement, les jeunes des cités ils veulent s'intégrer. Ils ne sont pas venus en France pour vivre comme en Arabie. Ils sont venus en France pour être français. » On apprend ainsi que, dans la bouche de M. Dupont-Aignan, les « jeunes des cités » sont « venus en France »... depuis l'« Arabie ». D'une certaine manière, de la part de responsables politiques qui font leur beurre sur le marketing islamo-stressé, c'est assez attendu. Mais quand des politiques d'habitude moins obsédés par l'immigration ou l'islam, comme Xavier Bertrand ou Bruno Le Maire, se prêtent au jeu, on comprend que le rejet de l'arabe est un pari politique assez sûr : personne n'aime l'arabe, ça ne coûte pas très cher de taper dessus, et personne ne vous reprochera de relayer de fausses informations. « L'apprentissage de l'arabe au CP mènera droit au communautarisme », expliquait ainsi en 2016 Bruno Le Maire, alors candidat à la primaire de la droite, en s'appuyant sur l'idée fautive que cet enseignement allait devenir obligatoire. On pourrait se moquer de cette litanie

d'approximations et de fausses informations, mais le problème, c'est qu'elles ont des conséquences. Un exemple ? En 2015, deux enseignantes d'une école de Prunelli-di-Fiumorbo, en Haute-Corse, ont eu l'idée de faire chanter aux enfants pour la kermesse de l'école une version de la chanson *Imagine* de John Lennon en plusieurs langues... dont l'arabe. Fureur des parents, qui menacent les institutrices : « Elles ont été interpellées par des parents alors qu'elles faisaient leurs courses dans le bourg. Le mot "kalachnikov" a même été prononcé. Ils ont menacé de siffler, de provoquer des bousculades ou de monter sur l'estrade pendant la fête de fin d'année », affirme alors Michel Barat, le recteur de l'académie de Corse. Le ministère de l'Éducation nationale a soutenu les enseignantes, qui ont tout de même retiré leur projet par volonté d'apaisement. Oubliez vos stéréotypes sur le sang chaud des Corses : cette histoire est loin d'être unique. En 2017, au collège François-Rabelais de L'Escarène, dans les Alpes-Maritimes, des parents protestent contre l'apprentissage d'un chant en arabe en cours de musique. Des sites d'extrême droite s'emparent de l'affaire et font annuler cette grave entorse au pacte républicain. Les paroles de *Lamma bada yatathanna* sont pourtant loin de la propagande religieuse. Ce poème traditionnel du Proche-Orient, repris notamment par Natacha Atlas, est une chanson adressée à une « reine de Beauté » par un auteur désespéré par « la douleur que lui cause cet amour ». Le site islamophobe Riposte laïque, qui a mobilisé les parents contre l'apprentissage de la chanson, en fait un commentaire : « Texte creux, qui ne veut rien dire, quand on a tant de chants avec du fond, tant de textes beaux [...] faisant partie de notre patrimoine, de notre culture ! Et passionnant d'apprendre un chant dans une langue que l'on ne connaît pas... et l'arabe en plus, la langue du coran ! [...] Comment expliquer cela si ce n'est pas fait dans un but

idéologique, à savoir obliger les enfants à apprendre de l'arabe ? » Encore et toujours cette suspicion d'un plan caché pour apprendre l'arabe de manière obligatoire aux enfants. Je rappelle qu'on parle ici de spectacle de fin d'année, de cours de musique et de kermesse dans des écoles publiques. Depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer, le ministère de l'Éducation nationale se fait plus discret dans son soutien aux enseignants qui prennent ce type d'initiatives.

Ces événements ne sont pas isolés : j'en ai recensé plus d'une dizaine en épluchant rapidement la presse locale. Un lycée de Dijon veut ouvrir une classe d'arabe ? La presse locale et les sites d'extrême droite mènent campagne contre. Le maire de Perpignan ne veut plus de cours d'arabe dans le dispositif ELCO en primaire dans les écoles de la ville ? Il refuse de prêter des salles. Ce rejet va parfois plus loin encore. À Six-Fours, dans le Var, le député et maire Jean-Sébastien Vialatte (LR) s'oppose à ce que les cours d'arabe des ELCO aient lieu dans une école de la ville, après la publication d'une autre fausse information sur des cours d'arabe obligatoires. Pour s'en assurer, il envoie la police municipale empêcher le déroulement du cours le mercredi après-midi. Une décision jugée illégale par le préfet, mais un peu tard : les parents ont déjà renoncé à y amener leurs enfants. Le point commun de toutes ces histoires n'est pas seulement qu'elles s'appuient sur des fantasmes racistes et des informations fausses ; à chaque fois, ou presque, le cours, ou l'initiative qui inclut un peu d'arabe, est annulé. Les partisans de l'extrême droite aiment mettre l'accent sur les prétendus reculs de la République face au communautarisme. Mais on ne les entend pas quand l'Éducation nationale cède sous les cris de quelques dizaines d'excités. C'est là qu'elles reculent, les valeurs de la

République, quand on s'interdit d'enseigner l'ouverture d'esprit et la culture, au profit d'un repli sur soi mensonger.

Pourtant, il fut un temps pas si lointain où la droite française était favorable à l'enseignement de l'arabe – peut-être même plus qu'une partie de la gauche. Un certain Nicolas Sarkozy, peu après son élection en 2007, a ainsi lancé des Assises de l'enseignement de l'arabe, dans le but de renouer les liens de la France avec le monde arabe : « La langue arabe est une langue d'avenir et de progrès, de science et de modernité. Il n'y a pas de contradiction entre préparer l'avenir et investir dans la langue arabe », estimait ainsi le président de la République. Poussé par un cabinet d'arabisants à l'Élysée, Sarkozy souhaite la mise en place de mesures concrètes, avec des ouvertures de classes au lycée et la « généralisation de classes bilangues » au collège. Bigre ! un discours qui ferait hurler aujourd'hui à droite. Le bilan de ces Assises a été au final plutôt maigre : aucune des mesures promises n'a été mise en place par le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Xavier Darcos, frileux sur le sujet. Bien sûr, l'objectif n'était pas uniquement de tisser des ponts entre les deux rives de la Méditerranée, mais aussi de vendre des centrales nucléaires françaises aux pays arabes, et particulièrement à la Libye de Kadhafi, avec qui Sarkozy était alors en plein réchauffement. Un autre ministre de Nicolas Sarkozy, Luc Chatel, avait aussi pu affirmer en 2011 qu'il fallait « renforcer l'enseignement de l'arabe » dans l'Éducation nationale, sans que personne grimpe au rideau. D'ailleurs, l'ancien président de la République n'était pas le seul, à droite, à défendre l'enseignement de l'arabe. C'est aussi le cas de l'ancien secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé. « Il faut que ce soit l'école laïque qui l'enseigne », affirme-t-il encore aujourd'hui, en rupture avec une grande partie de son camp

politique sur le sujet. « Je n'ai pas de leçons à recevoir, m'a lancé l'ancien ministre du Budget. C'est moi qui ai fait voter la loi d'interdiction de la burqa [voile intégral] en France, et j'ai raconté une histoire de pain au chocolat qui m'a valu toutes les insultes des bien-pensants habituels. » Je l'interroge sur les propos de Mme Genevard ou de M. Ciotti. « C'est à cause de raisonnements de ce type que la droite est dans cet état », s'indigne Jean-François Copé, en faisant référence au piètre score de la liste des Républicains aux élections européennes de 2019.

On pourrait faire le même raisonnement pour une partie de la gauche, tétanisée à l'idée de se faire traiter de communautariste, et qui ne lève pas le petit doigt pour faire avancer le sujet. Ni François Hollande ni ses Premiers ministres ne se sont jamais engagés sur la question. De quoi laisser un souvenir amer à Najat Vallaud-Belkacem. « J'ai été attaquée sur d'autres choses en tant que ministre – par exemple sur les ABCD de l'égalité et les droits des femmes –, mais je pouvais trouver des défenseurs. Parfois de manière surprenante, au-delà du clivage partisan. Mais pas sur la langue arabe : non seulement vous avez un matraquage idéologique d'une certaine presse, mais y compris dans votre propre formation politique, les gens prennent un milliard de précautions avant de manifester le moindre soutien, c'est ça qui est dingue ! »

1. Voir [ici](#).

2. En duplex sur BFMTV, le 12 septembre 2018.

Une langue qui fait peur

Imaginez la scène un instant : vous regardez la télévision (ou, plus probablement, votre téléphone) et vous entendez un responsable politique prononcer quelques mots d'arabe.

Prenez, au hasard, une ex-ministre comme Rachida Dati, ou Myriam El Khomri, qui ferait un déplacement à l'étranger. Comme nombre d'élus le font en anglais, en espagnol ou même en catalan, elle prendrait la parole en arabe, juste pour quelques mots. La réaction serait immédiate, et la fautive serait rapidement condamnée pour communautarisme. À ma connaissance, le seul qui s'y soit aventuré, c'est... Laurent Wauquiez, alors président des Républicains en pleine campagne anti-immigrés. En déplacement en Lozère, en janvier 2018, il est interpellé par une association chrétienne. « Comment on peut avoir été maire du Puy-en-Velay et avoir une position aussi dure sur les migrants ? » l'interpelle un militant. Réponse de Wauquiez : « Bien sûr que je suis pour l'échange, je parle arabe. » Interrogé à ce sujet sur un plateau de France 2, il s'est exécuté, ravi : « *Ahlan wa sahlan* (bienvenue), dit-il, avant d'ajouter : *Darrast el fousha fi madinat el kahyra* (j'ai étudié l'arabe dans la ville du Caire) puis *Achtaghal fi sifarat faranciya* (je travaillais à l'ambassade de France). » Des restes de son stage au Caire, alors qu'il était élève à l'ENA au début des années 2000. Ça alors ! Le type qui surfe sur le rejet des migrants, qui multiplie les fausses

informations sur l'immigration et l'islam¹, lui, il peut prendre la parole en arabe ? Le maire RN (ex-Front national) de Beaucaire, Julien Sanchez, s'était empressé de tweeter son indignation : « Wauquiez m'a fasciné une fois ce soir : lors de son interview en langue arabe. » Comme quoi, vis-à-vis de la langue arabe, on peut toujours espérer trouver plus balourd. Il y a derrière cette réaction l'idée que l'arabe est toujours une langue suspecte, que c'est une langue... qu'on ne comprend pas. Wauquiez récite avec difficulté les quelques minuscules reliques d'arabe qui lui restent – des phrases d'une grande banalité, que même moi je peux comprendre, c'est dire –, on le soupçonne quand même d'avoir voulu dire autre chose. L'arabe, c'est la langue de la duplicité et du mensonge, la preuve ultime que les Arabes ne peuvent pas être des Français comme les autres : on a décidément quelque chose à cacher. C'est la peur du propriétaire qui a confié les travaux à des ouvriers qui parlent arabe entre eux – ils vont sûrement l'arnaquer. La peur des profs qui entendent parler arabe dans la cour du collège – ces gamins préparent un sale coup, pour sûr. La peur de mes collègues journalistes qui se rendent dans un quartier défavorisé et qui se sentent soudainement dépassés – ils ne sont plus en France, raconteront-ils à leur retour de reportage. Dans un épisode du podcast consacré à la langue *Parler comme jamais*², Rachid Zerrouki, enseignant à Marseille, raconte une scène qui illustre bien les inquiétudes irrationnelles que peut parfois susciter l'arabe. Il est à la fac et passe le concours d'enseignant. Il présente une séquence pédagogique autour de l'histoire de *Sindbad le marin* : « J'expliquais à la formatrice qui m'écoutait pourquoi en arabe on prononçait ça *Sindibad*. Elle me fait écrire le mot au tableau, tout se passe bien, je l'écris, et en partant personne ne pense à effacer le mot au tableau. Il reste un mot écrit en arabe. Et là c'est le drame, un personnel d'entretien vient, il

voit écrit un mot en arabe, il se dit : Mais qu'est-ce que c'est que ça ? Il le prend en photo, il envoie des mails, et au final il faut que le mail arrive à ma formatrice pour qu'elle rassure tout le monde et qu'elle dise : "C'était juste *Sindibad* écrit au tableau." »

Ce qui fait peur dans l'arabe, ce n'est pas simplement que c'est une langue parlée par des classes populaires : c'est aussi la langue de l'islam. Je crois que les deux mots « *Allah akbar* » (« Dieu est le plus grand ») sont certainement ceux qui terrifient le plus en France, et ils sont en arabe. Et pourtant, ils sont prononcés quotidiennement par des milliers de Français, non pas comme l'expression d'une soumission religieuse, mais comme une expression courante. Dans ma famille chrétienne, on dit « *Allah ma'ak* » (« Que Dieu soit avec toi »), quand on raccroche le téléphone, quand quelqu'un quitte la maison ou part en voyage. En novembre 2019, après l'attentat perpétré par un ancien candidat FN contre une mosquée à Bayonne, quelques milliers de personnes ont défilé à Paris contre l'islamophobie et le racisme. Malgré une oreille attentive, je n'y ai entendu aucun slogan en arabe. À la fin de la manifestation, à la demande d'un des organisateurs, la foule lance un retentissant « *Allah akbar* ». C'est cette courte séquence qui sera la plus commentée par celles et ceux qui pensent que les musulmans sont une menace pour la République, oubliant que les manifestants ont aussi entonné une bruyante *Marseillaise* pour conclure leur marche. On oublie parfois que les mêmes mots, scandés dans les défilés lors des Printemps arabes tunisiens, syriens ou égyptiens en 2011, étaient des mots de liberté et de révolte. Une manière pour les manifestants de rappeler aux dictateurs qu'ils ne sont pas au-dessus de Dieu.

La peur des mots arabes, des mots de l'islam, tous les arabo-descendants la connaissent, moi le premier. Depuis mon adolescence, je sais que, si je veux faire peur ou troubler une conversation, il me suffit de lâcher un mot d'arabe – même faux – pour voir les regards de mes interlocuteurs changer. Je me souviens d'une manifestation propalestinienne, à Lyon, au tournant des années 2000. Dans une ambiance bon enfant, certains cortèges commencent à lancer des slogans en arabe. Je me souviens avoir ressenti le malaise d'une partie des manifestants lors de cette prise de contrôle temporaire du micro : et si ces mots étaient une apologie du terrorisme, de la violence ou de l'antisémitisme ? En fait, les mots d'ordre scandés étaient une simple traduction des slogans chantés en français quelques minutes auparavant. Enfin, pour être honnête, à moi aussi, il a fallu les traduire. Parce que moi aussi j'ai eu peur de me retrouver soudainement dans une manifestation craignos – comme quoi on peut être à la fois victime de stéréotypes et véhiculer lesdits stéréotypes.

Cette tendance à voir du terrorisme dans toute expression en arabe s'est aggravée depuis les attentats de janvier et novembre 2015. Parce que les mots « *Allah akbar* » sont ceux qu'ont prononcés les terroristes de *Charlie Hebdo*, de l'Hyper Cacher ou du Bataclan, ils sont immédiatement perçus comme dangereux. Ainsi, à Saint-Brieuc, en avril 2018, un homme de vingt-trois ans, tout juste sorti d'un hôpital psychiatrique, a pris six mois ferme pour avoir hurlé « *Allah akbar* » dans une gare. À son procès, il a expliqué de manière très incohérente qu'il avait crié ces mots pour « être en sécurité avec les flics ». Autre exemple : à Chartres, en mai 2019, un homme a été condamné à trois mois de prison ferme pour avoir crié ces deux mots. Il s'est avéré qu'il n'était pas musulman et surtout fortement alcoolisé.

La culture populaire n'est pas étrangère à la diffusion de cette idée que la langue arabe est menaçante. Où sont les séries, les livres, les films où les gens qui parlent arabe ne sont pas soit des caïds de banlieue, soit des terroristes assoiffés de sang ? La comédienne Hyam Zaytoun en a souvent fait l'expérience elle-même. Dans son feuilleton radiophonique sur France Culture, elle se met en scène en train de passer un casting pour un film qui cherche une arabophone. Face à elle, un réalisateur caricatural et ignorant qui ne la voit que comme une jeune de banlieue ou une terroriste. Une scène largement inspirée de sa vie de comédienne. « Quand j'étais étudiante au conservatoire, je jouais Marivaux, Phèdre. Personne ne m'avait prévenue que quand j'allais arriver sur le marché du travail on allait me proposer de jouer uniquement Fatima et Yasmina les beurettes ! On m'a même reproché de ne pas avoir assez l'accent de banlieue, m'a raconté celle qui a notamment joué dans *Le Bureau des légendes*, sur Canal +. Quand tu es comédien et que tu portes un nom arabe, il y a un modèle auquel tu ne peux pas échapper. Il a fallu quinze ans de métier pour que je puisse jouer des Sabine ou des Émilie... » Les séries américaines comme *Homeland* ou *24 heures* ont largement contribué à cette idée : les femmes et les hommes qui s'expriment en arabe sont présentés comme des terroristes en puissance. Pendant longtemps, ce stéréotype était aussi celui qui était accolé à l'allemand : dans les films, seuls les nazis parlaient allemand, ou pire, comme dans la série *Papa Schultz*, ils parlaient avec un accent « boche » ridicule. La version française de la série est d'ailleurs à ce titre beaucoup plus caricaturale que l'originale en anglais. Les sonorités de l'allemand ont longtemps été perçues par certains comme autant de rappels de l'Occupation et du nazisme. Celles de l'arabe sont entendues comme la bande-son du terrorisme et du fondamentalisme.

L'enseignant Rachid Zerrouki conclut ainsi son histoire de *Sindbad le marin* arabe écrit au tableau : « Ça illustre pour moi le fait que, même chez des gens qui sont tout à fait bienveillants, on a cette assimilation de l'arabe à de la violence, au terrorisme, ça révèle quelque chose. En tant qu'arabophone, on ressent ces choses-là, et ça conditionne notre manière d'utiliser notre langue. » Cela me rappelle un concept de psychologie sociale venu des États-Unis : la menace de stéréotype ou *stereotype threat*. Dans son livre *Parallel Time*³, le journaliste Brent Staples raconte son expérience de jeune homme noir dans les rues de Chicago, dans les années 1970. La nuit, il lit la peur sur les visages des passants qui le croisent. Pour faire baisser la tension, il se met à siffloter des airs des Beatles ou de Vivaldi. Surprise : « La tension disparaissait dans les yeux des gens quand ils m'entendaient. Certains souriaient même en me croisant dans la pénombre. » En lisant ce témoignage, le psychologue américain Claude Steele commence à réfléchir à la manière dont les individus affrontent les préjugés⁴. En clair : les individus qui sont confrontés à des stéréotypes négatifs sont handicapés dans leur attitude parce qu'ils ont peur de véhiculer ce cliché et que leur cerveau passe son temps à chercher à échapper à ces caricatures, ce qui les rend moins efficaces dans leur vie sociale ou professionnelle. Aux États-Unis, je me souviens d'une rencontre d'étudiants de l'université de Harvard où un jeune homme noir expliquait qu'il adaptait son comportement pour ne pas avoir l'air menaçant lorsqu'il était dans un ascenseur avec une femme blanche. « Je me tiens en retrait, j'essaye de ne pas avoir l'air trop grand », racontait, dépité, cet étudiant en droit dans l'une des plus prestigieuses universités américaines. Après avoir été choqué par cette histoire, j'ai fini par me reconnaître dans cette attitude : instinctivement, je me mets à chanter *La Patrouille des*

éléphants ou *Il en faut peu pour être heureux* dès qu'il commence à faire un peu sombre, dans l'espoir que Baloo va adoucir le regard qu'on portera sur ma barbe sombre et mon visage oriental. J'ai longtemps essayé de diminuer mon arabité dans le métro pour ne pas effrayer les vieilles dames. Je me demande même si ce n'est pas comme ça que j'ai commencé à lire *Le Monde* en public. Je devais penser que lire un quotidien sérieux était forcément plus rassurant que d'avoir en face un type barbu qui révise un manuel d'arabe pour tous, premier niveau. Sans le reconnaître complètement, ma mère fait la même chose dans les transports : « J'adore lire en arabe, mais si j'ai un livre en arabe, je ne l'ouvre pas dans le train. J'ai pas envie qu'on me pose des questions. Lire c'est intime, j'ai pas envie que les gens regardent ce que je lis ! » Après avoir entendu cette anecdote, ma sœur Diane m'a d'ailleurs raconté une histoire assez similaire : « Quand j'essayais d'apprendre l'arabe, je trimballais mes cours d'arabe avec moi en me disant "je bosserai dans le train", sans me poser la question au moment de faire mon sac. Une fois installée, j'étais incapable de les sortir. En me disant à la fois : "C'est trop connoté, les gens vont me regarder d'un air suspicieux" et "Je ne devrais pas avoir à me poser la question, si quelqu'un me fait une réflexion, c'est un connard". Mais évidemment, à la fin, je ne les sortais jamais. »

Et moi, combien de fois ai-je baissé le son, en écrivant ce livre, en recherchant des versions en arabe des vidéos d'*Olive et Tom* ou des chansons des Schtroumpfs, pour ne pas effrayer les voisins ? Je joue en fait une partition assez classique : le contournement. En parlant arabe, tu as l'air d'un terroriste ou d'un type qui cherche des ennuis. Autant détourner l'attention.

Mais je vois bien qu'il n'est pas suffisant de rejeter la faute sur les stéréotypes que les autres véhiculent sur la langue

arabe. Ce sont aussi mes propres représentations qui sont en jeu : pour moi, si l'arabe n'est pas une langue séduisante, c'est aussi que, pendant longtemps, j'avais du mal à m'imaginer parler cette langue. Mon frère Ziad m'a mis sur une autre piste. Et si je ne parlais pas l'arabe parce que j'ai trop honte de l'image qu'ont les hommes arabes ? Que je me les imagine uniquement comme des gros types à moustache et en marcel (on dit « flanelle », au Liban) qui attendent, transpirants, à l'aéroport de Beyrouth ? Que je n'arrive pas à en avoir une autre image que celle de dictateurs inamovibles ou de ringards misogynes ? Je me rends compte que je suis moi-même abreuvé de cette vision caricaturale des hommes arabes, et que, faute de vision positive, c'est difficile pour moi de me projeter dans un homme arabe qui ne fait pas flipper la France. J'en ai parlé avec le dessinateur Rachid Sguini, qui signe sous le nom de Rakidd des dessins qui rencontrent un réel succès sur Facebook. Il m'a expliqué que certaines agences de communication ou certains médias rechignent à lui commander des dessins précisément pour cette raison. « C'est le stigmate que portent les hommes arabes : on n'est pas faits pour les sentiments. Un Arabe qui fait des dessins pour enfants, c'est vu comme bizarre par tout le monde. Dans la culture populaire, tu connais beaucoup d'histoires d'amour qui se passent avec des Arabes, à part Aladin ? » me demande-t-il, souriant mais amer, sous une affiche de Jackie Chan en arabe, dans son appartement du 19^e arrondissement de Paris. « Les hommes arabes sont vus comme virils, comme des “vrais mecs”, pense ce natif du Puy-en-Velay d'origine marocaine qui a appris à aiguïser son regard artistique en observant les églises romanes. On ne peut pas faire de poésie, écrire des livres, etc. Tu ne peux pas être un homme musulman et aimer les dessins, les sentiments. » Pourtant la langue arabe a longtemps été – et est encore – une langue de poètes, de l'Irak

à l'Andalousie, avec des auteurs reconnus pour leur capacité à décrire le monde avec finesse et humour. Comment en est-on arrivé à la faire passer pour une langue de bourrins terrifiants ?

1. Laurent Wauquiez a reçu dès 2015 le prix du meilleur « Jeune Espoir » du menteur politique de l'année, décerné par des journalistes spécialisés dans la vérification de l'information.

2. *Parler comme jamais*, épisode 1, « Les autres, ces mauvaises langues », septembre 2019.

3. Brent Staples, *Parallel Time*, Pantheon, 1994, non traduit.

4. Claude Steele, *Whistling Vivaldi. How Stereotypes Affect Us and What We Can Do* (« Siffloter Vivaldi. Comment les stéréotypes nous atteignent et ce que nous pouvons faire »), W. W. Norton & Company, 2010, non traduit.

L'arabe, notre langue de France

En écrivant ce livre, je me suis souvent dit : « Tu aurais mieux fait d'apprendre l'arabe plutôt que de consacrer tout ce temps à écrire un bouquin où tu te lamentes sur ton incapacité à apprendre l'arabe. » Je pensais surtout que, à la fin de cette enquête sur moi-même, je prendrais une décision une bonne fois pour toutes : je m'inscris à des cours d'arabe et cette fois-ci je m'y tiens. Ou bien à l'inverse : tant pis, je n'apprendrai jamais l'arabe, je laisserai à ma fille de vieux exemplaires du *Monde diplomatique* sur la guerre au Liban, une recette de *manouché*¹, et elle fera ce qu'elle voudra avec. À dire vrai, j'ai oscillé entre ces deux positions : si je me dévoue à l'apprentissage de l'arabe maintenant, pour le transmettre à ma fille, est-ce que je vais soudainement devenir un mauvais Arabe, moi qui ai consacré quarante ans à être le parfait petit exemple de l'intégration ? Mais si j'abandonne l'arabe, est-ce que je ne deviendrai pas à mes yeux la preuve vivante qu'on ne peut pas être français ET arabe ? Pire encore, est-ce que je prendrai la responsabilité de scier mon arbre généalogique, d'oublier les avertissements de ma grand-mère, qui résonnent encore dans ma tête alors que je termine ce travail ?

Peut-être que je n'ai pas le choix, me dis-je de manière défaitiste en lisant ce que dit l'écrivaine libanaise Hoda Barakat, qui vit à Paris depuis les années 1990 : « Mes enfants sont incapables d'écrire en arabe, ils peuvent le lire, mais quand ils écrivent c'est en français. C'est une grande tristesse pour moi. Ce phénomène est nécessaire et triste à la fois. Dès la deuxième génération, on écrit dans la langue du pays d'accueil. Culturellement, le mélange est nécessaire et bon. Soit dit en passant, les diasporas n'ont jamais fait de mal à

quiconque. Mais la langue et la culture arabes vont être perdantes parce qu'à la troisième génération c'est fini. » Je me dis que j'aimerais lui donner tort, mais se fixer un défi personnel ne me semble pas une motivation suffisante pour apprendre l'arabe. Je repense aussi à ce que m'a dit la députée LR Annie Genevard, hostile à l'apprentissage de la langue arabe lorsque je quittais son bureau : « Quand on devient français, on change d'arbre généalogique. Il y a une part de renoncement, ce qui ne veut pas dire qu'on se coupe. » Son expression favorite – « À Rome, fais comme les Romains » – trouve en moi une forme d'écho. Je me prends à douter. Et si elle avait raison ? me dis-je une nouvelle fois. Élève ta fille comme si elle n'avait pas d'origines libanaises, elle ne s'en portera que mieux.

Je me sens pris en étau entre ma propre angoisse identitaire et l'injonction à faire entrer ma fille plus encore dans le rang de l'assimilation. En réalité, je ne me sens capable ni de partir m'installer deux ans au Liban pour réapprendre l'arabe ni de tout ignorer et faire comme si de rien n'était. Je ne veux plus être coincé entre ces deux extrêmes.

Et puis je repense au *zaatar*.

Le *zaatar*, c'est un mélange de thym, de sumac et de sésame qui est un genre d'épice nationale libanaise. Dans ma famille, on en met partout : sur les patates, dans le houmous, sur les lentilles, et surtout sur les *manouchés*. Quand j'étais petit, à Lyon, la boulangère du quartier acceptait de faire une fournée de croissants au *zaatar* à la fin de sa journée, juste pour nous. Je n'ai jamais su comment mes parents avaient corrompu les boulangers pour qu'ils acceptent de faire ça (et que leur four sente le thym pendant trois jours ensuite). *Zaatar*, c'est un mot arabe que ma fille emploie quotidiennement, parce qu'elle adore en mettre dans son

yaourt. Si je ne la retenais pas, elle en mettrait sur le pot-au-feu ou les quenelles au brochet. Je n'arrive pas à lui transmettre la langue, pour l'instant, mais elle, elle a compris comment on fait pour être français et arabe en même temps : on mélange.

Je veux être fier d'être français et arabe, fier de ma francité arabe, de mon arabité française. J'aime le français, langue ouverte sur le monde, faite du mix entre des Gaulois barbus, des sages grecs et des Méditerranéens moustachus. J'aime l'arabe, cette langue si douce à mes oreilles, cette langue familière et familiale, même si des fois je n'en comprends rien, cette langue-monde qui va de l'Atlantique à l'Irak et qui rassemble des peuples si différents. À force d'entendre tous les jours des discours pleins d'ignorance et stéréotypés sur l'intégration et l'immigration, on oublie que ces deux langues, ces deux mondes sont tellement imbriqués l'un dans l'autre qu'ils seraient pauvres et faibles sans cette histoire chaotique et cosmopolite. Il m'a fallu aller chercher un universitaire australien pour mieux comprendre cette histoire. Dans un [livre](#) très complet, Ian Coller raconte comment Paris est devenue dès le XVIII^e siècle la capitale du monde arabe européen, où se pressaient les spécialistes de la langue, les intellectuels, les artistes arabes exilés sur le continent. Se constitue alors une première « France arabe », marquée par l'apport de ces cultures, jusqu'à ce que la colonisation de l'Algérie redistribue les cartes, loin des promesses universalistes des Lumières. À travers des centaines de lettres et de documents, Ian Coller dépeint ces premières étapes de construction d'une identité franco-arabe, marquée par une forte influence mutuelle des deux langues l'une sur l'autre. « La France arabe ne trouva jamais sa place véritable dans l'histoire française, pas plus que dans l'histoire du monde

arabe [...]. Ce qui fut perdu dans cet “oubli”, ce fut la dimension cosmopolite d’un passé partagé, avec tous ses possibles, d’une grande richesse, ses échanges, sa pluralité », explique Coller.

En écrivant ce livre, j’ai souvent entendu ou lu que l’arabe était une menace pour le français, que l’utilisation de mots issus de l’arabe dans le langage courant appauvrissait la langue française. Les sites d’extrême droite et les essayistes islamostressés s’indignent d’une forme de « colonisation inversée » par la langue. Une vision absolument démentie par les linguistes : « Aucune étude n’a pu mettre en évidence la moindre influence de l’arabe sur la grammaire française, ni pour le français de la presse, de la littérature ou de l’administration, ni pour le français des conversations amicales. En ce qui concerne la prononciation, le français appris et parlé en France n’est pas influencé par l’arabe », notent ainsi Maria Candea et Laélia Véron dans un livre³ réjouissant sur les transformations de la langue française. Le philosophe Alain Finkielkraut a souvent dénoncé bruyamment un prétendu « accent beur » qui viendrait corrompre le français des « jeunes de banlieue ». Là aussi, les travaux scientifiques montrent qu’il s’agit plutôt d’un style de prononciation partagé par des jeunes de toutes origines vivant dans les mêmes quartiers urbains et multiculturels. Une continuité de l’accent « titi parisien », en somme, mais nourrie de la réalité de la France d’aujourd’hui.

Le vocabulaire du français, lui, est alimenté par l’arabe depuis très longtemps. Le linguiste Jean Pruvost clame souvent que le français compte plus de mots issus de l’arabe que de mots venus du gaulois. Il les a recensés dans un ouvrage sympathique dont le titre *Nos ancêtres les Arabes*⁴ a fait sautiller sur place les activistes d’extrême droite.

« L'influence de l'anglais a commencé au XVIII^e, s'est poursuivie au XIX^e et est devenue très forte au XX^e, notamment à cause des guerres mondiales. Celle de l'italien s'est surtout fait sentir au XVI^e, pendant la Renaissance. La seule langue qui nous irrigue depuis le IX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, c'est l'arabe », expliquait-il ainsi sur le site de Franceinfo⁵. À dire vrai, ces mots sont relativement peu nombreux en volume, mais beaucoup sont très utilisés dans la vie courante. Certains sont présents en français depuis si longtemps que leur origine a été oubliée : « alcool », « jupe », « coton », « sofa », etc. D'autres sont plus récents, comme « kiffer », « merguez » ou « oualou ». Ces apparitions de mots arabes dans la langue courante me laissent souvent pantois : je n'en connais aucun en arabe. Il s'agit souvent de transformations de mots d'argot marocain ou algérien, parfois en verlan, qui se retrouvent dans la langue française après être passés plusieurs fois à la moulinette. Le mot « wesh », souvent perçu comme provenant de l'arabe, est un mot de dialecte algérien qui n'existe pas dans la plupart des pays arabes. Le mot est maintenant exporté depuis la France vers certains pays de la Méditerranée, par le biais de YouTube et des rappeurs. Certaines intégrations sont plus surprenantes : le mot « khey » dérivé de l'arabe « frère » est ainsi employé par les utilisateurs de l'un des plus grands forums français sur Internet, le 18-25 de jeuxvideo.com – qui est d'ailleurs devenu depuis quelques années un repaire de conspirationnistes d'extrême droite, qui s'autodésignent par un mot venu de l'arabe. Les stars Bilal Hassani ou Aya Nakamura utilisent couramment l'expression « fais belek » (« fais attention », en argot), censée venir de l'arabe mais dont il est difficile de retracer l'origine. On peut encore citer plus récemment l'intégration du mot « zbeul » au langage courant des manifestants black blocs ou gilets jaunes pour décrire leurs

affrontements avec la police, un mot qui vient de *zbel*, « fumier » (ou « poubelle » en dialecte libanais), et qui s'est mis progressivement à désigner le bazar – un mot venu au français par le persan en transitant par l'arabe. Une chanson qui me trotte dans la tête depuis que j'écris ce livre me rappelle que ces mélanges sont loin d'être récents. Dans l'Algérie des années 1940 et 1950, on chantonne des refrains populaires en arabe, dans lesquels surgit, brusquement, un couplet ou une phrase en français : du françarabe. Après la Seconde Guerre mondiale, des galas de la chanson françarabe réunissaient pieds-noirs et Algériens autour du tube égyptien de l'époque *Chérie je t'aime, chérie je t'adore* (plus généralement appelé *Ya Mustafa*). Une chanson écrite en français, en arabe et en italien, sur une musique grecque. Parfois accusée d'être une chanson pro-FLN, elle a été popularisée en Europe par deux chanteurs, l'un libanais, Bob Azzam, l'autre pied-noir, Alberto Staiffi, avant d'être reprise par Dalida.

Je repense à ce que m'a dit Jack Lang quand je suis allé le voir à l'Institut du monde arabe : « Il faut assumer les choses clairement. L'arabe, c'est notre culture, notre civilisation, il faut en être fier. L'histoire de France est indissociable de la culture arabe. » La chanteuse Camélia Jordana le dit autrement : « Maintenant, l'arabe fait partie de la langue française, les petits du 18^e arrondissement avec qui j'ai grandi, ils l'adaptaient au dialecte de la *street*. Il n'y avait pas un rebeu dedans, mais les kids ils s'en fichent, ils mélangent l'arabe, le wolof, le français, etc. L'utilisation n'était pas forcément correcte, mais c'était hyper-joyeux ! [...] Les gens qui pensent que l'arabe ça concerne des jeunes dealers qui brûlent des voitures avant d'aller faire leur djihad font une énorme bêtise. Penser ça, c'est nier la réalité, les couples

mixtes, leurs enfants, c'est nier la France. » Wilfried Serisier, militant de la FCPE dans le 93, résume simplement : « Bien sûr que l'arabe est une langue de France, il faut être aveugle pour ne pas le voir ! J'ai grandi à La Courneuve et Aubervilliers, et mes compatriotes, mes voisins, parlent l'arabe. On nous parle sans cesse de cohésion républicaine, d'intégration : populariser la langue arabe c'est un levier relativement simple à actionner ! L'arabe n'est pas une langue étrangère ! » Je me dis qu'il a sans doute raison : on ne devrait plus tergiverser. Considérer que notre arabe de France, même approximatif comme le mien, fait partie de notre patrimoine commun, de notre histoire collective. On peut fantasmer une France et une langue française conservées dans du formol, qui seraient les mêmes depuis que Pépin le Bref a épousé Berthe au grand pied. Mais cette vision a toujours été fausse.

Je m'en suis rendu compte lors d'un exercice assez curieux auquel je me suis livré à la fin de l'année 2019 : la dictée de l'Institut du monde arabe. Je me suis fait violence pour venir un dimanche après-midi à la fête de la langue arabe, un événement annuel dans le plus pur style du Jack Lang des années 1990 : une sono, des concours, des spectacles autour de la langue arabe. Je me tortille sur ma chaise, dans le grand auditorium de l'IMA. Ma voisine me regarde en rigolant : « Ça fait bien vingt ans que je n'ai pas écrit en arabe. » Je ris intérieurement : et moi donc. Les deux organisateurs nous expliquent le fonctionnement de l'exercice dans un climat de joyeux bordel : chacun argumente dans son coin pour faire changer les règles, demande un stylo, arrive en retard. On n'est pas exactement dans l'ambiance feutrée de la dictée de Pivot. Dès les premiers mots, je me rends compte que je suis totalement dépassé : la partie pour débutants ressemble déjà à un récital de poètes syriens du XIX^e siècle. Même les deux

dames blondes derrière moi ont l'air d'y arriver mieux. Je commence à regretter d'être venu mais, assez vite, un jeune homme se lève pour contester la difficulté de la dictée. Puis un autre. Le professeur les fait s'asseoir, mais un vent de révolte sonne dans la grande salle : « C'est trop dur ! » Un vieux monsieur algérien rigole : « C'est le bazar, ça y est. » Les organisateurs ramènent le calme en continuant sur un ton solennel une dictée dans un arabe qui dérouta la plupart des participants. Surtout quand ils demandent aux candidats d'écrire les chiffres en arabe en toutes lettres. La salle repart de plus belle. « Ça fait trois ans que je prends des cours à l'IMA, et même moi j'ai trouvé ça trop dur », grommelle une jeune fille à la fin de l'exercice. Je regarde à nouveau la salle. Quelques femmes voilées, une poignée de jeunes, des étudiants de l'IMA arabes et blancs, plusieurs dames bien mises, beaucoup de couples mixtes. Je rigole en me disant que c'est un panorama assez juste de ce que la langue arabe compte de locuteurs en France : on y trouve des parents immigrés qui n'ont pas lâché la langue, des religieux qui tiennent absolument à maîtriser la langue du Coran, des arabisants attirés par les charmes d'une langue orientale, des amoureux qui veulent mieux se comprendre. Une carte postale de la France arabe, qui m'a soudain donné espoir dans notre capacité collective à intégrer l'arabe comme une langue de France, comme un patrimoine commun, malgré cette histoire chaotique, bruyante, pleine de contradictions, énervante parfois. Mais cette langue est la nôtre, à nous, Français. Et c'est aussi la mienne. Même si je ne la parle pas.

1. Galette libanaise à l'huile d'olive et au *zaatar*.

2. Ian Coller, *Une France arabe, 1798-1831*, Alma éditeur, 2014.

3. Maria Candea et Laélia Véron, *Le français est à nous !*, La Découverte, 2019.
4. Jean Pruvost, *Nos ancêtres les Arabes*, JC Lattès, 2017.
5. Franceinfo, octobre 2018.

Bibliographie et filmographie

Livres

Hoda BARAKAT, *Courrier de nuit*, Actes Sud, 2018.

Stéphane BEAUD, *La France des Belhoumi*, La Découverte, 2018.

Ranka BIJELJAC-BABIC, *L'Enfant bilingue, de la petite enfance à l'école*, Odile Jacob, 2017.

Maria CANDEA et Laélia VÉRON, *Le français est à nous !*, La Découverte, 2019.

Emmanuel CARRÈRE, *Un roman russe*, P.O.L, 2007.

Ian COLLER, *Une France arabe, 1798-1831*, Alma éditeur, 2014.

Stanislas DEHAENE, *Apprendre ! Les talents du cerveau, le défi des machines*, Odile Jacob, 2018.

Kaoutar HARCHI, *Je n'ai qu'une langue et ce n'est pas la mienne*, Pauvert, 2016.

Jhumpa LAHIRI, *En d'autres mots*, Actes Sud, 2014.

Jack LANG, *La langue arabe*, trésor de France, Cherche-Midi, 2020.

Michel LEEB, *Dictionnaire du rire*, 1990, Michel Lafon.

Kamal MOUZAWAK, *Manger libanais*, Marabout, 2017.

Cyril PEDROSA, *Portugal*, Dupuis, 2011.

Jean PRUVOST, *Nos ancêtres les Arabes*, JC Lattès, 2017.

Bernard RAVET, *Principal de collège ou Imam de la République ?*, Kero, 2017.

Abdelmalek SAYAD, *La Double Absence*, Seuil, 1999.

Leïla SEBBAR, *Je ne parle pas la langue de mon père*, Julliard, 2003.

Jean SELLIER, *Une histoire des langues*, La Découverte, 2019.

Patrick SIMON, Christelle HAMEL et Chris BEAUCHEMIN, *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France*, INED, 2016.

Claude STEELE, *Whistling Vivaldi. How Stereotypes Affect Us and What We Can Do*, W. W. Norton & Company, 2010.

Films

Les Yeux de la parole, de David DAURIER et Jean-Marie MONTANGERAND, 2019.

Renault 12, Mohamed EL KHATIB, 2019.

Au pays qui te ressemble, Maya ABDUL-MALAK, 2009.

Pourquoi nous détestent-ils ?, Alexandre AMIEL, Amelle CHAHBI et Lucien JEAN-BAPTISTE, 2018.

Podcasts et séries radiophoniques

Adila BENNADJAÏ-ZOU, *Heureuse comme une Arabe en France*, « La Série documentaire », France Culture, 2019.

Hyam ZAYTOUN, *J'apprends l'arabe*, feuilleton radiophonique en cinq épisodes, France Culture, 2017.

Parler comme jamais, épisode 1, « Les autres, ces mauvaises langues », septembre 2019.

Tarab, épisode 2, « Parlez-vous l'arabe ? », octobre 2019.

Remerciements

Merci à Audrey Cerdan, pour son regard acéré, sa générosité inégalée et son amour heureux.

Une mention spéciale à ma famille et à son regard bienveillant sur ce projet : Béchara et Fadia Wakim, mon frère Ziad et ma sœur Diane. Sans oublier Rima et Maya Abdul-Malak, sans qui ce livre n'aurait pas la même saveur.

Merci à Mireille Paolini, qui a permis à ce livre d'exister.

Merci pour leur aide, leurs contacts, leur temps, leurs idées, leurs bureaux, leur soutien logistique et leurs recettes de cuisine :

François Coën et Marie Tregouet, Mariel Revillard et sa maison Kipic, Cédric Durand et Jeanne Planche, Éric Aeschmann, Philippe Cerdan et Marie-Hélène Soularue, Catherine Volle et Guy Mongella, Hakim El Karoui, Bruno Levallois, Hasna Marzak, Karim Rissouli, Annabelle Ambler, Adila Bennadjaï-Zou, Kaoutar Harchi, Marion Jégourel, Nicolas Ducray, Catherine Lawless, Claudine Hunault, Ann Marie Lipinski, Steve Almond et la Nieman Foundation.

À mes collègues du *Monde* : Anne Eveno et toute la chefferie du service économie pour leur patience, Jérôme Fenoglio, Luc Bronner, Matthieu Goar, Louise Couvelaire, Élise Barthet et le service documentation.

Les bibliothèques de la ville de Paris, en particulier Naguib-Mahfouz, Violette-Leduc, Françoise-Sagan, Marguerite-Audoux, et la bibliothèque Ceccano à Avignon.

Aux enseignantes et enseignants d'arabe dans le secondaire
qui ont bien voulu m'accorder de leur temps.

Avec une pensée pour Richard Herlin, pape libertaire de la
langue française et expert en couscous du jeudi.